

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-583	B.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**LE PRE NEUF
VOIRIE
DENOMINATION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Collette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chancé Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-583	8.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	4	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				6	2018-583

OBJET	LE PRÉ NEUF - VOIRIE - DENOMINATION
-------	-------------------------------------

DL

Chers Collègues,

Les biens immobiliers cadastrés AB 249, 250, 251 et 252 sont situés sur le territoire de la commune de Flers. Pour autant, leur accès s'effectue par la rue du Pré Neuf qui relève de la commune de Saint Georges des Groseillers.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-583	8.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Ces propriétés sont desservies par une voie qui a été prélevée sur chacune de ces quatre parcelles privées. Cette voie est reliée à la rue du Pré Neuf (Saint Georges des Groseillers) par un passage privé (AP 65) dénommé Allée du Pré Neuf par délibération 14 du Conseil Municipal de Saint Georges des Groseillers du 23 mai 2016.

Cette configuration génère des confusions et des omissions dans la distribution du courrier en raison notamment de l'absence d'identification de cette voie sur le territoire de Flers. En outre, cette imbrication ne favorise pas l'intervention rapide des services d'urgence et de secours.

C'est pourquoi, il me semble opportun de dénommer la voie desservant ces parcelles afin de pallier les problématiques exposées ci-dessus.

Après avoir recueilli l'accord des propriétaires concernés et dans un souci de cohérence, il est proposé de dénommer ladite voie comme suit :

Dénomination
allée du Pré Neuf

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER la dénomination de la voie telle qu'énoncée ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-583-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018
Publication : 21/02/2018

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-584	9.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**CHATS ERRANTS
CAMPAGNE DE STERILISATION
TRAPPAGE ET PRISE EN CHARGE DES ANIMAUX
CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « FAMILY WANTED »**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Closure effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	11 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Charte Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folic n°
	19.02.18	2018-584	9.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T
présenté par
Irène COJEAN
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	6	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				7	2018-584

OBJET	CHATS ERRANTS - CAMPAGNE DE STERILISATION - TRAPPAGE ET PRISE EN CHARGE DES ANIMAUX - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « FAMILY WANTED »
--------------	--

DL

Chers Collègues,

Les articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche confèrent au Maire des pouvoirs de police spéciale pour réglementer la divagation des animaux errants sur le territoire communal. En ce qui concerne les chats, l'article L.211-27 dudit code dispose que « le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L.214-5, préalablement à leur relâchement dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association ».

La Ville s'efforce de juguler la prolifération de chats en situation d'errance sur le territoire communal. Pour ce faire, la collectivité a recours aux services des bénévoles de l'association « la patte de l'espoir » avec laquelle une convention a été conclue en 2016 (délibération 324 du 20 juin 2016). Cette mission chronophage implique du temps pour trapper les animaux, les soigner, les « sociabiliser » et leur trouver une famille d'accueil. L'efficacité de cette action dépend donc des moyens humains pouvant être mobilisés sur les campagnes de stérilisation et de la capacité de l'association à faire adopter les animaux. Afin d'accroître la présence humaine et les possibilités d'adoption, il est proposé, en complémentarité avec l'action menée par l'association « la patte de l'espoir », d'avoir recours aux services des bénévoles de l'association « Family Wanted ». Cette association de protection des animaux est plus particulièrement spécialisée dans la prise en charge des chats. A l'instar de l'association « la patte de l'espoir », elle aura vocation à intervenir à la demande de la Ville pour :

- mener des campagnes de stérilisation afin de réguler cette population animale errante et de limiter à terme sa reproduction,
- trouver des familles d'accueil acceptant d'adopter les chats stérilisés non sauvage.

Ces missions d'intérêt général destinées à préserver la salubrité publique sont placées sous l'autorité et la responsabilité de la Ville qui se chargera de coordonner l'action des deux associations.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association « Family Wanted » afin de définir le cadre d'intervention des opérations de trappage et de prise en charge des animaux. Le contenu de cette convention identique à celle conclue avec l'association « la patte de l'espoir » peut se décliner comme suit :

018-584

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-584	9.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Convention	Objet		Campagnes de stérilisation de chats errants Opérations de trappage et de prise en charge des animaux
	Parties		Ville de Fliers L'association « Family Wanted » 3 avenue Gay Lussac 78980 Elancourt
Cadre d'intervention de l'association	Conditions	financière	A titre gratuit
		administrative	Arrêté municipal annuel prescrivant la mise en œuvre d'une campagne de stérilisation des chats aux périodes définies (article L.211-27 du code rural et de la pêche)
	Modalités		La Ville de Fliers sollicite l'association suite aux demandes formulées par des administrés
Opération de trappage	Information aux administrés		La Ville de Fliers adresse un courrier aux administrés les informant de la mise en œuvre d'une opération de trappage
	Pose des trappes et capture des chats		L'association « Family Wanted »
	Transfert des chats		L'association « Family Wanted » achemine les animaux vers sa chatterie
Prise en charge de l'animal	Animal adoptable	Transport chez le vétérinaire	L'association « Family Wanted »
		Frais liés à/aux	
		stérilisation	
		Soins en cas de blessure	La Ville de Fliers
		vaccination et à identification	
	Convalescence post opératoire puis adoption		L'association « Family Wanted »
	Animal sauvage	Transport chez le vétérinaire	L'association « Family Wanted »
		Frais liés à/aux	Fondation 30 Millions d'amis (complément tarifaire pris en charge par la Ville de Fliers)
		stérilisation	La Ville de Fliers
		identification	
		Soins en cas de blessure (selon l'importance des soins)	La Ville de Fliers
		Convalescence post opératoire puis remise en liberté sur le lieu de trappage	
Validité	Prise d'effet		A la signature des parties
	Durée		Un an reconductible par tacite reconduction
	Résiliation		Lettre recommandée avec accusé de réception

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-584	9.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention résumée ci-dessus avec l'association « Family Wanted » et toutes pièces afférentes à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-584-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018
Publication : 21/02/2018

DL

ENTRE :

La Ville de FLERS, ci-après dénommée « la Ville », représentée par son Maire, Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2018-584 du Conseil Municipal en date 19 février 2018,

d'une part,

ET

L'Association « Family Wanted », représentée par Madame Sophie LEGRAND, 3 avenue Gay Lussac – 78990 Elancourt, agissant en qualité de Présidente,

d'autre part,

PREAMBULE

Les articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche confèrent au Maire des pouvoirs de police spéciale pour réglementer la divagation des animaux errants sur le territoire communal. En ce qui concerne les chats, l'article L.211-27 dudit code dispose que « *le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L. 214-5, préalablement à leur relâchement dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association* ».

La prolifération de chats sans propriétaire dans certains quartiers de la commune crée de véritables nuisances pour les riverains concernés par cette reproduction incontrôlée. Dans cette optique, l'association de protection des animaux « Family Wanted » propose d'intervenir gratuitement pour :

- mener des campagnes de stérilisation afin de réguler cette population animale errante et de limiter à terme sa reproduction,
- trouver des familles d'accueil acceptant d'adopter les chats stérilisés non sauvages.

Par délibération 2018-584 du 19 février 2018, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec l'Association « Family Wanted » une convention concernant les opérations de trappage et de prise en charge des chats errants dans le cadre des campagnes de stérilisation.

.../...

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1: OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et le cadre d'intervention de l'Association « Family Wanted » dans le cadre des opérations de trappage et de prise en charge des chats errants à l'occasion des campagnes de stérilisation mises en œuvre sur le territoire de la commune de Flers.

Article 2: CAMPAGNES DE STERILISATION

Les campagnes de stérilisation sont prescrites par l'autorité municipale par voie d'arrêté conformément à l'article L.211-27 du code rural et de la pêche. Cet arrêté fixe les périodes durant lesquelles se dérouleront lesdites campagnes et précise les modalités de mise en œuvre de ces opérations.

Article 3: LES OPERATIONS DE TRAPPAGE

Les opérations de trappage sont effectuées par l'association « Family Wanted » à la demande de la Ville qui aura été saisie par un ou des administré(s). Préalablement à la mise œuvre de ces opérations, la Ville informe par courrier les riverains et les administrés l'ayant saisie que l'Association « Family Wanted » interviendra dans leur quartier pour trapper les chats errants.

Article 4: TRANSFERT DES CHATS ERRANTS TRAPPÉS

Les chats errants trappés à l'occasion des campagnes de stérilisation seront transportés par l'Association « Family Wanted » et conduit à la chatterie de ladite association.

L'association veillera à ne pas trapper des chats identifiés ou des chats qui, au regard de leur comportement et de leur état sanitaire, ont très vraisemblablement des propriétaires.

Article 5: STERILISATION DES ANIMAUX

Durant la période comprise entre le trappage de l'animal et son opération de stérilisation chez le vétérinaire, l'Association « Family Wanted » repère les chats adoptables et ceux qui resteront sauvages.

L'association « Family Wanted » transporte les chats trappés chez un vétérinaire pour effectuer les opérations de stérilisation et pour y prodiguer les soins en cas de blessure de l'animal. Les chats adoptables seront à cette occasion vaccinés et identifiés au nom de l'association. Les chats sauvages seront identifiés au nom de la Fondation 30 millions d'amis.

Une fois les opérations de stérilisation effectuées, l'association achemine les animaux vers sa chatterie pour une période de convalescence post opératoire dont la durée est laissée à son appréciation.

...

Article 6: FRAIS DE VETERINAIRE

La charge des frais de vétérinaire liés aux opérations de stérilisation, de vaccination et d'identification est répartie comme suit :

Chats	Frais de vétérinaire	Prise en charge
Adoptables	Stérilisation	L'Association « Family Wanted »
	Soins en cas de blessure	
	Vaccination	La Ville
	Identification	
Sauvages	Stérilisation	La Fondation 30 Millions d'Amis (complément tarifaire pris en charge par la Ville)
	Identification	
	Soins en cas de blessure (selon l'importance des soins)	La Ville

Article 7: PRISE EN CHARGE DES CHATS STERILISES

Une fois l'opération de stérilisation effectuée, l'Association « Family Wanted » se charge de :

- trouver une famille d'accueil pour les chats adoptables,
- remettre en liberté les chats sauvages sur le lieu de leur trappage.

Article 8: DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature des deux parties.

Article 9: DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Toute révision des conditions ci-dessus définies s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception.

VISA Maire-Adjoint chargé de la vie
quotidienne

Date

27/02/18

Signature



Fait à FLERS, en trois exemplaires, le 09 MARS 2018

La Présidente de
l'Association
« Family Wanted »



Sophie LEGRAND



Le Maire,



Yves GOASDOUE

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-585	9.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**FOURRIERE ANIMALE
CHATS ABANDONNES
PRISE EN CHARGE PAR L'ASSOCIATION « FAMILY WANTED »**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Closure effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-585	9.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 1		20	30.01.18	6	
	AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				8	2018-585	

OBJET	FOURRIERE ANIMALE - CHATS ABANDONNES - PRISE EN CHARGE PAR L'ASSOCIATION « FAMILY WANTED »
-------	---

DL

Chers Collègues,

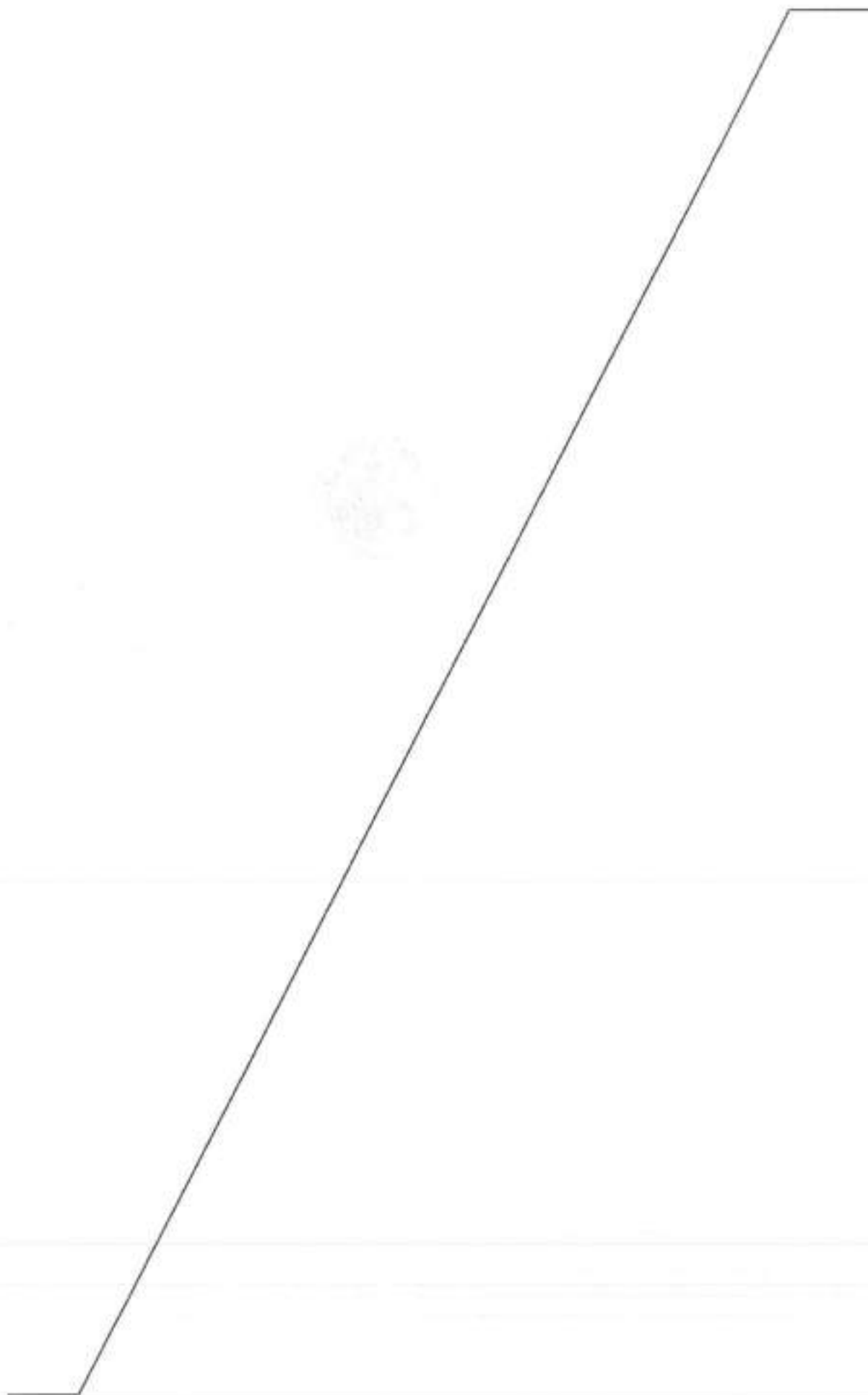
La Ville assure depuis le 1^{er} janvier 2007 la mise en fourrière des animaux (chiens et chats) en situation d'errance sur le domaine public ainsi que leur gardiennage dans la limite des huit jours francs et ouvrés prévus par les articles L211-24 et suivants du Code Rural et de la pêche.

En application de ces dispositions, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire à l'expiration de ce délai, il est considéré comme abandonné et devient de ce fait la propriété de la Collectivité. Celle-ci sollicite alors l'avis d'un vétérinaire sur l'état de santé de l'animal. Ce professionnel peut constater la possibilité d'adoption. Dans ce cas, la Ville peut céder, à titre gratuit, l'animal à des fondations ou des associations de protection des animaux qui sont seules habilitées à proposer les animaux à l'adoption (article L.211-25 II du code précité).

L'association « Family Wanted », 3 avenue Gay-Lussac 78990 Elancourt, propose, en fonction de ses possibilités, de prendre en charge certains chats en vue de leur trouver des familles d'accueil prêtes à les adopter.

Les modalités d'accueil de cette structure peuvent se résumer comme suit :

Prestataire	L'association « Family Wanted » 3 avenue Gay Lussac 78990 Elancourt	
Bénéficiaire	Ville de FLERS gestionnaire de la fourrière municipale	
Objet	Prise en charge notamment des chats non réclamés par leurs propriétaires dans le délai franc de huit jours ouvrés	
Modalités	La Ville doit : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Informer l'association de son intention de lui confier un animal ➢ Procéder à l'identification de l'animal au nom du refuge ➢ Recueillir l'avis d'un vétérinaire sur l'état de santé de l'animal et procéder, le cas échéant, à son tatouage ➢ Transmettre une fiche sanitaire de l'animal si celui-ci est blessé ou malade afin de connaître les soins prodigués et/ou le traitement à administrer ➢ Acheminer à l'association ledit animal ou retrait de ce dernier par l'association à la fourrière municipale ➢ Remettre à l'association un certificat de cession revêtu du cachet de la mairie 	
Validité	Prise d'effet	A la signature des parties
	Durée	Un an reconductible par tacite reconduction
	Résiliation	Lettre recommandée avec accusé de réception



FOURRIERE ANIMALE
-
CHATS ABANDONNES
-
PRISE EN CHARGE
-
CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION
« FAMILY WANTED »
-

ENTRE :

La Ville de FLERS, ci-après dénommée « la Ville », représentée par son Maire, Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2018-585 du Conseil Municipal en date du 19 février 2018,

d'une part,

ET

L'Association « Family Wanted », représentée par Madame Sophie LEGRAND, 3 avenue Gay Lussac – 78990 Elancourt, agissant en qualité de Présidente,, agissant en qualité de Présidente,

d'autre part,

PREAMBULE

Par délibération 2018-585 du 19 février 2018, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec l'Association « Family Wanted » une convention de prise en charge des chats abandonnés. Cette convention a vocation à définir le cadre et les modalités de cette prise en charge.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1: OBJET

L'Association « Family Wanted » accepte d'accueillir, selon ses possibilités, les chiens et les chats trouvés errants sur la commune de FLERS et non réclamés par leurs maîtres dans le délai de huit jours ouvrés prescrit par l'article L.211-25 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Article 2: ANIMAUX CONCERNES

Sont visés par la présente convention les chats présentés par le gestionnaire de la fourrière à un vétérinaire, titulaire du mandat sanitaire, qui aura constaté les réelles chances des animaux en cause à retrouver de nouveaux maîtres.

[Signature]

Article 3: MODALITES PREALABLES A LA PRISE EN CHARGE DE L'ANIMAL

Après avoir informé l'Association « Family Wanted » de son intention de lui confier un animal, la Ville remettra à l'association lors de la prise en charge de chaque animal un certificat de prise en charge revêtu du cachet de la mairie et indiquant la description aussi précise que possible du chat, son tatouage, la date de sa capture et la date de remise à l'association sans que le délai entre ces deux dates puisse être inférieur à huit jours ouvrés. Dès lors, ce document constituera la preuve formelle du transfert de propriété de l'animal acquise au gestionnaire de la fourrière conformément à l'article 213-4-I-2^{ème} alinéa précité, pour devenir la pleine propriété de l'association « Family Wanted ».

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1999, les chats confiés au refuge de l'association auront été présentés à un vétérinaire titulaire d'un mandat sanitaire préalablement tatoués et la carte correspondante établie au nom de l'association « Family Wanted ». Cette carte lui sera remise dans les mêmes conditions que le document prévu à l'alinéa précédent du présent article.

Article 4: TRANSPORT DE L'ANIMAL POUR SA PRISE EN CHARGE

D'un commun accord entre les parties, le transport des animaux sera assuré soit par la Ville soit par l'Association « Family Wanted ». Dans la première hypothèse, la Ville transportera l'animal au refuge après avis, par téléphone ou autre moyen, de l'Association « Family Wanted ».

Article 5: EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature des deux parties.

Article 6: DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Toute révision des conditions ci-dessus définies s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7: DISPOSITIONS DIVERSES

Si une situation particulière se présentait à la Ville, elle ferait l'objet de conditions spécifiques qui seraient déterminées ponctuellement entre Monsieur le Maire ou son représentant et la Présidente de l'Association « Family Wanted », notamment si d'autres animaux que des chats devaient être accueillis par l'Association « Family Wanted ».

VISA Maire-Adjoint chargé de la Vie Quotidienne

Date

27/02/18

Signature



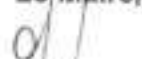
Fait à FLERS, en trois exemplaires, le 09 MARS 2018

La Présidente de l'Association
« Family Wanted »,



Sophie LEGRAND

Le Maire,



Yves GOASDOUE

TD/VV

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-578	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
 22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

COMMISSIONS MUNICIPALES REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER TABLEAU 3 MODIFICATIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-592), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-578	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Yves GOASDOUE Maire	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 4		20	31.01.18	1	
	GESTION FINANCIERE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 1	N° délibération 2018-578

OBJET	COMMISSIONS MUNICIPALES - REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER - TABLEAU 3 - MODIFICATIONS
-------	---

TD/VV

Chers Collègues,

Suite à la démission de Monsieur Jean-Marc LEVERRIER de ses fonctions de conseiller municipal à compter du 28 décembre 2017, le suivant de la liste « Flers Avenir » est appelé à le remplacer. Il s'agit de Madame Marie-Noël LEBOULEUX.

Monsieur LEVERRIER siégeait dans les commissions suivantes :

- Attractivité commerciale – Modernisation du centre-ville
- Développement du sport

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ADOPTER le tableau 3 annexé à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

081-218101891-20180219-2018-578-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

TITRE	Pôle 1: Aménagement, vie quotidienne, attractivité et animation de la Ville				Pôle 2: Protection des populations, solidarité et seniors	
	Attractivité commerciale - Modernisation du centre ville	Amélioration de la vie quotidienne - Aspect et propreté de la ville	Habitat - Patrimoine communal - Développement du territoire	Animation de la Ville et jumelages	Protection des populations - Politique en faveur des seniors - Fiers ville numérique	Solidarité
ATTRIBUTIONS	Aménagement du Centre Ville Urbanisme commercial Commerce et Artisanat ORAC et FISAC	Réaménagement urbain Organisation des circulations douces Voirie Sécurisation des voiries et du domaine public Espaces verts et fleurissement Gestion du patrimoine bâti (hors écoles) et des énergies, notamment alternatives Logistique (dont parc de véhicules, matériels divers...) Conseils de territoire Cellule d'intervention rapide Règlementation de l'utilisation du domaine public Dénominations et numérotation Recensement et élections	Politique de réserve foncière de la collectivité Relations avec les promoteurs et investisseurs privés Suivi de la révision des documents d'urbanisme Réception et études des demandes d'urbanisme - émission des avis Agriculture Patrimoine communal Mise en valeur de Pont Ramond Site du Château Forêt de Halouze Jardins ouvriers Visites de sécurité et installations classées (ICPE)	Animation commerciale Événementiel Animation de la Ville (St Gilles, 14 juillet, marché de Noël...) Commission des foires et marchés Jumelages	Développement du numérique Politique en direction des seniors Développement des achats groupés, notamment fluides et mutualisés de santé, pour la population Politique de sécurité et tranquillité publique Formation des élus	Relations avec les associations caritatives et définition de la politique sociale de la collectivité Aides légales et facultatives Gestion du fonds initiative jeunes Gestion partenariale avec le Conseil Général du RSA
	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Maire-Adjoint	Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN	Josette BONNEL	Subay SAHIN	Lori HELLOCO	Jean CHATELAIS
Membres communs par pôle	Liliane POL Christiane PERRET Marie-Noël LEBouleux	Annick ROBIN-MOITRY Charles-Henri GRIGY Sabrina MESSIN	Michèle POLVE Inès CHATE Catherine HAVAS	Dominique ARMAND Collette BUFFARD Anna-Marie MORIN	Subay SAHIN Christiane PERRET Yvette LERICHOMME Laurent JUMELINE Richard RHOUEY Sabrina MESSIN Mathieu HELLOCO	Sonia LAFAY Dominique ARMAND Liliane POL Annick ROBIN-MOITRY Antonio CORREA Sabrina MESSIN Mathieu HELLOCO
Total composition de la Commission ou du pôle non compris le Maire de droit	4	4	4	4	5	5
	16				10	

TITRE	Pôle 3: Affaires Générales, vie scolaire et sportive, Mémoire	
	Affaires générales - affaires scolaires - vie scolaire	Développement du sport - grandes manifestations sportives - Mémoire de Fiers et cérémonies patriotiques
ATTRIBUTIONS	Enseignement préscolaire et élémentaire Organisation des temps périscolaires Restauration scolaire Relation avec les associations de parents d'élèves Adaptation, création d'équipements scolaires en fonction de l'évolution de la législation et de la localisation de la population Pièces officielles, état civil et cimetière Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Cérémonies patriotiques Mémoire de Fiers Promotion et développement des activités sportives Gestion des complexes sportifs, terrains d'évolution et gymnases Mise à disposition des salles et matériels dans le domaine de compétence Relations avec les clubs, définition et mise en œuvre de contrats de moyens et d'objectifs Organisation des manifestations sportives festives Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Maires-Adjoints	Sonia LAFAY	Jean-Pierre HUREL
Membres communs par pôle	Josette BONNEL Serge HAMEL Collette BUFFARD Yvette LERICHOMME Antonio CORREA Sylvie DUFOUR Hubert ROBILLARD	Lori HELLOCO Omar AYAD Jacques DUPERRON Noël DIEZARI Charles-Henri GRIGY Ivan GASZ Marie-Noël LEBouleux
Total composition de la Commission ou du pôle non compris le Maire de droit	8	8
	16	

Pôle 4: Finances et Personnel	
Gestion financière	Gestion du personnel territorial
Assurances Marchés Publics Délégation de Service Public Contentieux Budgets Fiscalité Garanties Emprunts et gestion active de la dette et de la trésorerie Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Personnel et conventions de mutualisation Subventions du secteur de compétence Relations avec Fiers Agglo pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN
Jean CHATELAIS Michèle POLVE Serge HAMEL Jacques DUPERRON Noël DIEZARI Ivan GASZ Hubert ROBILLARD	Jean-Pierre HUREL Omar AYAD Laurent JUMELINE Richard RHOUEY Inès CHATE Mathieu HELLOCO Catherine HAVAS
8	8
16	

Annexe à la délibération 2018-578
du CM 26 du 19.02.18



Le Maire,

Yves GOASDOUE

TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-579	7,10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES RAPPORT D'OBSERVATIONS DU 14 DECEMBRE 2016 SUITES DONNEES AUX OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS EMISES PAR LA CHAMBRE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage :
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-579	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Yves GOASDOUE Maire	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 4		20	31.01.18	2	
	GESTION FINANCIERE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				2	2018-579	

OBJET	CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES – RAPPORT D'OBSERVATIONS DU 14 DECEMBRE 2016 – SUITES DONNEES AUX OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS EMISES PAR LA CHAMBRE
-------	---

ST/VV

Chers Collègues,

La Ville de Flers a fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes courant 2016. Ce contrôle a donné lieu à un rapport en date du 14 décembre 2016 et à une communication lors du Conseil Municipal du 20 février 2017.

Ce contrôle a amené la Chambre à émettre des recommandations et des obligations.

Conformément à la loi, il convient de vous présenter l'état d'avancement des mesures mises en œuvre et d'en informer la Chambre.

Ces mesures sont issues directement des constats effectués par la Chambre lors de son contrôle. Ainsi la Chambre a relevé dans sa synthèse les éléments suivants :

« Sur l'ensemble de la période 2011 à 2015, la collectivité a pu dégager des excédents budgétaires, ainsi qu'un niveau significatif de capacité d'autofinancement, tout en stabilisant ses taux d'imposition depuis 2013... Par ailleurs elle est parvenue à réduire le niveau de ses achats depuis 2013. De la sorte, malgré la présence d'emprunts structurés, la situation financière de la ville de Flers apparaît plutôt favorable »

« La fiabilité de la comptabilité générale de la collectivité apparaît globalement assurée, malgré des marges de progrès en termes de suivi des immobilisations, du montant de l'endettement, ainsi qu'en matière de passation des provisions relatives aux créances douteuses »

Ainsi la Chambre a émis les recommandations suivantes :

- 1 - Choisir quelques opérations majeures d'investissement et en faire un suivi par une comptabilisation en « opérations globalisées ».
- 2 - Chiffrer les engagements pluriannuels contenus dans les conventions d'aide aux associations.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-579	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

ainsi que les obligations suivantes :

- 3 - *Achever l'actualisation de l'inventaire des immobilisations.*
- 4 - *Enrichir le débat d'orientation en fonction des nouvelles dispositions introduites par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe...*
- 5 - *Etablir un bilan social tous les 2 ans.*

S'agissant de la première recommandation :

Les collectivités locales disposent de 2 outils de planification les opérations globalisées qui consistent à regrouper en ensemble de crédits de natures comptables différentes mais ayant un seul objet ou en ensemble cohérent d'objet et les Autorisations de Programme déclinées en Crédits de Paiements annuels (AP/CP).

Les projets d'équipements prévus sur le budget 2017 se prêtaient peu à la mise en place de tels outils. En effet seuls la création du pôle associatif, la restructuration des écoles primaire et maternelle Sévigné-Paul Bert et le projet du gymnase Jean Monnet, pouvaient présenter, de par leur enjeu financier ou leur étalement dans le temps, un intérêt pour mettre en œuvre soit les opérations globalisées soit les AP/CP.

Pour autant, d'une part l'ensemble des crédits nécessaires à ses projets ne mobilise qu'une seule nature comptable et d'autre part l'enjeu pour la collectivité (au-delà de la consistance du projet) porte sur le financement du dit projet. Or les opérations globalisées ne permettent pas de regrouper en leur sein les dépenses et recettes afférentes à une opération. Cette technique n'est donc pas adaptée. De même l'intérêt des AP/CP, qui elles peuvent regrouper l'ensemble des dépenses et recettes, est la planification dans le temps. Or ces projets vont s'étaler, lors de leur réalisation sur 1 ou 2 exercices, ce qui rend peu utile la mise en œuvre d'une technique comptable particulièrement lourde en terme administratif.

Pour autant si un objet venait à présenter un intérêt à être suivi soit en opérations globalisées soit en AP/CP, l'une ou l'autre de ces techniques pourrait être testée.

S'agissant de la 2^{ème} recommandation relative aux conventions pluri-annuelles d'aide aux associations :

Peu d'associations subventionnées par la Ville de Flers entrent dans le champ de ces conventions pluriannuelles. Seules 3 associations ont été identifiées :

- La MJC.
- Le Groupement d'Entraide des Territoriaux du Pays de Flers.
- Le Football Club Flérien (FCF).

Pour la MJC, l'engagement est constant sur la période couverte par la convention.

Pour le Groupement, un avenant fixe annuellement le montant de la subvention qui comprend une part liée à l'action sociale obligatoire de la collectivité, qui peut varier un peu et une part libre fixée à 14 € par adhérent et qui n'évolue peu qu'en fonction du nombre d'adhérents.

Pour le FCF, un avenant fixe annuellement le montant de la subvention celle-ci est globalement constante : 65 000 € hors élément particulier.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-579	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

S'agissant de la 1^{ère} obligation relative à l'inventaire des immobilisations :

Celui-ci progresse lentement, en effet l'extension de Flers Agglo a lourdement pesé sur la capacité du service des finances à dégager du temps. Celui-ci a plutôt été mobilisé sur l'intégration des éléments d'actif et de passif des biens mis à disposition de Flers Agglo dans le cadre de cette extension. Rappelons que l'extension de Flers Agglo a impliqué :

- La dissolution de la CDC du Bocage d'Athis avec la dévolution de l'ensemble des biens à ses communes puis la mise à disposition ultérieure à Flers Agglo, avec à la clé un protocole de dissolution multipartite.
- La dissolution de la CDC La Ferté-Saint Michel avec la dévolution de l'ensemble des biens à ses communes puis la mise à disposition ultérieure à Flers Agglo et à la CDC du Pays d'Andaines avec à la clé un second protocole de dissolution multipartite.
- La dissolution de la CDC du Pays de Briouze avec la dévolution de l'ensemble des biens à ses communes puis la mise à disposition ultérieure à Flers Agglo et à la CDC du Val d'Orne avec à la clé un troisième protocole de dissolution multipartite.
- Le protocole de retrait des communes d'Antoigny, des Monts d'Andaines et de Lonlay le Tesson de la CDC du Pays Fertois.

L'année 2018 sera, là encore, largement obérée par le travail à faire lier à cette intégration des biens mis à disposition de Flers Agglo dans le cadre de son extension.

Pour autant, le temps qui sera nécessaire pour finaliser l'actif et le passif se compte en années surtout pour la Ville plus que pour l'Agglomération qui est une structure « jeune ».

S'agissant de la 2^{ème} obligation, le processus de mise aux normes du débat d'orientation budgétaire a été réalisé dès le débat d'orientation budgétaire 2017, dans tous les champs au regard notamment du décret 2016-841 du 26 juin 2016.

S'agissant de la 3^{ème} obligation relative au bilan social :

Pour la même raison que s'agissant de l'actualisation des immobilisations, l'essentiel des marges de manœuvre du service des ressources humaines a été consacré à l'intégration des 50 agents qui ont rejoint Flers Agglo au 1^{er} janvier dans le cadre de l'extension de 25 à 42 communes et à l'ensemble des conventions de mutualisation qu'il a été nécessaire de mettre en place afin de garantir la continuité du service public. Pour autant le bilan social reste un objectif à atteindre pour le service des ressources humaines.

En conclusion le processus est engagé mais a subi quelques ralentissements du fait de l'impact de l'extension de Flers Agglo.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-580	3.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**ZONE DE LA CROCHERE
ENTREPOT DE MATERIEL
LOCATION DE BATIMENT PAR LA VILLE
AVENANT AU BAIL**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation établie le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Culture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chancellerie - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-580	3.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Irène COJEAN
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	1	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				3	2018-580

OBJET	ZONE DE LA CROCHERE - ENTREPOT DE MATERIEL - LOCATION DE BATIMENT PAR LA VILLE - AVENANT AU BAIL
-------	---

TD/VV

Chers Collègues,

Par délibération 2017-548 du 11 décembre 2017, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer un bail pour un local de stockage situé sur la zone de la Crochère.

L'article relatif aux possibilités de congé anticipé prévoyait que le bailleur ne pouvait mettre un terme au bail qu'à l'issue d'une période de 5 ans tandis que le preneur avait la faculté de donner congé à tout moment pendant la durée du bail, sans que cette première période de 5 ans ne s'impose à lui.

Le bailleur, souhaitant avoir de la visibilité sur la durée de location de ce local et considérant cette clause comme étant déséquilibrée, demande à ce que le même délai de 5 ans s'impose à la Ville.

Or, la Ville de Fliers aura nécessairement toujours ce besoin de disposer d'un local de stockage sur la période des 5 années à venir.

Il vous est donc proposé d'accepter la demande du propriétaire en autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant annexé à la présente délibération prévoyant que la Ville ne pourra donner congé du bail avant l'issue d'un délai de 5 ans.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant décrit ci-dessus et annexé à la présente délibération en l'étude de Maîtres Géraldine LEPRINCE-DURAND/Thibaud HENNEGRAVE.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GONASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180218-2018-580-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018



Conformément à l'Article 14 du décret 71-841 du 26 novembre 1971, Enregistrement
toute modification ou addition, signature sur la dernière page. Cette
banderole doit présenter aucun signe de détérioration pour garantir
l'authenticité du présent document.

BANDEROLE INTACTE AUTHENTICITE GARANTIE
Conformément à l'Article 14 du décret 71-841 du 26 novembre 1971, Enregistrement
toute modification ou addition, signature sur la dernière page. Cette
banderole doit présenter aucun signe de détérioration pour garantir
l'authenticité du présent document.

Ministère de l'Intérieur



- Le 2 mai 2018 -

AVENANT AU BAIL DE DROIT COMMUN
Entre la société civile « THIMONNIER »
Et la « VILLE DE FLERS »

L'AN DEUX MIL DIX-HUIT
LE DEUX MAI
A FLERS

Maître Thibaud HENNEGRAVE, soussigné, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Géraldine LEPRINCE-DURAND et Thibaud HENNEGRAVE, notaires associés", titulaire d'un Office Notarial à Flers (Orne), 73 rue de la Gare, soussigné,

A reçu le présent acte authentique sur support électronique, contenant AVENANT
AU BAIL DE DROIT COMMUN à la requête des personnes ci-après nommées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

LE PROPRIETAIRE BAILLEUR

La société dénommée THIMONNIER, société civile immobilière au capital de 147.875,55 €, dont le siège social est situé à ATHIS VAL DE ROUVRE (61430), Le Baronnet ATHIS DE L'ORNE, immatriculée au RCS d'ALENCON sous le numéro 422.986.067.

PRENEUR

La **VILLE DE FLERS**, département de l'Orne, identifiée sous le numéro SIREN 216 101 691 00014.

La ou les personnes identifiées ci-dessus étant dénommées dans le corps du présent acte "LE LOCATAIRE".

PRESENCE OU REPRESENTATION

La société bailleuse est ici représentée par Monsieur Christophe BOUTON, associé gérant de la société ayant tout pouvoir à l'effet des présentes aux termes des statuts.

La **VILLE DE FLERS** est ici représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, agissant en sa qualité de Maire de ladite ville, domicilié en la mairie de celle-ci. Spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal certifiée conforme et exécutoire en date du 19 février 2018 portant le numéro 580 dont une copie certifiée demeurera ci-annexée.

EXPOSE

Aux termes d'un acte reçu par Me HENNEGRAVE, notaire soussigné, en date du 14 décembre 2017, la société THIMONNIER a donné à bail de droit commun au profit de la commune de FLERS, les biens ci-après désignés :

Sur la Commune de FLERS (61100) rue Thimonnier
Un bâtiment à usage de stockage,

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
ZI	62	402 RUE AMELEE BOLLE		00	09	00

Ledit bail a été conclu pour une durée de CINQ (5) années à compter du 14 décembre 2017 pour se terminer le 13 décembre 2022.

A l'issue de cette période, la location se poursuivra par tacite reconduction, par période de DEUX années à défaut de volonté contraire manifestée par l'une ou l'autre des parties.

Le BAILLEUR a la faculté de donner congé soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis d'UN AN à l'expiration :

- de la période initiale du bail d'une durée de CINQ ans,
- de chaque période de reconduction tacite d'une durée de DEUX ANS.

Le PRENEUR a la faculté de donner congé à tout moment pendant toute la durée du bail, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis de DEUX MOIS.

Moyennant un loyer annuel de loyer annuel de VINGT-SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (27.600,00 €), soit un loyer mensuel de DEUX MILLE TROIS CENT EUROS (2.300,00 euros).

Payable mensuellement et d'avance entre les mains du bailleur.

Ledit loyer révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux.

CECI EXPOSE, il est passé aux conventions objet du présent acte contenant avenant au bail de droit commun ci-dessus visé.

Ces faits et actes exposés, les PARTIES déclarent modifier le paragraphe et CONGES DU PRENEUR comme suit :

CONGE PAR LE PRENEUR

LE PRENEUR aura la faculté de donner congé soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis d'UN AN à l'expiration :

- de la période initiale du bail d'une durée de CINQ ans,
- de chaque période de reconduction tacite d'une durée de DEUX ANS.

De convention expresse entre les soussignés, le délai de préavis commencera à courir le lendemain du jour soit de la première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit de l'exploit d'huissier.

A l'expiration du délai de préavis, le PRENEUR sera déchu de tout titre d'occupation du bien loué.

Toutes les autres clauses restent inchangées.

Il n'est apporté aucune autre dérogation au bail en cours sus relaté, dont toutes les dispositions non contraires à ce qui précèdent continueront à s'appliquer comme par le passé.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Mention informatique et libertés

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- . les partenaires légalement habilités,
- . les Offices notariaux participant à l'acte,
- . les établissements financiers concernés,
- . les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- . le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

La communication de ces données aux tiers peut-être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- . 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers clients (documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)
- . 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : du Correspondant à la Protection des Données désigné par l'office : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE

Fait et passé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé conforme à la réglementation à l'Etude du notaire soussigné

A la date sus indiquée.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.
Suivent les signatures.

Monsieur BOUTON Christophe agissant en qualité de gérant a signé A l'Office Le 2 mai 2018	
Monsieur GOASDOUE Yves, agissant en qualité de maire de ladite commune a signé A l'Office Le 2 mai 2018	
et le notaire Maître HENNEGRAVE Thibaud a signé A l'Office L'AN DEUX MIL DIX-HUIT LE DEUX MAI	

COPIE EXECUTOIRE NOMINATIVE D'UN ACTE AUTHENTIQUE SUR
SUPPORT ELECTRONIQUE

Délivrée à société civile "THIMONNIER"
Signée électroniquement par le Notaire le 1 juin 2018

72/44

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-580	3.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**ZONE DE LA CROCHERE
ENTREPOT DE MATERIEL
LOCATION DE BATIMENT PAR LA VILLE
AVENANT AU BAIL**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, également convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	
	Inès CHATE	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	Ensemble de la séance
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	29
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée à :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Cléture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chronique Conseil - R.A.M. et nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-580	3.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Irène COJEAN
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	1	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				3	2018-580

OBJET ZONE DE LA CROCHERE - ENTREPOT DE MATERIEL - LOCATION DE
BATIMENT PAR LA VILLE - AVENANT AU BAIL

TDVV

Chers Collègues,

Par délibération 2017-548 du 11 décembre 2017, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer un bail pour un local de stockage situé sur la zone de la Crochère.

L'article relatif aux possibilités de congé anticipé prévoyait que le bailleur ne pouvait mettre un terme au bail qu'à l'issue d'une période de 5 ans tandis que le preneur avait la faculté de donner congé à tout moment pendant la durée du bail, sans que cette première période de 5 ans ne s'impose à lui.

Le bailleur, souhaitant avoir de la visibilité sur la durée de location de ce local et considérant cette clause comme étant déséquilibrée, demande à ce que le même délai de 5 ans s'impose à la Ville.

Or, la Ville de Flers aura nécessairement toujours ce besoin de disposer d'un local de stockage sur la période des 5 années à venir.

Il vous est donc proposé d'accepter la demande du propriétaire en autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant annexé à la présente délibération prévoyant que la Ville ne pourra donner congé du bail avant l'issue d'un délai de 5 ans.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant décrit ci-dessus et annexé à la présente délibération en l'étude de
Maitres Géraldine LEPRINCE-DURAND/Thibaud HENNEGRAVE.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOSDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

061-216101691-20180319-2018-580-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

- Page N°1

Annexe à la délibération du C.M. 26
n°2018-570 en date du 19/02/18

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT

LE

A FLERS

Maître Thibaud HENNEGRAVE, soussigné, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Géraldine LEPRINCE-DURAND et Thibaud HENNEGRAVE, notaires associés", titulaire d'un Office Notarial à Flers (Orne), 73 rue de la Gare, soussigné,

A reçu le présent acte authentique, contenant AVENANT AU BAIL DE DROIT COMMUN à la requête des personnes ci-après nommées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

LE PROPRIETAIRE BAILLEUR

La société dénommée THIMONNIER, société civile immobilière au capital de 147.875,55 €, dont le siège social est situé à ATHIS VAL DE ROUVRE (61430), Le Baronnet ATHIS DE L'ORNE, immatriculée au RCS d'ALENCON sous le numéro 422.986.067.

PRENEUR

La VILLE DE FLERS, département de l'Orne, identifiée sous le numéro SIREN 216 101 691 00014.

La ou les personnes identifiées ci-dessus étant dénommées dans le corps du présent acte "LE LOCATAIRE".

PRESENCE OU REPRESENTATION

La société bailleuse est ici représentée par Monsieur Christophe BOUTON, associé gérant de la société ayant tout pouvoir à l'effet des présentes aux termes des statuts.

La VILLE DE FLERS est ici représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, agissant en sa qualité de Maire de ladite ville, domicilié en la mairie de celle-ci. Spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal certifiée conforme et exécutoire en date du _____ portant le numéro _____ dont une copie certifiée demeurera ci-annexée.

- Page N°2 -

EXPOSE

Aux termes d'un acte reçu par Me HENNEGRAVE, notaire soussigné, en date du 14 Décembre 2017, la société THIMONNIER a donné à bail de droit commun au profit de la commune de FLERS, les biens ci-après désignés :

Sur la Commune de FLERS (61100) rue Thimonnier

Un bâtiment à usage de stockage,

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				Ha	A	Ca
ZI	62	402 RUE AMEDEV BOLLE		00	09	00

Ledit bail a été conclu pour une durée de CINQ (5) années à compter du 14 Décembre 2017 pour se terminer le 13 Décembre 2022.

A l'issue de cette période, la location se poursuivra par tacite reconduction, par période de DEUX années à défaut de volonté contraire manifestée par l'une ou l'autre des parties.

Le BAILLEUR a la faculté de donner congé soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis d'UN AN à l'expiration :

- de la période initiale du bail d'une durée de CINQ ans,
- de chaque période de reconduction tacite d'une durée de DEUX ANS.

Le PRENEUR a la faculté de donner congé à tout moment pendant toute la durée du bail, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis de DEUX MOIS.

Moyennant un loyer annuel de loyer annuel de VINGT-SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (27.600,00 €), soit un loyer mensuel de DEUX MILLE TROIS CENT EUROS (2.300,00 euros).

Payable mensuellement et d'avance entre les mains du bailleur.

Ledit loyer révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux.

CECI EXPOSE, il est passé aux conventions objet du présent acte contenant avenant au bail de droit commun ci-dessus visé.

Ces faits et actes exposés, les PARTIES déclarent modifier le paragraphe et CONGES DU PRENEUR comme suit :

CONGE PAR LE PRENEUR

LE PRENEUR aura la faculté de donner congé soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par exploit d'huissier, avec un délai de préavis d'UN AN à l'expiration :

- de la période initiale du bail d'une durée de CINQ ans,
- de chaque période de reconduction tacite d'une durée de DEUX ANS.

De convention expresse entre les soussignés, le délai de préavis commencera à courir le lendemain du jour soit de la première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit de l'exploit d'huissier.

- Page N°3 -

A l'expiration du délai de préavis, le PRENEUR sera déchu de tout titre d'occupation du bien loué.

Toutes les autres clauses restent inchangées.

Il n'est apporté aucune autre dérogation au bail en cours sus relaté, dont toutes les dispositions non contraires à ce qui précède continueront à s'appliquer comme par le passé.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Mention informatique et libertés

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- . les partenaires légalement habilités,
- . les Offices notariaux participant à l'acte,
- . les établissements financiers concernés,
- . les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- . le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- . 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers-clients (documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)
- . 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : du Correspondant à la Protection des Données désigné par l'office : cll@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Dont acte sur 3 pages

Fait et passé à l'Etude du notaire soussigné

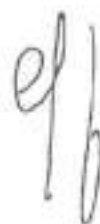
A la date sus indiquée.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Les soussignés déclarent avoir pris connaissance de l'ensemble des annexes qui précèdent.

- DELIBERATION COMMUNE

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.Handwritten initials or a signature, appearing to be 'el' followed by a vertical line and a 'b'.

POUR COPIE AUTHENTIQUE D'UN ACTE AUTHENTIQUE SUR SUPPORT
ELECTRONIQUE.

Certifiée conforme à l'original et établie sur 12 pages.



TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-581	1,1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
 22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

MARCHE PUBLIC N° 2017-054 RELATIF A LA REFECTION DE CHAUSSEES A FLERS LOT 1 : TRAVAUX RUE DE L'ORANGERIE AVENANT N° 1 AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Closure effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

REÇU le :

20 FEV. 2018

ROUTIÈRE PEREZ



Annexe à la délibération du C.M. 26
n° 2018-581 en date du 19/02/18

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

AVENANT N° 01

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Ville de Flers
Avenue du Château
CS 70 229
61 104 Flers Cedex

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

ROUTIERE PEREZ SAS
ZI Charles Tellier - BP 29
14110 CONDE SUR NOIREAU

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

REFECTION DE CHAUSSEES à FLERS – LOT 1 : travaux de voirie rue de l'Orangerie

- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 16 octobre 2017
- Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : 2 mois.
- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

TRANCHE FERME :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 45 351,50
- Montant TTC : 54 424,80

- Délai de prolongation de délai : 3 mois à compter du 17 décembre 2017 jusqu'au 16 mars 2018.

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

(Détaillez toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public ou l'accord-cadre par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Augmentation du volume de terrassement et de matériaux en partie basse de la rue de l'Orangerie par terrassement sur une profondeur moyenne de 0,60 pour un montant total de 2 270,69 € HT.

Modification de trois regards d'eaux usées sur le nouveau profil de la voirie pour un montant de 750,00 € HT.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☒ OUI


Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 3 020,69
- Montant TTC : 3 624,82
- % d'écart introduit par l'avenant : 6,66

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 48 372,19
- Montant TTC : 58 046,62

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Anthony LEROYER Directeur Travaux	Condé-sur-Noireau, le 20/02/2018	 CEREZ S.A.S 15 rue de la République 91100 CORBEIL-EN-JARRET SIRET 750 016 00038

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice)

A.  le 26 FEV. 2018
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint déléguée aux Marchés Publics

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



VILLE DE FLERS
Mairie
Avenue du Château
61100 FLERS

Condé Sur Noireau, le 30 novembre 2017

DEVIS DE TRAVAUX N° 17-594

Réf : FBT/KPE/DEV 17-594

N° chantier : 1535

Lieu : FLERS

OBJET : Rue de l'Orangerie

Travaux supplémentaires

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Qtés	PU	Mt HT
70	Terrassement en fouille à la pelle mécanique avant constitution de la structure de chaussée, profondeur moyenne de 0,60	m³	110,000	4,50 €	495,00 €
100	Fourniture et mise en œuvre de grave 0/63 de type A sur chaussée, épaisseur 0,20 cm et selon les prescriptions du maître d'œuvre	t	177,569	10,00 €	1 775,69 €
PS1	Modification de regard eaux usées	u	3,000	250,00 €	750,00 €
TOTAL HT					3 020,69 €
TVA 20 %					604,14 €
TOTAL TTC					3 624,83 €

Anthony LEROYER
Directeur de Travaux

Routière PEREZ S.A.S
Zone Industrielle
14110 CONDÉ SUR NOIREAU
SIREN 936 930 015 00039

Florian BREHERET
Conducteur de Travaux

Routière PEREZ S.A.S
Zone Industrielle
14110 CONDÉ SUR NOIREAU
SIREN 936 930 015 00039

Prix valeur mois d'établissement du devis fermes si commande sous 30 jours et révisables au delà

Acompte de 30 % à la commande et retour d'un exemplaire du présent devis avec la mention "Bon pour accord et commande" et signature

Règlement à réception de facture ou situation intermédiaire mensuelle selon durée des travaux inférieure ou supérieure à 1 mois

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-582	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
 22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

MARCHE DE FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBIL-LARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBIL-LARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage :
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire.

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-582	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	3	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				5	2018-582

OBJET MARCHÉ DE FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION

AR/VV

Chers Collègues,

Par la délibération n° 73 en date du 24 septembre 2012, vous avez validé, par une convention, la création d'un groupement de commandes afin de mutualiser des achats communs avec Flers Agglo. La fourniture de panneaux de signalisation fait partie des achats concernés.

Conformément à l'article 32 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, le marché fait l'objet d'un lot unique car l'allotissement est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

En application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, l'exécution des prestations aura lieu au fur et à mesure de la survenance des besoins et donnera lieu à l'émission de bons de commande.

La procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 1 an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Compte tenu des besoins de chaque membre du groupement, les montants de l'accord cadre sont définis comme suit :

Collectivité	Montant annuel minimum	Montant annuel maximum	Montant maximum sur 4 ans
Ville de Flers	2 000 € HT	100 000€ HT	400 000 € HT
Flers Agglo	SANS	10 000 € HT	40 000€ HT
Montant total de la procédure			440 000€ HT

Au regard de ces montants, il convient de passer une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 66 et suivants du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19/02/18	2018-582	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CHARGER** Monsieur le Maire, en tant que coordonnateur du groupement, ou son représentant de lancer l'appel d'offres.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire, en tant que coordonnateur du groupement, ou son représentant à relancer une procédure négociée si la procédure d'appel d'offres est déclarée infructueuse pour l'une des causes mentionnées à l'article 30-II-2 du Décret 2016-360.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire, en tant que coordonnateur du groupement, ou son représentant à relancer une procédure concurrentielle si la procédure d'appel d'offres est déclarée infructueuse pour l'une des causes mentionnées à l'article 25-II-6 du Décret 2016-360.
- 4 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir avec la société retenue.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-582-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-586	3.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**MOUVEMENT FONCIER
RUE DE LA MOTTE ANGO
PARCELLES AS 32 ET 33
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE
PERMIS DE DEMOLIR - DEPOT - AUTORISATION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Closure effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chaise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-586	3.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Josette BONNEL
Maire-Adjoint

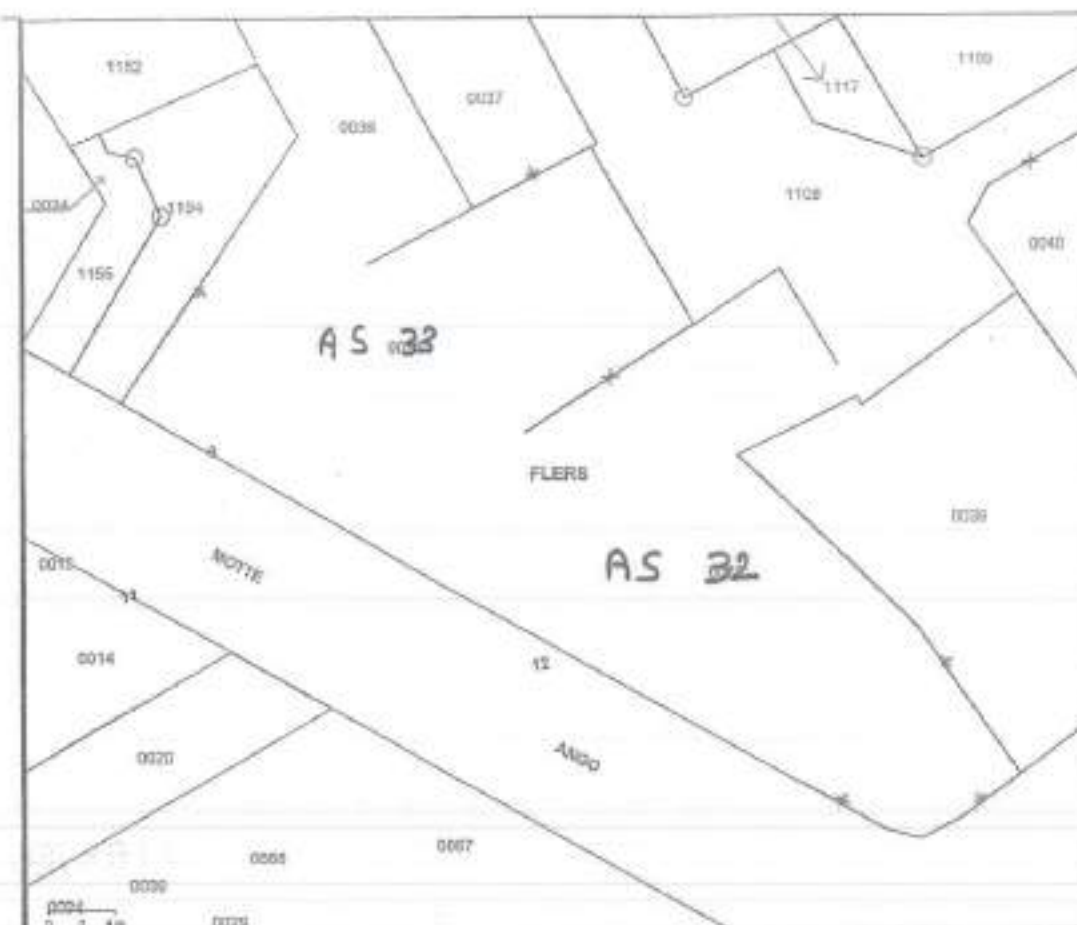
VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	1	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE					
C O N S E I L	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				9	2018-586

OBJET	MOUVEMENT FONCIER - RUE DE LA MOTTE ANGO – PARCELLES AS 32 ET 33 - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE - PERMIS DE DEMOLIR - DEPOT - AUTORISATION
--------------	--

DL

Chers Collègues,

L'ensemble immobilier situé 4 à 18 rue de la Motte Anglo est à l'état d'abandon depuis plusieurs années. Ce bien vide de toute occupation s'est détérioré progressivement sous l'action des intempéries. L'état préoccupant des immeubles a conduit l'autorité municipale au mois de février 2017 à solliciter la production d'un rapport sur la solidité des ouvrages. Monsieur Luc-Jean LEBERTRE, expert près de la Cour d'Appel de Caen, a rendu les conclusions de son rapport le 2 mars suivant. Il préconisait la démolition de l'ensemble immobilier au motif que les désordres constatés sur l'édifice constituaient un risque pour la sécurité publique.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-586	3.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Une procédure d'immeuble menaçant ruine a alors été engagée en application des articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4 et R.511-1 à R.511-12 du code de la Construction et de l'Habitation. L'arrêté municipal CV 17-268 du 12 mai 2017 mettait en demeure la propriétaire de procéder à la démolition de l'immeuble dans un délai de six mois à compter de la notification dudit arrêté. Ce dernier ayant été notifié le 10 juin 2017, la propriétaire avait jusqu'au 10 décembre suivant pour exécuter la mesure de police administrative. Par courrier reçu en Mairie le 27 octobre, la propriétaire a proposé, par l'intermédiaire de son avocat, de céder à la Ville son ensemble immobilier. La Ville a accepté cette proposition à la condition que cette cession intervienne à l'euro symbolique. En contrepartie du montant de cette transaction, la Collectivité se chargera de la démolition du bien. La propriétaire a accepté cette proposition par lettre reçue en Mairie le 14 décembre dernier.

L'acquisition de cet ensemble immobilier pourrait donc intervenir aux conditions suivantes :

Parcelles	Propriétaire	Surface approximative à acquérir en m²		Estimation des Domaines (28 juillet 2017)	Montant de la vente
		Surface des parcelles	Surface des immeubles		
AS 32 et 33	Mme Marie-Chantal ROUILLET 10, rue Léo Délibes 78500 SARTROUVILLE	1 006	924	Non requis valeur vénale inférieure à 180 000 €	Euro symbolique

Compte tenu de l'état de délabrement des immeubles et eu égard aux conditions climatiques, des interventions techniques et des démarches administratives (formalités d'urbanisme) devront être engagées avant la signature de l'acte notarié afin de préserver la sécurité publique. Pour ce faire, la Ville a demandé à la propriétaire de donner son accord à ce que la Collectivité puisse entamer pour le compte de l'intéressée les démarches indispensables à la sécurisation du site et la protection des usagers du domaine public. Cet accord a été donné par l'intermédiaire de l'avocat de l'intéressée.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** l'acquisition de l'ensemble immobilier cadastré AS 32 et 33 suivant les conditions exposées ci-dessus.
- 2 - PRECISER** que les frais d'actes notariés liés à cette transaction foncière seront partagés entre la Ville et la propriétaire de l'ensemble immobilier précité.
- 3 - CHARGER** Monsieur le Maire de signer l'acte authentique à intervenir qui sera dressé en l'étude notariale Pierre CHAIX et Corinne CHAMPETIER avec le concours éventuel du notaire du vendeur.
- 4 - AUTORISER** Monsieur le Maire à :
 - déposer le permis de démolir pour permettre la démolition de l'ensemble immobilier référencé ci-dessus,
 - signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération,

COMMUNE DE FLERS	Date:	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-586	3.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

5 - SOLLICITER les aides financières pouvant être attribuées dans le cadre de cette opération de démolition.

ADOpte A L'UNANIMITE



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-586-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018
Publication : 21/02/2018

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-587	3.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

MOUVEMENT FONCIER **ALLEE DE LA BISSONNIERE - PARCELLE BC 27p** **ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE** **REGULARISATION** **INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Seance ouverte à :	Secrétaire de séance	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-587	3.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

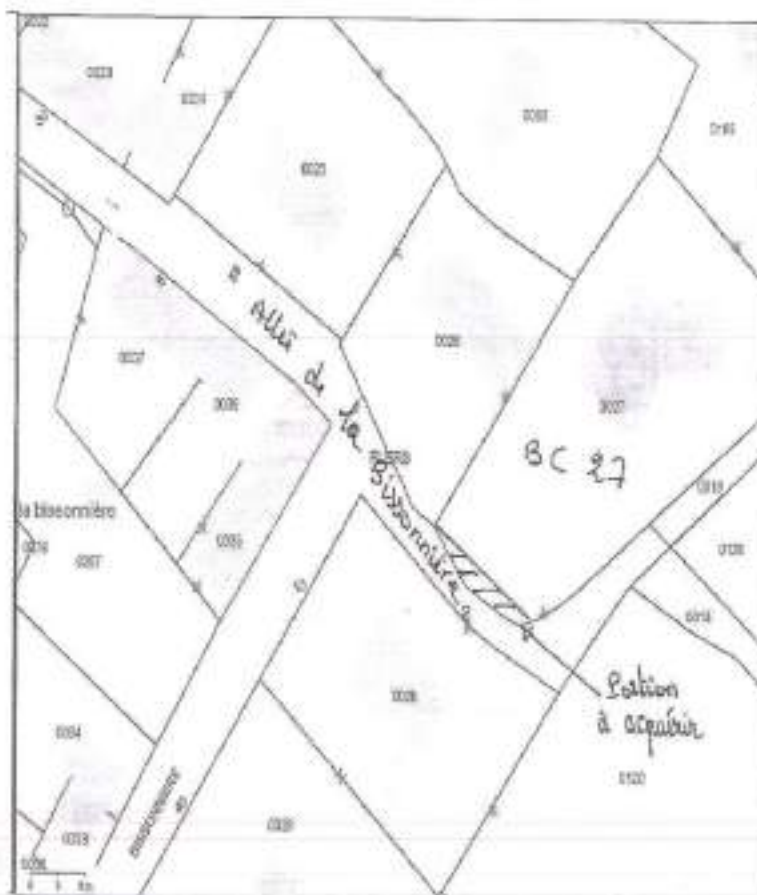
RAPPORT présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 1		20	30.01.18	2	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE					
	C O N S E I L	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				10	2018-587	

OBJET	MOUVEMENT FONCIER – ALLEE DE LA BISSONNIERE – PARCELLE BC 27P – ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE – REGULARISATION – INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC
-------	---

DL

Chers Collègues,

L'allée de la Bissonnière dessert plusieurs parcelles sur lesquelles ont été édifiées des maisons d'habitation. Elle présente une partie étroite au-delà de laquelle des propriétés sont aménagées. Afin de faciliter l'accès à ces propriétés et de rendre cette partie de la voie communale accessible aux services de secours, un élargissement de fait a été progressivement réalisé au fil du temps à l'endroit le plus étroit. Cet élargissement s'est traduit par l'amputation d'une portion de la parcelle BC 27 appartenant à Monsieur Nicolas FOYER.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-587	3.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Par courrier reçu en Mairie le 25 juillet dernier, Monsieur FOYER demande que cette situation foncière soit régularisée de sorte à lui permettre d'édifier une clôture séparant sa propriété de l'espace dédié à la circulation des véhicules. Compte tenu des usages constatés à cet endroit et de l'intégration de fait de cette portion de la parcelle BC 27 dans la voirie communale, la Ville a proposé à l'intéressé :

- d'acquiescer à l'euro symbolique la portion de son terrain correspondant à l'élargissement de la voie communale,
- de prendre en charge les frais d'acte notarié et de géomètre afférents à cette transaction foncière.

Par lettre reçue en Mairie le 30 octobre suivant, Monsieur FOYER a accepté la proposition exposée ci-dessus.

L'acquisition de cette portion de la parcelle BC 27 pourrait donc intervenir aux conditions suivantes :

Parcelle	Propriétaire	Surface approximative à acquiescer en m²	Estimation des Domaines	Montant de la vente
BC 27p	Monsieur Nicolas FOYER 80 Allée de la Bissonnière 61100 Fliers	50	Non requis. Valeur vénale inférieure à 180 000 €	Euro symbolique

Cette portion étant, à l'instar de l'allée, ouverte à la circulation du Public, celle-ci est de fait affectée à l'usage direct du Public conformément à l'article L2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Cette portion de la parcelle BC 27 a donc vocation à être incorporée dans le domaine public communal.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** l'acquisition d'une portion de la parcelle BC 27 suivant les conditions exposées ci-dessus.
- 2 - PRECISER** que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette transaction foncière seront pris en charge par la Ville.
- 3 - CHARGER** Monsieur le Maire de signer l'acte authentique à intervenir qui sera dressé en l'étude notariale Pierre CHAIX et Corinne CHAMPETIER avec le concours éventuel du notaire du vendeur.
- 4 - INCORPORER** dans le domaine public communal cette portion de la parcelle BC 27 dès lors que celle-ci sera la propriété de la Ville.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-587-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-588	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

28 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**LOTISSEMENT RUE DU NOROÏT
LOT 5
CESSION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire : 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-588	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T
présenté par
Josette BONNEL
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1		20	30.01.18	3	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE					
C O N S E I L	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				11	2018-588

OBJET LOTISSEMENT RUE DU NOROÏT – LOT 5 – CESSION

SDC/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 2017-474 du 19 juin 2017, votre conseil a autorisé Monsieur le Maire à commercialiser 6 lots à bâtir dans le lotissement de la « rue du Noroît ».

Il avait été indiqué dans cette délibération que le Conseil Municipal devra se prononcer sur chaque vente pour permettre la signature des actes notariés.

Une personne a émis le souhait d'acquérir un lot dans les conditions fixées par le Conseil Municipal à savoir :

Commune	Réf cadastrale	Vendeur	Acquéreur	Surface approximative	Prix		
					Estimation des Domaines	Conforme	Montant
Fliers	AW 311p Lot n°5	Ville de Fliers	M. Christian LEFOYER	Env 814 m²	18/04/2017	conforme	26 500 € HT soit 31 800 € TTC

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à la vente du lot 5 dans les conditions ci-dessus décrites et autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié en l'étude de Maîtres LEPRINCE-DURAND-HENNEGRAVE, avec le concours du notaire de l'acquéreur.

2 - PRECISER que les frais d'acte seront à la charge des acquéreurs.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

081-216101691-20180219-2018-588-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-589	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**PROJET DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE
TERRAINS FAURECIA ET FLERS AGGLO
BLANCHARDIERE
AVIS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Lilane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUÉ	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage :
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	11 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-589	2.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 1		20	30.01.18	4	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE					
	C O N S E I L	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				12	2018-589	

OBJET	PROJET DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE - TERRAINS FAURECIA ET FLERS AGGLO - BLANCHARDIERE - AVIS
-------	---

SDC/VV

Chers Collègues,

Par courrier en date du 9 novembre 2017, Madame la Préfète a adressé à Flers Agglo en tant que propriétaire et à la Ville de Flers un projet d'arrêté instituant des Servitudes d'Utilité Publique.

Conformément à l'article R515-31-5 du code de l'environnement, dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 515-12 du même code (absence d'enquête publique), le préfet sollicite l'avis écrit des propriétaires des terrains et des conseils municipaux des communes concernés. Faute d'avis émis dans le délai de trois mois cet avis est réputé favorable.

Le projet d'arrêté prend en compte les travaux de déconstruction et de dépollution du site réalisés par Faurecia situé sur la Blanchardière à Flers. Il permet d'annuler l'arrêté de servitude du 6 janvier 2014.

Les parcelles concernées sont celles qui avaient un usage industriel et qui sont aujourd'hui la propriété de Faurecia et les propriétés de Flers Agglo cadastrées BI 248 et 202 sur lesquelles sont situés les piézomètres 103 et 101, ainsi que la propriété BI 207. L'accès aux piézomètres, propriété de Faurecia devra être maintenu.

L'usage des parcelles concernées par la servitude pourra être une activité de type industriel qui comprend les activités industrielles, les parkings, les activités artisanales, commerciales, tertiaires avec ou sans accueil du public.

Tout usage sensible de type cultures, pâturage, aires de jeux, établissement accueillant des mineurs y est interdit (sauf à faire les analyses et travaux permettant de s'assurer de l'absence de risque). Les végétaux présents ne doivent pas être susceptibles de détériorer les ouvrages de confinement en place (couche étanche supérieure qui protège les sols).

Tout type de cultures à finalité alimentaire est interdit.

Sur l'ensemble de ces parcelles il sera interdit de creuser des puits et forages, d'une manière générale l'utilisation de la nappe phréatique sera interdite.

Le projet d'arrêté prévoit par ailleurs des mesures d'information, des conditions d'accès, des dispositions constructives.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-589	2.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Des précautions devront être prises pour maintenir l'intégrité des ouvrages de régulation des eaux de la nappe (bassin sur la parcelle BI 160 et aqueduc sur les parcelles BI 207 et 195), sauf à réaliser des études pour analyser l'impact des travaux envisagés.

Après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et conformément à l'article L 515-10 du code de l'urbanisme, l'arrêté définitif sera annexé au PLUI par arrêté de mise à jour.

Des corrections du projet d'arrêté mineures sont proposées :

- Page 2 préciser usage de type industriel (au lieu d'usage industriel)
- Page 4 préciser que le bassin a été comblé par des matériaux drainants.

LE CONSEIL

DONNE un avis favorable, sous réserve de prendre en compte les deux remarques citées ci-dessus, au projet d'arrêté instituant des Servitudes d'Utilité Publique sur les anciens terrains Faurecia, situés à La Blanchardière à Flers annexé à la présente.

ADOpte A L'UNANIMITE



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-589-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018
Publication : 21/02/2018



Contrôle de Légalité

Compte-rendu d'horodatage de l'acte n° : 2018-589

Résumé de l'acte : PROJET DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE TERRAINS FAURECIA ET FLERS AGGLO BLANC...

Date de décision : 19/02/2018

Nature de l'acte : Délibérations

Classification : 2.2. Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

Rédacteur : Viviane Val

AR reçu le : 21/02/2018 00:00:00

N° AR : 061-216101691-20180219-2018-589-DE

Pièces jointes :

2018-589 - sup Faurecia blanchardiere avis.pdf

2018-589 -Annexe projet SUP blanchardiere.pdf

Historique :

21/02/2018 13:48:42	Reçu	Viviane Val
21/02/2018 13:48:43	En cours de transmission	
21/02/2018 13:48:58	Transmis en Préfecture	
21/02/2018 13:53:39	Accusé de réception reçu	
21/02/2018 14:38:01	Tamponnage de l'acte	Viviane Val



Yves GOASDOUE

SG/SCI/Pôle Environnement
Affaire suivie par : Mme Stéphanie CHAUVEL
Téléphone : 02 33 80 60 73
Mail : pref-sci-environnement@orne.gouv.fr

Alençon, le 9 novembre 2017

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Monsieur le Président,

En application des dispositions de l'article L.515-28 du code de l'environnement, je vous adresse un dossier concernant la déconstruction du bâti du site FAURECIA « La Blanchardière » à FLERS.

Ce dossier comprend un rapport DREAL, et un projet d'arrêté instituant des servitudes d'utilité publique.

Conformément à l'article R.515-31-5 du code précité, je vous remercie de bien vouloir me faire connaître votre avis, sous trois mois, à compter de la date de réception de ce courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Préfète,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Véronique CARON

M. le Président de Flers Agglo
41, rue de la Boule
CS 149
61103 FLERS Cedex

copie : UDO-DREAL



PRÉFÈTE DE L'ORNE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Normandie*

Alençon, le 30 octobre 2017

*Unité départementale de l'Orne
Cité Administrative – Place Bonet
CS 40020
61013 ALENCON CEDEX*

Nos réf. : AC 2017 - 321

Affaire suivie par : Armelle CONNESSON
armelle.connesson@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 33 32 50 89 - Fax : 02 33 32 51 13
Courriel : udo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Institution de servitude sur le site Faurecia Blanchardières à Flers
après déconstruction du bâti

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral

Entreprise concernée : FAURECIA

Site concerné : Site de la Blanchardières à Flers

Propriétaire actuel du terrain :

FAURECIA

Activités exercées : traitements de surfaces de métaux , peinture, usinage, emboutissage

La société Faurecia était propriétaire d'un terrain d'une superficie de 21666 m² sur le site de la Blanchardière à Fiers, sur lequel étaient implantées 4 unités (BLA1, BLA2, BLA5, BLA6)

Les activités de fabrication et de montage des glissières et des articulations pour sièges automobiles exercées sur le site par la Société Faurecia le classaient en établissement ICPE sous le régime de l'autorisation.

1 – Rappel des procédures antérieures

Situation du site au moment de sa cessation d'activité

Rappel de la chronologie de la cessation d'activité

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de cet établissement, un diagnostic environnemental a été effectué afin de caractériser l'état des sols et des eaux souterraines et d'évaluer les risques pour l'environnement et la santé des futurs occupants dans un contexte d'usage non sensible à caractère industriel. Une mise en sécurité du site a été réalisée de 2010 à 2012.

✓ Par courrier du 28 avril 2010, la société Faurecia a informé Monsieur le Préfet de l'arrêt définitif de ses activités soumises à autorisation sur le site de la Blanchardière sur la commune de Fiers.

✓ Par courrier du 7 juillet 2010, la société Faurecia a précisé les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site :

- évacuation ou élimination des produits dangereux ;
- interdictions ou limitation d'accès au site ;
- suppression des risques incendie et d'explosion ;
- surveillance des effets de l'installation sur son environnement

✓ Par courrier du 29 octobre 2010, la société Faurecia a transmis les documents SITA intitulés :

« Site de la Blanchardière, Etat des lieux- Investigations complémentaires Plan de gestion » référencé N2 09 1280 – V2 rapport final ;

« Site de la Blanchardière, Sondages et analyse du remblai » référencé N2 09 1280 – V1 rapport Final.

✓ Par courrier du 12 octobre 2012, la société Faurecia a transmis le rapport de cessation d'activité en précisant que l'usage futur retenu pour le site est un usage industriel, artisanal, commercial ou de service selon le courrier CAPF en date du 18 octobre 2010.

Suites données en 2013 :

Mise en place d'une surveillance environnementale par arrêté préfectoral complémentaire du 19/11/2013 et maintien en état des 4 piézomètres sur le site (PZ 101 à PZ 104) avec réalisation de campagnes de prélèvements selon un rythme semestriel (hautes eaux/basses eaux).

Mise en place d'une servitude d'utilité publique (SUP) par arrêté du 6/01/2014

2 – Déconstruction du bâti et traitement des sources de pollution

La société Faurecia n'arrivant pas à valoriser le bâti du site a décidé de déconstruire celui-ci. La déconstruction a suivi les étapes suivantes :

Réunion DREAL 27 juillet 2016 de présentation

Dépôt permis de démolition Août 2016

Mise en œuvre du curage et désamiantage : Octobre->Décembre 2016

Dossier administratif : Décembre 2016

Destruction et dépollution : Janvier – Avril 2017

1) Curage de toutes les structures internes

Elimination en décharges classées des déchets de curage dangereux

Gravats propres stockés pour remblayer les vides sanitaires et obtenir un plateau d'intervention pour commencer le chantier désamiantage des toitures

Démontage nacelles ciseaux – polyanes – confinement – mesures – évacuations des fibrociments – Métrologie de surveillance

3) Destruction des bâtiments avec remblaiement du vide sanitaire

Suppression des massifs (jusqu'à - 2 m)

Maintien d'un mur avec habillage (conformité PLU)

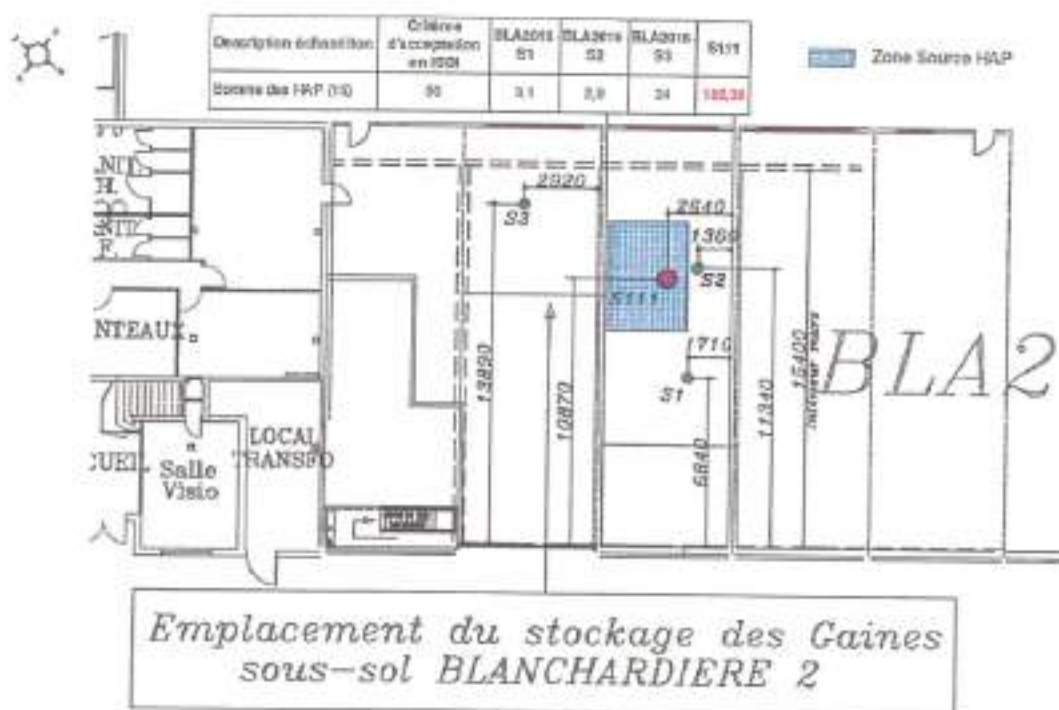
Terrain plat, nu, sans barrière

Le rapport de fin de travaux de la société Mareille a qui a été confiée la déconstruction simultanée des bâtiments de Blanchardière et Butte aux Loups comprend bien l'inventaire des déchets dangereux et non dangereux évacués avec leur destination et l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante ainsi que les certificats de reprise des détecteurs ioniques usagés.

À noter que tous les massifs ont été enlevés sauf pour les anciennes fosses béton TTH (-2,5 m) sur BLA5, un plan d'implantation est joint en annexe 2.

D'autre part pour le respect de l'arrêté de servitude du 8 janvier 2014, à la demande de FAURECIA, SUEZ Remédiation a vérifié la qualité du sous-sol du bâtiment 2 (BLA2) autour de la zone identifiée impactée par des hydrocarbures aromatiques polycycliques (sondage S111 réalisé en 2007 au droit duquel la somme des HAP atteignait 185 mg/kg en surface).

Lors de l'intervention du 1er décembre 2016, 3 prélèvements de surface ont été réalisés afin de cerner l'impact mis en évidence au droit du S111. Les résultats d'analyse ont permis de cerner latéralement cette anomalie; en effet ces sondages ont mis en évidence des concentrations en HAP faibles sur deux sondages (3 mg/kg-MS) et modérées sur un sondage (teneur 24 mg/kg-MS). Compte tenu de ces résultats et des préconisations du plan de gestion réalisées en 2007, l'enlèvement des terres impactées par les hydrocarbures aromatiques polycycliques (environ 12-15 m² sur 15 cm de profondeur) a été réalisé.



Rapport n°N2.16.121.0 – Version 1 du 18/01/2017 - Reconnaissance des sols –
Sous BLA2

Les terres extraites (4 big bags) ont été éliminées dans une filière appropriée.

De plus, lors de la déconstruction de BLA1 a été découvert, sous la dalle, un bassin, permettant la «régulation» du niveau de la nappe. La hauteur de la nappe est maîtrisé par ce bassin de deux mètres de profondeur environ, aux dimensions de 10x40 m situé à -4,2 m (-photo ci-dessous-). Le bassin d'environ 800m³ est équipé d'un déversoir pour trop plein situé à -3m, rejoignant un

aqueduc enterré (- voir plan en annexe 1-) qui se déverse dans les réseaux des eaux de ruissellement de la ville en amont du site.



3 – Proposition de l'inspection

La mise en place d'une surveillance environnementale post déconstruction a été proposée au CODERST par rapport du 30 octobre 2017.

La société Faurecia propose de maintenir en état, sur le site de Blanchardière, les 3 piézomètres (PZ 101 à PZ 103) en compléments des 5 piézomètres sur le site de Butte aux Loups en amont hydraulique et de réaliser des campagnes de prélèvements selon un rythme semestriel (hautes eaux/basses eaux) pendant quatre ans, au vu du bilan quadriennal la poursuite de la surveillance sera réexaminée.

Par contre compte tenu des divisions et des échanges de parcelles entre Faurecia et la CAPF (voir annexe1), le PZ 101 est sur la parcelle 202 CAPF et le PZ 103 est sur la parcelle 248 CAPF.

La CAPF qui ne voit pas d'inconvénient à l'institution d'une servitude d'usage pour l'accès aux PZ 101 et 103 .

D'autre part , compte tenu de la découverte de l'ouvrage de régulation du niveau de la nappe sous le bâtiment BLA1 et le maintien de son usage par la mise en place de matériaux drainant recouvert d'une membrane (photos ci-dessous), il y a lieu d'interdire les forages et les affouillements à plus de deux mètres de profondeur au droit des ouvrages afin de ne pas les endommager.



4 - Conclusions

Suite à la déconstruction du site et au traitement des sources de pollution de l'ancien site Faurecia de la Blanchardière à Fiers, le site n'a pas vocation à changer d'usage et il est nécessaire d'acter cet usage après déconstruction par la mise en place d'une servitude d'utilité publique et d'annuler l'arrêté de servitude précédent du 6 janvier 2014 .

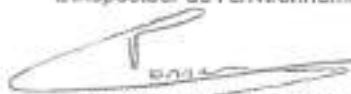
Avant présentation du projet d'arrêté de SUP devant les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, il convient de demander, en application de l'article R 515-28 du Code de l'environnement, les avis suivants :

- avis de la direction départementale des territoires, au titre de l'urbanisme,
- avis du conseil municipal de Fiers
- avis de Fiers Agglo, propriétaire de terrains
- avis de la société Faurecia, propriétaire de terrains

Un projet de prescriptions est joint au présent rapport de l'inspection des installations classées.

Dès l'obtention de ces avis, l'inspection des installations classées pourra proposer au préfet d'instituer cette servitude par voie d'arrêté préfectoral, après avis du CODERST.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement



Armelle CONNESSON

Rédigé le : 30/10/2017

Vérificateur
L'inspecteur de l'environnement



Célia GENAY

Vérifié le : 30/10/2017

Approbateur
La cheffe d'unité départementale



Armelle CONNESSON

Adopté le : 30/10/2017

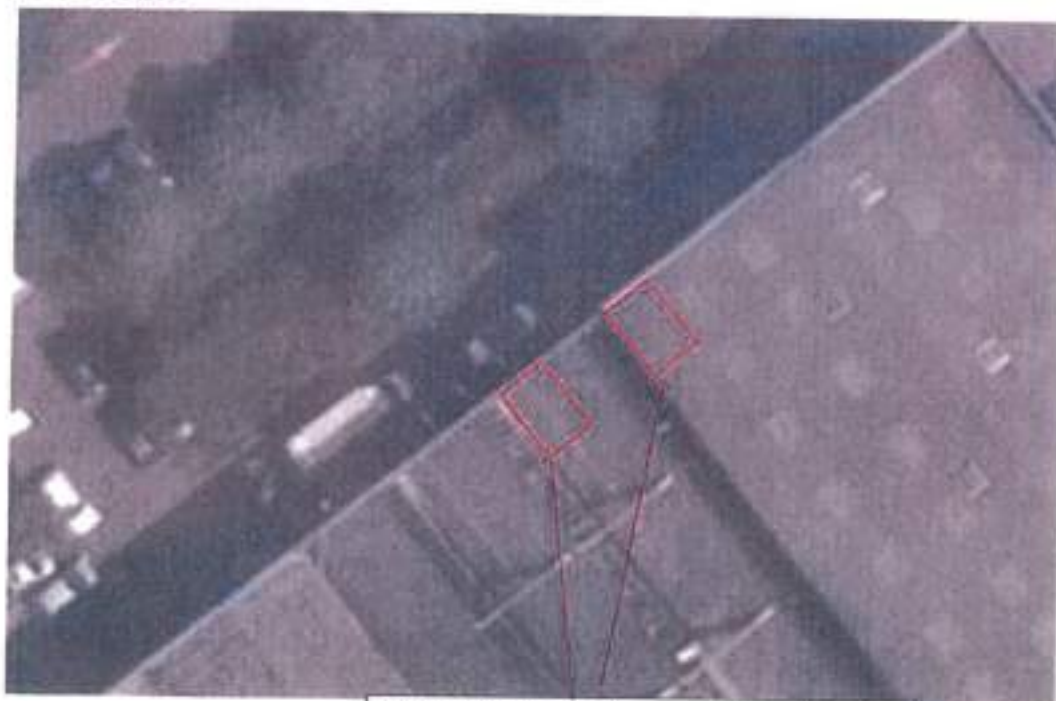
Annexe n°2

Massifs enterrés et profondeur d'enfouissement BLANCHARDIERE 5

Echelle : 1:1056



Echelle : 1:533



Fondations : 5m x 3m à une profondeur de 2,20 m



PRÉFÈTE DE L'ORNE

Arrêté n° XXXXXX-instituant des Servitudes d'Utilité Publique au droit de l'ancien site Faurecia Blanchardières sur la commune de Flers

La préfète de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,

Vu

Le Code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V, et notamment ses articles L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et L.163-10 ;

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Le décret du XXXXXXX du Président de la République nommant Madame Castelnot, préfète de l'Orne ;

Le décret du XXXXXXX du Président de la République nommant Madame Caron secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

L'arrêté préfectoral n° XXXXX du XXXX donnant délégation de signature à Madame Caron, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

L'arrêté préfectoral du 23 octobre 1997 autorisant la société Faurecia Sièges Automobiles à exploiter une usine de fabrication de pièces d'équipement automobile, sise rue Jacques Durmeyer sur le territoire de la commune de Flers ;

Le rapport de cessation d'activité du site Faurecia La Blanchardières transmis par courrier du 12 octobre 2012 ;

Le courrier en date du 18 octobre 2010, de la Communauté d'agglomération du Pays de Flers relatif à validation de l'usage futur du site ;

Le document intitulé « Etat des lieux – investigations complémentaires – Plan de gestion » Rapport N2 09 126.0 – V2 du 22/10/2010 réalisé par SITA Remédiation, transmis par courrier du 29 octobre 2010 ;

L'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique du 6 janvier 2014 ;

Le rapport de reconnaissance de la qualité des sols sous Blanchardières 2 - Rapport N2.16.121.0 du

18/01/2017-version 1 ;

Le rapport de fin de travaux de déconstruction transmis à Faurecia le 21 juin 2017 ;

La communication en date du XXXXXX du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique à l'exploitant ;

La communication en date du XXXXXX du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique au propriétaire des terrains concernés ;

La communication en date du XXXXXX du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique à monsieur le maire et au conseil municipal de la commune de Flers ;

La communication en date du XXXXXX du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique à monsieur le président de Flers Agglo ;

La communication en date du XXXXXX du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique à monsieur le directeur départemental des territoires de l'Orne ;

La réponse du pétitionnaire en date du XXXXXXXX ;

La délibération du conseil municipal de Flers en date du XXXXXX ;

L'avis de Flers Agglo en date du XXXXX ;

L'avis de la direction départementale des territoires de l'Orne en date du XXXXX ;

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXXXXX ;

L'avis en date du XXXXXX du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Le projet d'arrêté porté le XXXXXX à la connaissance du demandeur ;

Les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du XXXXXX ;

Considérant

que la société Faurecia a exercé sur le site concerné des activités de fabrication de pièces d'équipement automobile ;

que dans le cadre des consultations prévues à l'article R 512-39-2 du Code de l'environnement, un usage industriel a été retenu comme usage futur ;

que les travaux de réhabilitation réalisés sur le site permettent d'atteindre les concentrations en polluants acceptables au regard du risque sanitaire pour l'usage futur considéré et au regard des enjeux environnementaux conformément aux préconisations des circulaires du 8 février 2007 du ministère en charge de l'environnement ;

qu'après réalisation des travaux de réhabilitation, l'analyse des risques résiduels atteste que l'état du terrain est compatible avec un usage industriel sous réserve de la mise en place de mesures de gestion ;

que les préconisations du plan de gestion incluent une surveillance des eaux souterraines au droit du site ;

que la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site sera mise en place en parallèle du présent arrêté ;

que la surveillance de la qualité des eaux souterraines vise en particulier à s'assurer de l'absence de dégradation de la situation ;

qu'en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur des terrains pollués afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

que la société Faurecia a remis à madame la Préfète de l'Orne les pièces et documents permettant à la puissance publique la mise en place de servitudes sur les terrains du site ;

que l'institution de servitudes d'utilité publique vise en particulier à garantir la non utilisation des terrains pour des usages non compatibles avec les conclusions des études réalisées et permet de garantir l'opposition au document d'urbanisme,

que l'appartenance des terrains à un nombre limité de propriétaire permet, en application de l'article L.515-12-3ème alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

Des servitudes d'utilité publiques sont instituées sur les parcelles ci-après du cadastre de la commune de Flers, à l'intérieur du périmètre défini sur le plan en annexe 1 .

Commune	Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie
Flers	BI	159	590
Flers	BI	169	218
Flers	BI	160	5566
Flers	BI	119	1603
Flers	BI	244(ex 120)	593
Flers	BI	121	1896
Flers	BI	122	472
Flers	BI	123	202
Flers	BI	124	298
Flers	BI	125	718
Flers	BI	126	1007
Flers	BI	128	315
Flers	BI	129	574
Flers	BI	130	344
Flers	BI	195	794
Flers	BI	249(ex 199)	119
Flers	BI	251(ex 200)	121
Flers	BI	253 (ex 201)	639
Flers	BI	254 (ex 196)	115
Flers	BI	255 (ex 196)	864
Flers	BI	207	Flers Agglo

ARTICLE 2 – NATURE DES SERVITUDES

Les occupants du site sont informés de l'état du site et du présent arrêté pris pour en garantir l'acceptabilité sanitaire.

Les contraintes affectant le site concerné sont définies comme suit :

CHAPITRE 2.1 - SERVITUDES RELATIVES À L'USAGE DU SITE

Les parcelles visées sont placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir un usage de type industriel (parking, activité industrielle, activité artisanale, activité de commerce activité tertiaire avec ou sans accueil du public)

Tout usage sensible de type cultures, pâturage, aires de jeux, établissement accueillant des mineurs y est interdit. Les végétaux présents ne doivent pas être susceptibles de détériorer les ouvrages de confinement en place.

Tout pompage, toute utilisation de l'eau de la nappe au droit des parcelles visées est interdit.

CHAPITRE 2.2 - SERVITUDES LIÉES AUX MODIFICATIONS D'USAGE

Tout projet de changement d'usage des zones, tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, toute utilisation de la nappe ou des sols non prévue par le présent arrêté, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

CHAPITRE 2.3 - SERVITUDES LIÉES AU SOL

La couverture de surface à base de béton concassé est maintenu en place au niveau de l'ensemble des parcelles afin d'éliminer tout contact direct avec les terres en place.

En cas d'excavation de sols, les terres extraites sont, en fonction de leur caractéristique, soit réutilisées sur place, soit éliminées dans des conditions conformes aux dispositions réglementaires relatives à l'élimination des déchets.

Il appartient à la personne responsable des travaux d'excavation de justifier de la qualité, de la quantité et de la destination (réutilisation in-situ ou filières d'élimination) dans le respect de la réglementation en vigueur.

En cas de réutilisation sur place, la couverture de surface minimale de 30 cm de terres propres devra être reconstituée sur les terrains remaniés.

Compte-tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur les parcelles concernées n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Tout type de cultures à finalité alimentaire (potager, verger) est interdit sur les parcelles concernées.

CHAPITRE 2.4- SERVITUDES LIÉES AUX EAUX SOUTERRAINES

Le creusement de nouveaux puits et forages, et d'une manière générale, le pompage et l'utilisation des eaux de la nappe souterraine, sont interdits à l'exclusion de la mise en place de piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines.

CHAPITRE 2.5 - SERVITUDES LIÉES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES

Les dispositions constructives de nouveaux bâtiments doivent être telles qu'elles garantissent la compatibilité entre l'usage et la qualité des sols et du sous-sol. La construction d'un bâtiment comportant un sous-sol (garage, caves et autres dépendances en sous-sol) nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques garantissant la compatibilité entre la qualité des sols et du sous-sol et l'usage de ce projet.

Les canalisations d'eau potable seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

Les autres types de réseaux enterrés devront être étanches aux substances en présence.

Des précautions seront prises pour maintenir l'intégrité des ouvrages de régulation des eaux de la nappe (bassin sur la parcelle BI 160 et aqueduc sur les parcelles BI 207 et 195).

CHAPITRE 2.6 -SERVITUDE SPÉCIFIQUE D'ACCÈS

Les propriétaires et les exploitants des terrains couverts par les présentes servitudes laissent un libre accès à tous les représentants des services de l'État ou des collectivités territoriales en charge du respect de ces servitudes, ainsi qu'aux personnes et leurs représentants chargés du contrôle du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines ou d'autres ouvrages [défini par arrêté préfectoral du XXX].

Les piézomètres concernés (piézomètres référencés PZ101 à PZ103) figurent sur le plan d'implantation joint en annexe des prescriptions de l'arrêté préfectoral visant le suivi de la qualité des eaux souterraines.

Des conventions d'accès sont établies entre la société Faurecia et les propriétaires des parcelles BI 248 et BI 202.

CHAPITRE 2.7 - SERVITUDES LIÉES À LA PRÉSERVATION DES MESURES DE GESTION

Dans le cas où les piézomètres ou autres dispositifs nécessaires/concernés par le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines seraient endommagés ou nécessiteraient d'être modifiés (implantation, etc...), leur remise en état ou leur remplacement à l'identique sera effectué dans les plus brefs délais. Les affectataires successifs du site ne peuvent en aucune manière, sauf à engager leur responsabilité, porter atteinte à ces piézomètres ou autres dispositifs.

CHAPITRE 2.8 - SERVITUDES D'INFORMATION

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire,...), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les présentes restrictions d'usage en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à informer le nouvel ayant droit des restrictions d'usage en vigueur sur la parcelle considérée et de lui transmettre :

- le document intitulé « Etat des lieux – Investigations complémentaires – Plan de gestion Rapport N2 09 128.0 – V2 du 22/10/2010 réalisé par SITA Remédiation »
- le rapport de reconnaissance de la qualité des sols sous Blanchardières 2 - Rapport N2.16.121.0 du 18/01/2017-version 1
- le plan d'implantation des ouvrages à préserver (Bassin de régulation, aqueduc)
- le plan d'implantation des massifs enterrés et la profondeur d'enfouissement sous Blanchardières 5.

Les personnes physiques ou morales à l'origine de tout nouveau projet ou de travaux sur les parcelles visées en annexe doivent supporter la charge financière des coûts et de toutes les mesures directes ou indirectes en découlant, dont celle liée aux Servitudes d'Utilité Publique.

ARTICLE 3 – TRANSCRIPTION DES SERVITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.515-10 du Code de l'environnement, le présent arrêté instituant les servitudes d'utilité publique est annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune Fiers dans les conditions prévues à l'article L.153-80 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 – LEVÉE DES SERVITUDES

Les présentes servitudes ne peuvent être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et de la mise en œuvre de mesures adaptées pour garantir toute absence de risque pour les usages considérés, après accord préalable du Préfet de département.

Toute suppression, modification ou dérogation de servitude sur tout ou partie du site ne peut se faire qu'à la requête :

- de l'ancien exploitant,
- d'un tiers-demandeur répondant aux définitions et conditions de l'article L. 512-21 du code de l'environnement,
- du maire de la commune d'implantation des terrains,

- du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme,
- du propriétaire d'un terrain de l'assiette des restrictions,

ou à l'initiative du représentant de l'Etat dans le département.

Dans les cas où la demande d'abrogation ou de modification ne serait pas faite par le représentant de l'Etat dans le département, cette demande devra être accompagnée d'un rapport justifiant que cette servitude d'utilité publique est devenue sans objet ou doit être modifiée.

S'ils ne sont pas à l'origine de la demande, le propriétaire du terrain, l'exploitant et le tiers-demandeur éventuel seront informés par le représentant de l'Etat dans le département du projet de suppression ou de modification des servitudes.

ARTICLE 5 – VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Caen. Le délai de recours est de 2 mois pour l'exploitant, à compter de la date du jour où la présente décision lui a été notifiée et pour les tiers à compter du jour de sa parution.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le Maire de la Commune de Fiers, à la société Faurecia et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits des parcelles concernées.

Les servitudes font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 7 – AFFICHAGE

En vue de l'information des tiers, un extrait dudit arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions, et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités est adressé à la préfecture.

Cet acte fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs du département et d'une publication foncière.

Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant de l'installation classée.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le directeur départemental des territoires (DDT), le maire de la commune de Fiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le maire de Fiers,
- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le directeur de la société Faurecia, propriétaire des parcelles BI 169, BI 159, BI 160, BI 119, BI 249, BI 251, BI 253, BI 254, BI 255, BI 121, BI 122, BI 123, BI 124, BI 125, BI 126, BI 128, BI 129, BI 130, BI 195, BI 199, BI 200, BI 201,
- Fiers Agglo, en tant que propriétaire des parcelles BI 202, BI 248 et BI 207.

Alençon, le

Le préfet,

Annexe 1 : Plan cadastral des parcelles

Annexe 2 : Plan de situation des piézomètres et bassin de régulation avec aqueduc à préserver

Annexe 3 : Plan d'implantation des massifs

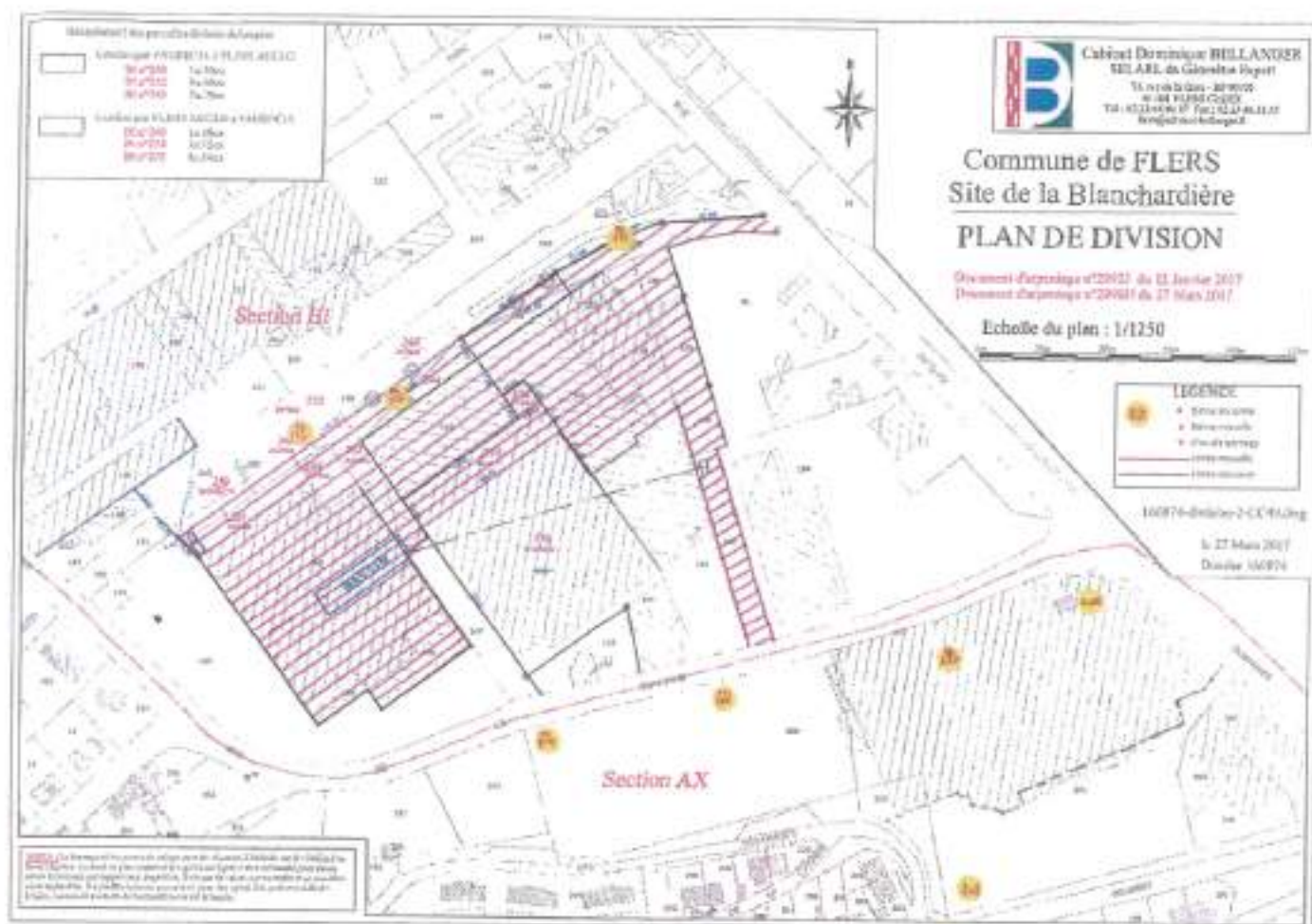
Annexe 1

en jaune les parcelles concernées par les restrictions d'usage



Annexe 2

Plan de situation des piézomètres et bassin de régulation avec aqueduc à préserver



Annexe 3

Massifs enterrés et profondeur d'enfouissement BLANCHARDIERE 5

Echelle : 1:1066



Echelle : 1:533



Fondations : 5m x 3m à une profondeur de 2,20 m

TD/VV

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-590	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

MUSEE DU CHATEAU DE FLERS DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC ET A LA REGION POUR LA RESTAURATION ET L'ACQUISITION D'ŒUVRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN.

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX.

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Clientèle Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-590	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Michèle POLVE Conseillère déléguée	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 1		20	30.01.18	5	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				13	2018-590	

OBJET	MUSEE DU CHATEAU DE FLERS - DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC ET A LA REGION POUR LA RESTAURATION ET L'ACQUISITION D'ŒUVRES
-------	---

HT/vv

Chers Collègues,

La conservation du patrimoine est l'une des missions principales d'un musée. L'équipe du Musée du Château de Flers est engagée dans une chaîne opératoire appelée « chantier des collections » qui permet d'enregistrer toutes les pièces du musée, de vérifier l'état sanitaire des collections et d'améliorer leurs conditions de conservation.

Ainsi, des procédures de conservation préventive sont mises en place, permettant d'éviter les risques de dégradation (stockage, rangement, amélioration du climat...). Pour certains objets, une action directe de restauration est réalisée, quand cela est possible, au sein du musée (petit nettoyage). Pour d'autres, l'intervention d'un restaurateur agréé par le ministère de la culture est indispensable.

L'équipe du musée se tient également prête à pouvoir acquérir toute œuvre susceptible d'enrichir les collections et le parcours d'exposition.

Conformément à la loi « musée » du 4 janvier 2002, chaque dossier de restauration ou d'acquisition proposé par le Musée du Château de Flers est présenté devant la Commission Scientifique Régionale de restauration ou d'acquisition des Musées de France dans le but de valider les propositions de restauration (procédures, produits utilisés, restaurateur choisi) ou d'acquisition. Chaque dossier validé par la Commission peut prétendre à l'obtention de subvention de la part de la DRAC ou de la Région, au titre du FRAM/FRAR (Fonds Régional d'Acquisition et de Restauration des musées).

Pour l'année 2018, l'équipe du musée a sélectionné une liste d'œuvres dont l'état justifie une intervention de restauration en vue de sauvetage ou de présentation au public. Cette liste est présentée en annexe.

Pour ces interventions, des devis seront demandés à des restaurateurs agréés par l'Etat ; un choix sera réalisé parmi cette liste afin de prioriser les restaurations et de rester dans l'enveloppe qui aura été allouée au musée sur le budget 2018 pour cet objet.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-590	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Aussi vous est-il proposé d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer toute demande de subvention à la DRAC et à la Région au titre du FRAR/FRAM et au taux le plus élevé possible pour l'ensemble des dossiers de restauration et d'acquisition ayant reçu un avis favorable devant la Commission Scientifique Régionale de restauration des Musées de France.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à engager toute démarche et signer toute pièce relative à ces demandes de subvention.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

051-216101691-20180219-2018-590-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

Liste des restaurations à prévoir pour 2018

Annexe à la délibération du C.M. 26
n° 2018.590 en date du 19/02/2018



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Auteur : école française 17^{ème} siècle

Titre : Femme époque Louis XIII

Technique : Huile sur toile

Dim. sans cadre : l. 65 cm ; E. 2 cm ; H. 82 cm

N° d'inventaire : 1919.1.17

Couche picturale encrassée, recouverte de façon très irrégulière d'un vernis, réseau de craquelures assez prononcé.



Auteur : Guillaumet, Gustave-Achille

Titre : Cheval dévoré par les chacals

Technique : huile sur papier marouflé sur toile de lin

Dim. sans cadre : l. 41 cm ; E. 1,6 cm ; H. 32,6 cm

N° d'inventaire : 1919.1.194

Tableau encrassé, vernis oxydé avec réseau de craquelures prématurées



Dessin

Restauration d'un dessin d'après Degas du musée d'Argentan pour exposition 2018 au musée de Flers.

Auteur : Lebrun, Arsène Frédérique

Titre : Rue arabe

Technique : Huile sur toile

Dimension avec cadre : L. 116,5 cm ; E. 7 cm ; H. 96 cm

Dimensions sans cadre : L. 101 cm ; H. 82 cm

N° d'inv : 1903.2.6

Amorce de soulèvement généralisé, risque de perte de matière importante, facing posés il y a 3 ans pour éviter que certaines écailles se décrochent totalement. Une restauration s'impose pour éviter que l'œuvre continue à se dégrader.



Auteur : Furt, Pierre-Léonce

Titre : Porte d'Orléans, Paris

Technique : Huile sur toile

Dimension avec cadre : L. 148 cm ; E. 10 cm ; H. 104 cm

Dimensions sans cadre : L. 116,5 cm ; H. 73 cm

N° d'inv : 1904.1.15

Amorce de soulèvement, risque de perte de matière importante.



S'il reste du budget :

Auteur : Caillebotte, Gustave

Titre : boulevard Haussmann sous la neige

Technique : Huile sur toile

Dimension avec cadre : L. 91 cm ; E. 10 cm ; H. 107 cm

Dimensions sans cadre : L. 65,5 cm ; H. 81,5 cm

N° d'inv : 1919.1.261

Tableau encrassé



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-591	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**RESTRUCTURATION ENSEMBLE SCOLAIRE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE
SEVIGNE/SEVIGNE-PAUL BERT
PERMIS DE DEMOLIR
AUTORISATION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants		Mandataires		Questions
	Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge	HAMEL	Yves	GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
	Sonia	LAFAY	Gaëlle	PIOLINE	
	Antonio	CORREIA	Noël	DJEZAIRI	
	Christiane	PERRET	Dominique	ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Critère effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemin Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-591	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Sonia LAFAY

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 3		18	31.01.18	1	
AFFAIRES GENERALES AFFAIRES SCOLAIRES VIE SCOLAIRE					
C O N S E I L	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				14	2018-591

OBJET	RESTRUCTURATION ENSEMBLE SCOLAIRE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE SEVIGNE/SEVIGNE-PAUL BERT - PERMIS DE DEMOLIR - AUTORISATION
-------	---

SR/DL

Chers collègues,

Dans le cadre des travaux de restructuration de l'ensemble scolaire maternelle et élémentaire Sévigné/Sévigné-Paul Bert, l'emprise du chantier de travaux rendra impossible la présence d'élèves tant sur la partie de l'école maternelle que sur une des parties de l'école élémentaire Sévigné-Paul Bert (partie Sévigné jouxtant la maternelle).

Compte tenu de ces éléments, les différentes classes composant les écoles devront être délocalisées de la façon suivante :

- Les 4 classes, la salle de repos, la salle de motricité, la salle de restauration composant l'école maternelle Sévigné seront transférées sur le site scolaire « Victor Hugo » après adaptation préalable des locaux à des enfants de maternelle.
- Les 4 classes situées dans la partie élémentaire jouxtant l'école maternelle seront réparties de la façon suivante : 2 classes seront aménagées dans les autres bâtiments de l'école élémentaire (partie Paul Bert) et les 2 autres classes seront installées dans des classes mobiles louées à cet effet.

Ces classes mobiles seront quant à elles implantées sur la parcelle communale cadastrée AC 32 située rue Paul Bert (entre la rue Théodore Gallet et l'église Saint Jean). Cette parcelle supporte déjà la présence d'un bâtiment de classes préfabriquées vétustes et contenant des parties amiantées.

L'installation des classes mobiles nécessite donc au préalable le désamiantage, puis la démolition de cet ancien préfabriqué ainsi que des toilettes situées au fond de la parcelle. Cette dernière étant située dans le périmètre de protection d'un monument historique, la démolition du bâtiment préfabriqué et des toilettes doit, au titre de l'article R421-28 du code de l'urbanisme, faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-591	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - AUTORISER Monsieur le Maire à :

- déposer un permis de démolir pour permettre la démolition du bâtiment préfabriqué et du local abritant les toilettes situés sur la parcelle communale cadastrée AC 32,
- signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

2 - INDIQUER

que la dépense sera imputée sur le Budget général de la ville et que les aides financières auxquelles l'opération est éligible, seront sollicitées.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101891-20180219-2018-591-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-592	1.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CAEN
COURS EN LIGNE
CONVENTION DE COLLABORATION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne régionale

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-592	1.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 3		18	31.01.18	1	
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 15	N° délibération 2018-592

OBJET	ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CAEN – COURS EN LIGNE – CONVENTION DE COLLABORATION
-------	--

TD/VV

Chers Collègues,

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs des Travaux de Construction de Caen (ESITC) souhaite développer une action de formation, destinée aux PME et TPE et visant plus particulièrement les entreprises normandes. Celle-ci consiste en la conception, la réalisation et la diffusion d'un cours en ligne ouvert à tous et gratuit. La thématique de ce cours sera « Répondre à un appel d'offres en BIM ».

L'acronyme BIM, d'origine anglo-saxonne, signifie « Building Information Modelling ». En France, le terme « maquette numérique » est aujourd'hui entré dans le langage courant pour définir le Building Information Model. Il s'agit d'une méthode de travail basée sur la collaboration autour d'une maquette numérique. Dans un processus BIM, chaque acteur de la construction crée, renseigne et utilise cette maquette. Il en tire les informations dont il a besoin pour son métier. En retour, il alimente la maquette de nouvelles informations pour aboutir au final à un objet virtuel.

Pour servir de support de formation et pouvoir illustrer les contenus par un exemple d'opération de construction en lots séparés réalisée par des entreprises de la région, l'ESITC souhaite notamment s'appuyer sur l'opération de construction de l'espace de convivialité au parc des sports du Hazé et sollicite, par la voie de la convention annexée à la présente délibération, le droit d'utiliser le dossier de consultation des entreprises de ladite opération.

La Ville se verra remettre en retour la maquette numérique ainsi que l'ensemble des productions.

Le cabinet d'architectes ALIDADE est également signataire de la convention pour accorder l'utilisation de l'image d'architecte du projet. La Fédération Française du Bâtiment de Normandie s'engage quant à elle à participer à l'élaboration du contenu métier du cours et à tester le prototype auprès d'un panel de ses adhérents volontaires, avant validation de la version finale.

Chaque étape du projet sera validée en comité de pilotage au sein duquel l'ensemble des partenaires siègera.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-592	1.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de collaboration avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs des Travaux de Construction de Caen, le cabinet d'architectes ALIDADE et la Fédération Française du Bâtiment telle qu'annexée.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

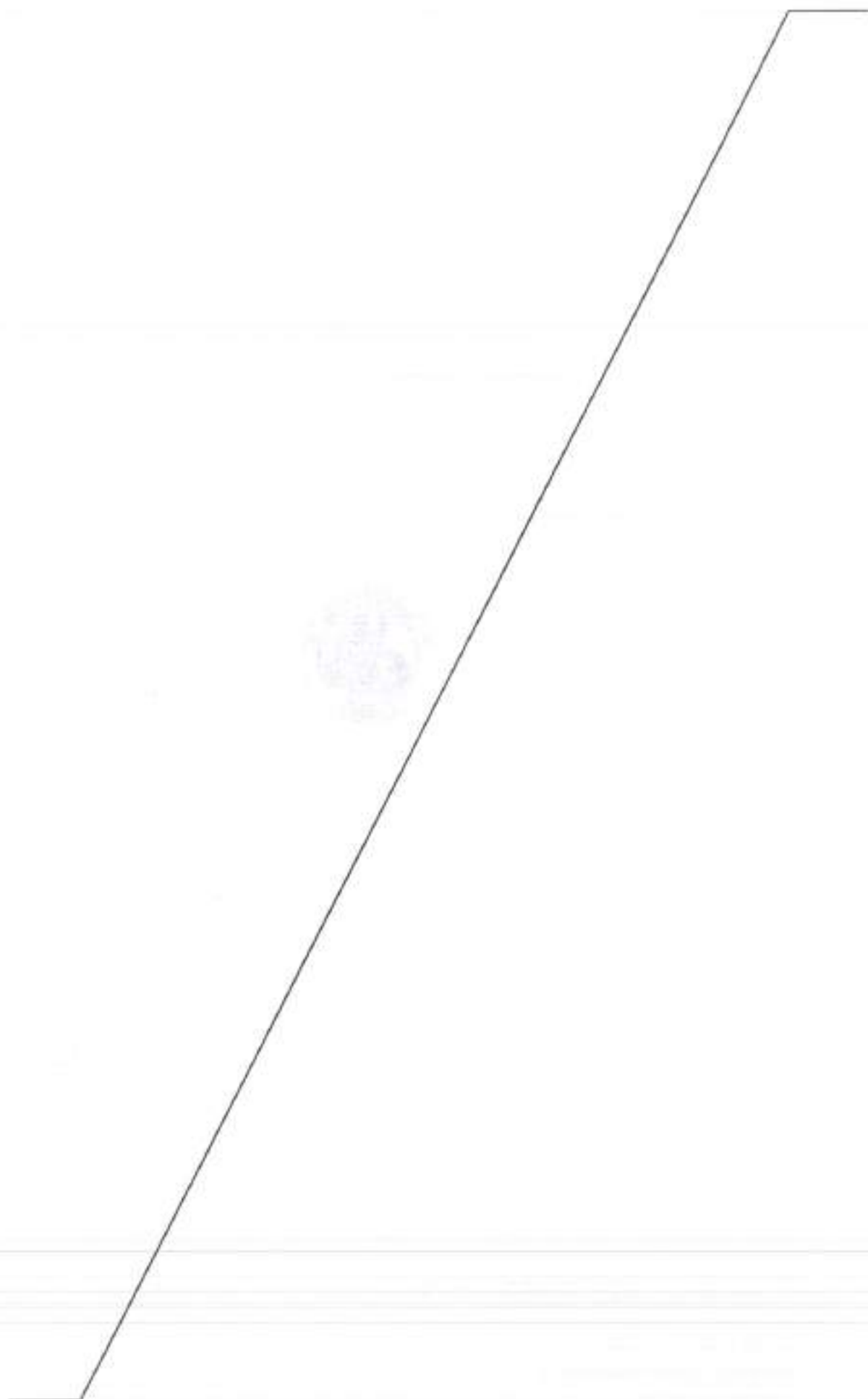
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-592-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018



Convention de collaboration

Entre

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs des Travaux de Construction de Caen (ESITC Caen),

La Ville de Flers,

Le cabinet d'architectes ALIDADE,

Et

La Fédération Française du Bâtiment de Normandie (FFB Normandie)

Annexe à la délibération du C.M. 16
n° 2018.592 en date du 19/06/18
Le Maire,



Yves GOASDOUE

Préambule

Dans le cadre du projet, cofinancé par l'Union Européenne FEDER/FSE 2014-2020, « BIMLAB – un centre de compétences dédié à l'enseignement de la maquette numérique pour le BTP et du process BIM », l'ESITC Caen développe et met en œuvre des actions de formations initiales et continues.

Une de ces actions consiste en la conception, la réalisation et la diffusion d'un cours en ligne ouvert à tous et gratuit (ang. MOOC – Massive Online Open Course) sur la thématique : « Répondre à un appel d'offres en BIM », destiné aux PME et TPE et visant plus particulièrement les entreprises normandes.

Pour assurer la pertinence du support de formation, il est important de pouvoir illustrer les contenus par un exemple d'opération de construction en lots séparés, réalisée par des entreprises de la région.

Objet

Cette convention a pour objet la définition :

- des termes et modalités de collaboration ;
- du cadre d'exploitation des ressources numériques

Article 1 : Engagement de l'ESITC Caen

L'ESITC Caen développera, à partir du dossier de l'opération réelle, par simulation numérique, un MOOC qui abordera les situations suivantes :

- Dossier de consultation d'entreprises en mode BIM ;
- Réponse à l'appel d'offres, correspondant au lot gros œuvre, à un lot technique et à un lot de finition.

Il est également prévu de proposer quelques illustrations des phases de préparation et de suivi de chantier et de livraison, y compris l'élaboration d'un DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) numérique.

L'ESITC Caen mettra à disposition des partenaires les maquettes numériques produites à la fin du projet BIMLab (après septembre 2018).

Article 2 : Engagement de la Ville de Flers

La Ville de Flers donne son accord pour utiliser son dossier de consultation des entreprises de travaux concernant l'opération de construction d'un espace de convivialité au parc des sports du Hazé à Flers, afin d'illustrer le contenu du MOOC et d'autres modules de formation à l'ESITC Caen (formation initiale d'élèves-ingénieurs, masters spécialisés, formation continue, ...) pendant la durée de la présente convention.

La Ville de Flers s'engage ainsi à fournir au format numérique les pièces de marchés passés selon la procédure adaptée nécessaires pour l'élaboration du contenu de formation du MOOC.

La Ville de Flers est libre de mener toute action de communication, sous quelque forme que ce soit, sur cette action.

Article 3 : Engagement du cabinet d'architectes ALIDADE

Le cabinet d'architectes ALIDADE donne son accord pour l'utilisation de l'image d'architecte du projet, pour illustrer le MOOC et pour toute communication en lien avec celui-ci.

Le cabinet d'architecte ALIDADE s'engage à fournir toutes les informations utiles pour faciliter le développement du contenu du MOOC.

Article 4 : Engagement de la Fédération Française du Bâtiment de Normandie

La FFB de Normandie s'engage à participer à l'élaboration du contenu métier du MOOC et à tester le prototype auprès d'un panel de ses adhérents volontaires, avant validation de la version finale et publication.

La FFB de Normandie s'engage à promouvoir, auprès de ses adhérents, le MOOC finalisé et à participer à des actions de communication.

Article 5 : Travail collaboratif

L'ensemble des partenaires s'engagent à participer à des réunions de travail régulières. Des Comités de pilotage (CoPil) se réuniront pour les phases clés du projet : lancement, validation du prototype et analyse des premiers retours avant la finalisation du MOOC.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'1 an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des parties, par LRAR adressée à l'ensemble des autres parties, un mois avant la date de fin du contrat ou de chacune des périodes de reconduction le cas échéant. Elle entrera en vigueur à compter de la date de signature des différents partenaires.

Article 7 : Clauses financières

S'agissant d'un projet d'intérêt pédagogique, aucun des partenaires ne peut prétendre à une rémunération, sous aucune forme que ce soit, ni revendiquer une contrepartie financière à l'accomplissement de ses engagements. Aucun engagement financier ne lui sera demandé.

Article 8 : Résiliation

Le non-respect par un partenaire des obligations découlant pour lui de la présente convention pourra entraîner la résiliation de cette dernière, et ce, 30 jours francs après la date d'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet.

Article 9 : Litiges

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les signataires conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Caen et ce, après épuisement des voies amiables.

Faite à Flers, le 12/03/2018

Pour L'ESITC Caen

Pour la Ville de Flers

Pour le cabinet
ALIDADE

Pour la FFB de
Normandie

M. Jérôme LE BRUN
Directeur

M. Yves GOASDOUE
Maire

M. Sébastien LORGEUX
Architecte d'intérieur

M. Alain PIQUET
Président de la FFB
Normandie



ESITC CAEN
1, rue de la République - 14000 CAEN
Tél. 02 31 45 22 00 - www.esitc-caen.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-593	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**MARCHE PUBLIC N° 2017-051 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA MODERNISATION DU GYMNASE JEAN MONNET
AVENANT N° 1**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX.

Tous présents, à l'exception de :

Procurations	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	Ensemble de la séance
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Closure effectuée à	Compte rendu affiché le	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chaise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-593	1,1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
	POLE 3				
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES		18	31.01.18	2
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 16 N° délibération 2018-593

OBJET	MARCHE PUBLIC N° 2017-051 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MODERNISATION DU GYMNASSE JEAN MONNET - AVENANT N° 1
--------------	---

AR/VV

Chers Collègues,

Par décision n° D169 du 18 juillet 2017, le marché n° 2017-051 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la modernisation du gymnase Jean Monnet a été attribué au Groupement d'entreprises composé de la SARL ATELIER JSA (mandataire) et du BET BOULARD, du BET BADER et de CREA HOME (co-traitants) pour un montant de 122 937,51€ H.T.

Une étude des renforcements de la charpente nécessaire à la mise en conformité suite au sinistre doit être engagée par le maître d'œuvre.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché d'un montant de 10 450 € HT, portant le montant du marché à 133 887,51 € HT, soit une augmentation de 8,5 %.

La commission des MAPA, désignée par délibération n° 10 du 14 avril 2014, s'est réunie le 19 janvier 2018 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 1 du marché n° 2017-051 avec le groupement d'entreprises dont le mandataire est l'ATELIER JSA.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-593-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES
AVENANT N° 1

EXE10

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Ville de Flers
Avenue du Château
CS 70 229
61 104 Flers Cedex

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Groupeement composé de :
ATELIER JSA – 22 Route de Paris – BP 37 – 61600 LA FERTE MACE
BET BOULARD 14 – BET BADER – CREA HOME

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet du marché public ou de l'accord-cadre : Marché n° 2017-051 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la modernisation du Gymnase Jean Monnet
- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 30/08/2017
- Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : de la notification à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.
- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :
 - Montant HT : 122 937,51€ HT

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Réalisation d'une étude des renforcements de la charpente nécessaires à la mise en conformité suite au sinistre.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :
(Cocher la case correspondante.)

☐

NON

☒

OUI


- Montant de l'avenant :

- Montant HT : 10 450 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 8,5%

■ Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

Montant HT : 133 887,51 €

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Sandra SELLOS	La Ferté Macé 21/02/2018	 S. SELLOS - Architecte JP GUERIN - Associé 22 rue de Paris - BP 37 41 800 LA FERTE - NANCY Tel : 02 33 14 00 29

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).



A : *Plaine*, le 26.FEV.2018

Gaëlle PIOLINE

Première-Adjointe déléguée aux Marchés Publics

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



FLERS AGGLO
Madame LABORIE
Service des Sports
61100 FLERS

La Lande-Patry,
Le Jeudi 07 Décembre 2017

Référence : Devis n°17-315.2 et n°17-316.2 – Investigations complémentaires Gymnase Jean Monnet 61100 FLERS
Etude de renforcement charpente existante - Diagnostic du plancher porté existant suite au sinistre

Objet : Proposition d'honoraires

Madame,

Concernant le projet cité ci-dessus, suite au sinistre, la réfection de la charpente impactée du bâtiment existant nécessite une mise en conformité suivant les normes en vigueur. Nous vous proposons notre meilleure proposition d'honoraires qui se décompose comme suit :

Etude des renforcements de la charpente nécessaires à la mise en conformité suite au sinistre

• **Partie investigations in situ :** (1000.00€)

- Relevé de côtes des dimensions et sections de l'ensemble de charpente métallique existante
- Examen visuel des structures non compris.

Tout élément caché et non accessible ne pourra être relevé et analysé.

• **Partie ingénierie :** (4950.00€)

- Analyse de la stabilité de l'ouvrage
- Etablissement des hypothèses de calculs conformément aux référentiels et normes en vigueur « Eurocodes »
- Modélisation de la charpente sur un logiciel de calcul
- Vérification de l'ensemble de la charpente métallique existante
- Vérifications des attaches principales relevées
- Définition des renforcements nécessaires à la mise en conformité de l'ensemble de la charpente
- Etablissement des Notes de Calcul

A noter que nous ne pouvons être tenu responsables des éléments non décrits ci-dessus (hors élaboration des éléments structurels non décrits). Nous restons à votre disposition pour établissement de devis complémentaires.

Diagnostic GO du plancher existant de l'aire de jeu :

• Partie investigations in situ : (1500.00€)

- Relevé de côtes des dimensions et sections de l'ensemble de l'infrastructure (longrines et plancher soit une trame).
- Examen visuel des structures existantes pour constater la présence éventuelle de : déformations importantes sur des éléments structuraux ; problèmes de conception ; problèmes de corrosions des fers, de pathologies diverses, de fissurations ou autres.

Location d'un ferroskan ou scanner type Hilti en vue de relever la section et l'implantation des aciers dans la dalle portée. Etablissement de sondages destructifs en sous face de dalle si accessible si nécessaire.

• Partie ingénierie : (3000.00€)

- Report graphique des éléments relevés.
- Etablissement des hypothèses de calculs conformément aux référentiels et normes en vigueur
- Calculs de dimensionnements
- Etablissement d'un rapport technique d'audit complet avec conclusions mettant en évidence la capacité portante et définissant le décapage possible du plancher existant.
- Définition suivant les conclusions des solutions possibles de renforcements.

Montant Total HT : 10450,00 €

TVA 20% - Acompte 30% à la commande - Règlement 30 jours à la date de facturation

A noter que nous ne pouvons être tenu responsables des éléments non décrits ci-dessus (hors élaboration des éléments structurels non décrits). Nous restons à votre disposition pour établissement de devis complémentaires.

Vous remerciant de votre confiance et dans l'attente, veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sincères salutations.

LE CLIENT
(Signature, date et cachet)



Fabien DESPOIS
Gérant



*Veuillez nous retourner cette proposition d'honoraires revêtue de votre ordre « **Bon pour accord** » avec cachet et signature datée*

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

ARTICLE 1 – DOMAINE D'APPLICATION

Les présentes conditions générales de ventes ont pour objet de régir les relations contractuelles entre le vendeur et le client. Le vendeur est défini ci-dessous comme étant la SARL Creahome Ingénierie dont le siège social est situé à la Briqueterie 61100 La Lande Patry immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro SIRET : 53298155200021. L'acheteur est défini ci-dessous comme étant la société ou la personne signataire et acceptant les présentes conditions de vente. Toute commande implique l'adhésion sans réserve aux présentes conditions générales qui prévalent sur toutes autres conditions, à l'exception de celles qui ont été acceptées expressément par le prestataire. Si une disposition des présentes conditions venait à être déclarée nulle en tout ou partie, en vertu d'une loi, règlement ou décision judiciaire, elle serait réputée non écrite et n'affecterait en rien la validité ou le caractère exécutoire des autres dispositions ou parties de dispositions des présentes, qui toutes conserveraient leur plein effet. Les présentes conditions générales peuvent être modifiées à tout moment et sans préavis par Creahome Ingénierie, les modifications étant alors applicables à toutes commandes postérieures. Les présentes conditions sont applicables à partir du 21 Septembre 2017.

ARTICLE 2 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations de la SARL Creahome Ingénierie sont définies dans les contrats, accords ou autres conventions dont les présentes conditions générales sont réputées faire partie intégrante. Toute modification, quant à la nature ou l'étendue desdites prestations fait l'objet d'un avenant.

Creahome Ingénierie se réserve le droit de sous-traiter, à toute personne de son choix, l'exécution de certaines parties de la mission, et d'imposer à ses sous-traitants des obligations telles que toutes les clauses du contrat soient respectées.

ARTICLE 3 – MODALITES GENERALES D'INTERVENTION

SARL Creahome Ingénierie conduit ses interventions et effectue ses prestations par référence aux usages de sa profession, et en vertu : des instructions particulières de son client, des références réglementaires et techniques relatives au dossier traité, des normes, règles ou référentiels professionnels ou définis contractuellement ; des objectifs prospectifs de Développement Durable. Les représentants de la société Creahome ne sont pas tenus d'assurer une présence permanente sur le site d'intervention. Leurs visites sont effectuées de manière ponctuelle.

ARTICLE 4 – PUBLICITE – PROPRIETE INDUSTRIELLE

Toute utilisation de la marque ou du logo de la société Creahome Ingénierie est interdite sauf son accord express. Il ne peut être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention de Creahome Ingénierie sans accord préalable de celle-ci, tant sur le principe que sur le libellé de cette publicité.

Les dessins, modèles, plans, devis et d'une façon générale les documents de toute nature remis ou envoyés à la demande du client sont la propriété de Creahome Ingénierie et ne peuvent par conséquent être ni communiqués ni exécutés sans l'autorisation écrite de celle-ci. Il est également rappelé que l'ensemble des dessins, modèles et plans appartiennent à Creahome Ingénierie.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS PRISES PAR LE CLIENTS

Le client doit être en mesure de s'assurer que les instructions nécessaires pour lui permettre de remplir normalement sa mission parviennent en temps utile à Creahome Ingénierie, de fournir à Creahome Ingénierie toutes informations et détails utiles en ce qui concerne l'utilisation prévue ou la destination de l'objet de la prestation demandée à Creahome Ingénierie ainsi que tous renseignements nécessaires à la conduite de la mission, d'informer Creahome Ingénierie de la date de commencement de son intervention ou de reprise de celle-ci en cas d'interruption ainsi que les dates essentielles intéressant la mission qui lui a été confiée.

ARTICLE 6 – LIMITES DE LA MISSION

En qualité de prestataire de services, Creahome Ingénierie ne saurait voir sa responsabilité engagée qu'en cas de manquement grave et dans les seules limites de l'objet de la prestation de service.

Le rôle de Creahome Ingénierie ne se substitue pas au client et aux autres intervenants tels que : géotechniciens, architectes, bureaux d'études (électriques, fluides, thermiques), économistes, maîtres d'ouvrages, constructeurs, entrepreneurs, maîtres d'ouvrage... qui continuent d'assumer l'intégralité des obligations et responsabilités qui leur incombent.

La responsabilité de Creahome Ingénierie ne saurait être engagée en cas de mise en application non conforme de ses prestations.

Creahome Ingénierie ne peut être tenu responsable des conséquences de toutes natures découlant des risques identifiés postérieurement à la réalisation de ses services du fait notamment de l'évolution des connaissances, des sciences et des techniques. Les informations fournies par Creahome Ingénierie sont fondées sur les documents et données mis à sa disposition par le client. Creahome Ingénierie ne peut être tenu pour responsable dans le cas où ceux-ci se révéleraient incomplets ou erronés.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Les tarifs des prestations de Creahome Ingénierie sont calculés en fonction de l'ampleur, la nature et la durée de l'intervention de manière forfaitaire ou prix unitaire. Le montant des taxes, au taux en vigueur lors de la facturation, vient s'ajouter aux honoraires des factures présentées. En cas de prestations supplémentaires, (réunions, modification de plans ou notes de calcul, nouveaux documents à remettre...), le montant sera revalorisé en proportion des travaux supplémentaires. La facture doit être réglée en totalité par chèque ou virement sous 30 jours à compter de la date de facturation. Dans le cadre du Code de Commerce, article L441.6 alinéa 4 de 2008, tout retard de paiement donnera lieu à l'application d'une pénalité égale à trois fois le taux légal, soit 1,95% en 2010. En cas de retard de paiement de 3 mois à partir de la date d'exigibilité du paiement, à titre de clause pénale, les sommes restantes dues seront majorées d'une indemnité forfaitaire fixée à 15% du montant des créances exigibles et sans préjudice de tous intérêts, frais et honoraires que pourrait entraîner une procédure contentieuse.

TOM 17

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE	19.02.18	2018-594	11	
DE FLERS	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18
22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-593

DELIBERATION

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, également convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE Maire

Outre le Maire, étaient invités Messieurs et Mesdames :

Adjointe : Gaëlle POLINE Irène COJEAN Leri HELLOCO Jean CHATELAIN Sonia LAFAY,
Jean Pierre HUREL Josette BONNEL, Subay SAHN

Conseillers : Serge FAMEL, Luane POL, Christiane FERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD,
Jacques DUPERRON, Arnick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHEMMF, Antonio
CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Ines CHATÉ,
Nuël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine
HAVAS, Sylvie DUFECUR, Mathieu HELLOUIN, Isavan GASZ, Sabrina MESSSEN, Hubert
ROBILLARD, Mane-Noë LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge FAMEL	Yves GOASDOUE	
	Irène CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle POLINE	Ensemble de la séance
	Antonio CORREIA	Nuël DJEZAIRI	
	Christiane FERRET	Dominique ARMAND	

Excusées : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSSEN
(ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593),
Arnick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	26
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Clématisation effectuée le :	Séances courtes à :	Secrétaire de séance	Clématisation effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'attachement
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

PM : USUL, copies réglementaires

1. Affichage - 1. Révision

2. Registre - 2. Compte Rendu - 3. P.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-594	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		20	31.01.18	3	
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 17	N° délibération 2018-594

OBJET	DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018
-------	-------------------------------------

MG/VV

Chers Collègues,

Le règlement intérieur de votre assemblée indique, en son article 18, les modalités d'organisation du débat d'orientation budgétaire ainsi que les dispositions régissant la procédure budgétaire.

Le Conseil Municipal débat des orientations budgétaires 2018 sur la base du document ci-joint présenté par Monsieur le Maire,

LE CONSEIL

PREND ACTE de la tenue du **Débat d'Orientation Budgétaire 2018** et de l'existence du rapport.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-594-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

ville **flers**
de

Annexe à la délibération du C.M. 26
n° 2018-594 en date du 15/02/2018
Le Maire,



Yves GOASDOUE





Partie 1:

Les grands équilibres du

projet de loi de Finances

2018

Objectif de réduction du déficit sous le seuil des 3%

Le premier objectif de la loi de Finances pour 2018 reste, comme les années précédentes, la réduction du déficit public.

L'objectif de déficit public à moins de 3% du PIB serait finalement atteint cette année, selon l'évolution suivante :

	2018	2019	2020	2021	2022
<i>Trajectoire cible du déficit budgétaire en point de PIB</i>	-2,6	-3,0	-1,5	-0,9	-0,2
<i>Dont administrations publiques centrales</i>	-3,3	-4,0	-2,7	-2,4	-1,9
<i>Dont administrations publiques locales</i>	0,1	0,2	0,3	0,6	0,8
<i>Dont administrations de sécurité sociale</i>	0,2	0,5	0,8	0,8	0,8

Les objectifs nationaux pesant sur les collectivités locales

Un objectif d'économie de 13 Milliards d'euros:

Collectivités territoriales et EPCI	2018	2019	2020	2021	2022
Evolution des dépenses de fonctionnement	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
Pour l'évolution du besoin de financement en Md€:					
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13,0

Contractualisation de ces objectifs prévue pour les collectivités qui ont plus de 60 millions d'€ de dépenses réelles de fonctionnement au compte de gestion du budget principal 2016 (DRF 2017 Flers environ 15 millions



Partie 2:

Fiscalité – Dégrèvement de la taxe d’habitation

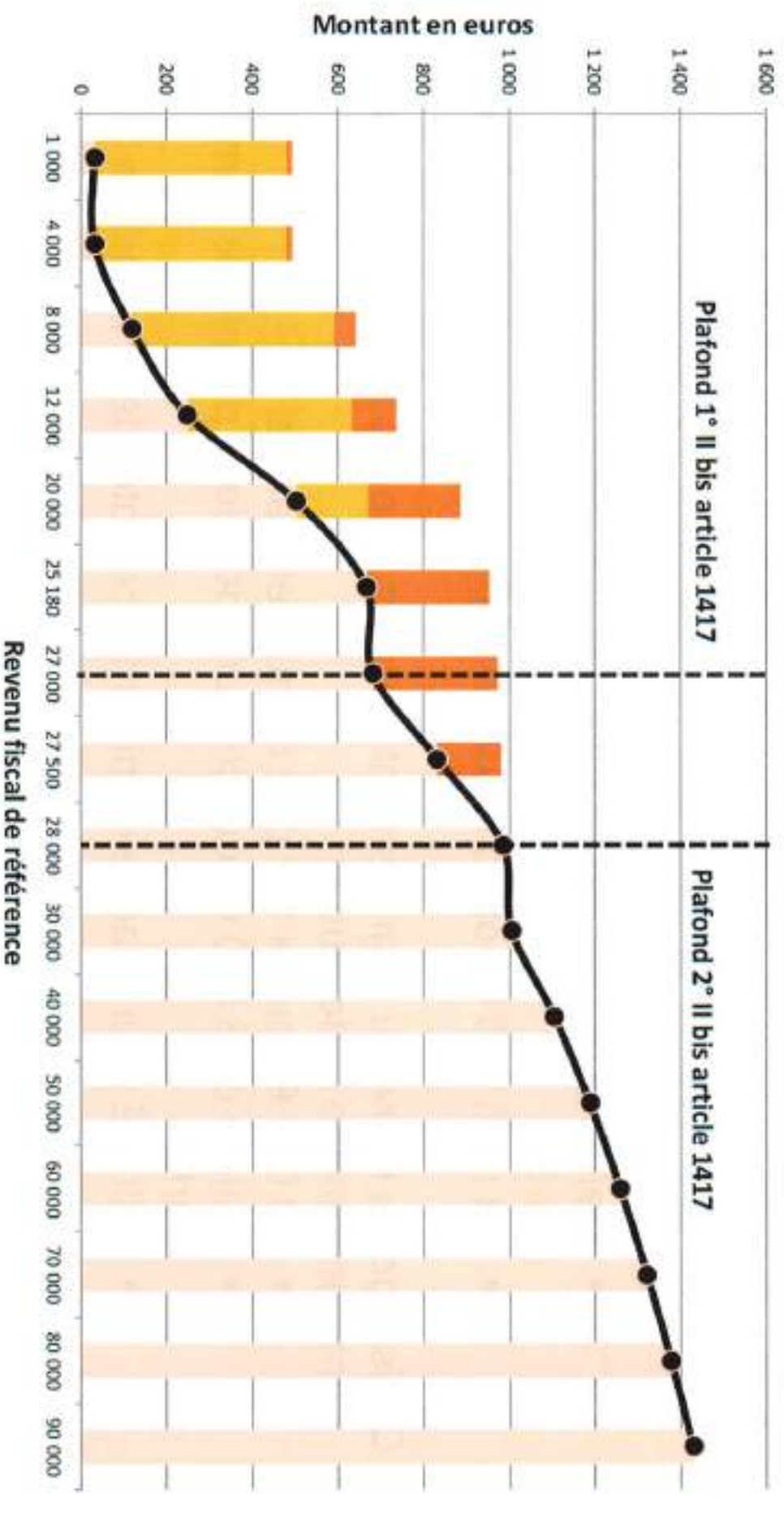
Dégrèvement de taxe d'habitation sur la résidence principale

- ❑ Mise en place progressive sur une période de 3 ans
 - Dégrèvement de 30% en 2018
 - Dégrèvement de 65% en 2019
 - Dégrèvement de 100% en 2020
- ❑ 80% des foyers seront concernés à l'échelle nationale
- ❑ TH maintenue pour les autres contribuables (20%) et pour les résidences secondaires
- ❑ L'Etat prendra en charge la partie de la TH concernée par le dégrèvement dans la limite des taux et des abattements 2017

Dégrèvement de taxe d'habitation sur la résidence principale

- ☐ Dégrèvement pour les contribuables dont le revenu de référence n'excède pas:
 - 27 000 € pour la 1^{ère} part de quotient familial
 - Majoré de 8 000 € pour chacune des deux premières demi-parts
 - Et de 6 000 € pour chaque demi-part à compter de la troisième
- ☐ Lissage du nouveau dégrèvement pour les revenus fiscaux compris entre le barème ci-dessus et:
 - 28 000 € pour la 1^{ère} part de quotient familial
 - Majoré de 8 500 € pour chacune des deux premières demi-parts
 - 6 000 € pour chaque demi-part à compter de la troisième
- ☐ Pour atténuer l'effet de seuil des plafonds
- ☐ Dégrèvement calculé sur le taux global d'imposition et les abattements

Dégrevement de taxe d'habitation sur la résidence principale Une part de quotient familial en 2018 (Métropole)



Aménagement de fiscalité locale

CVAE: pondération des critères de répartition de la valeur ajoutée en faveur des immobilisations industrielles

CFE: exonération de la cotisation minimum pour les chiffres d'affaires inférieurs ou égaux à 5 000 €, à compter de 2019.
Compensation prévue calculée en fonction du taux appliqué en 2018

Revalorisation forfaitaire des bases des valeurs locatives cadastrales:

Le taux de revalorisation des bases 2017 est fixé à 1,24%, également pour les locaux professionnels (mise en place de la mise à jour des tarifs prévue par la révisions des valeurs locatives des locaux professionnels repoussée à 2019),



Partie 3:

L'évolution des concours financiers et compensations d'exonérations versés par l'Etat

Stabilisation de l'enveloppe globale de DGF et progression des crédits de la péréquation verticale

La loi de Finances 2018 prévoit une stabilisation du montant global de DGF:

- La contribution au redressement des finances publiques est donc figée à son niveau 2017

Elle prévoit également que les montants consacrés à la péréquation du bloc communal augmentent de 200 millions d'euros:

- + 110 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine
- + 90 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale

Cette augmentation de la péréquation verticale sera financée par écrêtement sur les montants de DGF des communes et EPCI,

Variables d'ajustement et compensations d'exonérations fiscales

Chaque année, le volume global de l'enveloppe des concours de l'Etat doit atteindre un niveau défini (stable en 2018 par rapport à 2017).

Or, au sein de cette enveloppe, certaines dotations connaissent une hausse qui, sans dispositif correctif, impliquerait le dépassement du niveau fixé.

C'est pourquoi certaines composantes de l'enveloppe jouent le rôle de variables d'ajustement : chaque année, leur montant est ajusté à la baisse, permettant de neutraliser les progressions constatées pour certaines dotations (DETR, DSIL).

Entrée cette année de la dotation de la compensation de la réforme de la taxe professionnelle dans les variables d'ajustement.

Cette dotation neutralisait en 2010 les effets de la suppression de la taxe professionnelle et n'est versée qu'aux collectivités « perdantes » à l'issue de cette réforme.

Elle représentait un produit de 294 900 € pour Flers Agglo. La baisse attendue est d'environ 12%,

Soutien à l'investissement public local

Fonds d'aide à l'investissement local :

Dispositif provisoire en 2016, reconduit en 2017.

Pérennisation en 2018 pour un montant de 615 millions d'euros.

Ce fonds est destiné aux communes et EPCI.

Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) :

Majoration de l'enveloppe de 50 millions d'euros pour un total de 1,046 Md€,

Péréquation horizontale

Maintien de l'enveloppe du FPIC 2017 alors qu'il devait atteindre 2% des recettes fiscales communales et intercommunales à partir de 2018 :

- 1 milliard € en 2018, correspondant au montant de 2017 et 2016.



Partie 4:

Les perspectives budgétaires de la Ville de Flers

Malgré le contexte économique et financier difficile, le budget 2018 de la Ville de Flers poursuivra les 3 objectifs suivants:

- Ne pas augmenter les taux d'imposition pour la 8^{ème} année consécutive
- Préserver la capacité d'autofinancement pour pouvoir poursuivre les travaux d'équipements structurants
- Continuer à diminuer l'encours de dette de la Ville de Flers

Dotation globale de fonctionnement

DGF VdF simulée pour 2017-2020

	2017	2018 simulé	2019 simulé	2020 simulé
Dotation forfaitaire perçue en n-1 <i>(hors contribution au redressement des finances publiques)</i>	2 672 692 €	2 521 663 €	2 521 950 €	2 516 275 €
Part variable en fonction des variations de population	15 420 hab -4 358 €	15 486 hab 6 692 €	15 486 hab 0 €	15 486 hab 0 €
Ecrêtement de la dotation forfaitaire de manière péréquée	-3 754 €	-6 405 €	-5 675 €	-5 675 €
Contribution au redressement des finances publiques	-142 917 €	0 €	0 €	0 €
DGF de la VdF	2 521 663 €	2 521 950 €	2 516 275 €	2 510 600 €

Stabilisation de la DGF et pérennisation de la contribution au redressement des finances publiques.

dotations péréquatrices

Dotations Ville de Flers

	2017	2018 simulé	2019 simulé	2020 simulé
DGF	2 521 663 €	2 521 950 €	2 516 275 €	2 510 600 €
Total DSU	2 429 486 €	2 517 027 €	2 560 375 €	2 603 723 €
<i>Dotation de solidarité urbaine de droit commun</i>	2 285 763 €	2 429 486 €	2 517 027 €	2 560 375 €
<i>Dotation de solidarité urbaine "cible"</i>	143 723 €	87 541 €	43 348 €	43 348 €
Dotation Nationale de Péréquation	339 616 €	339 616 €	339 616 €	339 616 €
DGF de la Vdf	5 290 765 €	5 378 593 €	5 416 266 €	5 453 939 €

Hausse de l'enveloppe DSU de 110 millions d'euros contre 180 millions d'euros en loi de Finances 2017

Produits fiscaux : stabilité des taux d'imposition

T.H.	14 423 868	14 568 107 + 1,2%	14 713 788 + 1,2%	14 860 926 + 1,2%
F.B.	18 534 557	18 764 386 0,0%	18 997 064 0,0%	19 232 627 0,0%
F.N.B.	179 722	179 722	179 722	179 722
T.H.	20,77%	20,77%	20,77%	20,77%
F.B.	19,58%	19,58%	19,58%	19,58%
F.N.B.	64,04%	64,04%	64,04%	64,04%
T.H.	2 995 837	3 025 796	3 056 054	3 086 614
F.B.	3 629 066	3 674 067	3 719 625	3 765 748
F.N.B.	115 094	115 094	115 094	115 094
Total TH - TF - FNB	6 739 998	6 814 956 +74 959	6 890 773 +75 816	6 967 457 +76 684
Autres produits fiscaux				
Attribution de compensation	235 701	235 831	167 830	156 385
Taxe additionnelle au droit de mutation	276 000	210 000	210 000	210 000
Taxe sur la publicité extérieure	193 000	188 000	185 000	185 000
Taxe sur l'électricité	329 000	330 000	330 000	330 000
Taxe sur les pyônes électriques	29 000	29 000	29 000	29 000
Total autres produits fiscaux	1 062 701	992 831 -69 870	921 830 -71 001	910 385 -11 445
Mécanisme de péréquation				
Fonds de péréquation intercommunale	144 841	144 841	144 841	144 841
Total péréquation	144 841	144 841 +0	144 841 +0	144 841 +0
Produit fiscal total				
Total	7 947 540 +6 043	7 952 628 +5 089	7 957 444 +4 815	8 022 683 +65 239

DOB 2018 : les recettes d'exploitation par chapitre

1. Les variations par chapitre :

■ **Chapitre 70 : produits des services**

- Charges de mutualisation estimées par rapport au réalisé 2017.
- Refacturation des charges Flers Agglo estimées par rapport au réalisé 2017.

■ **Chapitre 73 : impôts et taxes**

- Faible dynamique des bases constatée en 2016 et 2017.
- Contributions directes calculées à partir des bases définitives 2017. Revalorisation nominale des bases de 1,24%.
- Hypothèse prudente sur les droits de mutation, en forte hausse en 2017.

■ **Chapitre 74 : dotations et subventions**

- Stabilisation de la DGF et augmentation du montant de DSU attendu.
- Baisse des compensations d'exonération fiscale de l'Etat estimée à 10 000€.
- Retour à la semaine des 4 jours:
- Suppression du fonds d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires : - 90 000 €.

- Fin de la participation de la Flers Agglo à la réforme des rythmes scolaires et refacturation des prestations temps péri-éducatif : -16 000 €.

DOB 2018 : synthèse des recettes d'exploitation

Récapitulatif des recettes de fonctionnement simulées pour 2017 - 2020

	2017	2018	2019	2020
Remboursement sur rémunération du personnel	73 000	50 000	50 000	50 000
Produits des services	2 210 000	2 232 100	2 254 421	2 276 965
Revenus des immeubles	180 000	180 000	180 000	180 001
Impôts et taxes	8 071 000	8 082 628	8 087 444	8 152 683
Dotations, subventions et participations	5 887 000	5 890 485	5 928 158	5 965 831
Recettes Fonct. avant recettes exceptionnelles	16 421 000	16 435 213	16 500 023	16 625 480
<i>Recettes exceptionnelles</i>	<i>105 000</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>
Recettes Fonct. TOTALES	16 526 000	16 445 213	16 510 023	16 635 480

Un faible levier de croissance sur les recettes

Dotations et compensations fiscales de l'Etat	<i>Dotation globale de fonctionnement</i> <i>Dotation de solidarité urbaine</i> <i>Dotation nationale de péréquation</i> <i>Dotation compensation fiscales</i> <i>Fonds de péréquation intercommunale</i>	2 521 950 2 517 027 339 616 410 000 144 841	5 933 434 	36,1%
Subventions versées par d'autres collectivités	<i>Attribution de compensation</i> <i>Autres subventions</i>	235 831 70 000	305 831	1,9%
Recettes de mutualisation de services / remboursements de charges	<i>Recettes de mutualisation de services</i> <i>Remboursement de charges par d'autres collectivités</i> <i>Remboursement de charges par d'autres organismes</i>	1 432 000 220 000 173 000	1 825 000	11,1%
Taxes sans levier fiscal	<i>Taxe additionnelle aux droit de</i> <i>Taxe sur la publicité extérieure</i> <i>Taxe sur l'électricité</i> <i>Taxe sur les pylône électrique</i>	210 000 188 000 330 000 29 000	757 000	4,6%
Fiscalité avec levier fiscal "choisie"	<i>Taxe d'habitation</i> <i>Taxe sur le foncier bâti</i> <i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	3 025 796 3 674 067 115 094	6 814 956	41,5%
Autres recettes	<i>Produits des services, revenus des immeubles</i>		798 992	4,9%
Total des recettes 2017 simulées			16 435 213	

49,1%

DOB 2018 :

**Maitriser les dépenses d'exploitation pour préserver
notre capacité d'autofinancement**

1. Hypothèse de variation par chapitre :

- Chapitre 011 : charges à caractère général
 - Hausse des dépenses de 0,5%
- Chapitre 012 : charges de personnel
 - Hypothèse de hausse de 1,0%

DOB 2018 : les dépenses d'exploitation par chapitre

1. Les variations par chapitre :

- Chapitre 65 : autres charges de gestion courante
 - Hypothèse de stabilisation des dépenses.
- Chapitre 66 : charges financières
 - L'annuité globale de la dette baisse de 90 K€ dont 20 K€ pour les intérêts.

DOB 2018 : synthèse des dépenses d'exploitation

Récapitulatif des dépenses de gestion de la Ville de Flers

	BP 2017	2018	2019	2020
--	---------	------	------	------

⇨ Atténuations de produits	31 500	31 500	31 500	31 500
⇨ Charges générales	4 123 000	4 143 615 +0,5%	4 168 477 +0,6%	4 193 488 +0,6%
⇨ Charges de personnel	9 649 000	9 750 000 +1,0%	9 896 250 +1,5%	10 044 694 +1,5%
⇨ Contingent et subventions	1 109 000	1 109 000 +0,0%	1 117 872 +0,8%	1 126 815 +0,8%
Total des charges Hors Charges exceptionnelles	14 912 500	15 034 115	15 214 099	15 396 496
⇨ Charges exceptionnelles	12 200	12 200 0,8%	12 201 1,2%	12 202 1,2%
Total des charges	14 924 700	15 046 315	15 226 300	15 408 698

DOB 2018 : **Une capacité d'équipement nette stable**

	2018 simulé	2019 simulé	2020 simulé
Excédent Brut de fonctionnement	1 388 898 €	1 273 723 €	1 216 781 €
- Annuité de la dette	1 028 092 €	998 312 €	991 655 €
- Dépenses imprévues	300 000 €	300 000 €	300 000 €
+ Dotations d'investissement (FCTVA, Taxe d'aménagement, amendes de police, cession, etc...)	275 000 €	275 000 €	275 000 €
CAPACITE D'EQUIPEMENT NETTE ou EQUILIBRE REELLE	335 806 €	250 411 €	200 127 €
RATIO DE DESENDETTEMENT EN ANNEES	14,8	17,3	15,0

DOB 2018 :

**La capacité d'équipement nette
avec reprise des résultats 2017**

Capacité d'équipement avec reprise des résultats (estimés) 2017

Capacité d'équipement 2018

336 000 €

Solde de la section d'investissement 2017

-2 430 825 €

Excédent de fonctionnement 2017

5 871 287 €

**Capacité d'équipement après reprise des
résultats 2017**

3 776 463 €

DOB 2018 : Les grands projets 2018 - 2020 (liste non exhaustive)

- **Ecole Sévigné Paul Bert** : 1 500 000 €
 - Restructuration de l'école maternelle
 - Mise en accessibilité école primaire Sévigné
 - Construction d'une salle « usages numériques »
- **Création pôle associatif** : 300 000 € (reste à charge après subventions)
- Acquisition terrains pour création d'un lotissement: 250 000 €
- **Vidéo-protection** : 800 000 €
 - Mâts et caméras
 - Alimentation électrique
 - Liaisons numériques
- **Gymnase Jean Monnet** : 2 440 000 € (recettes 1 628 000 €), soit un reste à financer de 812 000 €
 - Reconstruction suite à l'incendie
 - Construction pas de tir pour le tir à l'arc
 - Mise en accessibilité

DOB 2018 : Les grands projets 2018 - 2020 (liste non exhaustive)

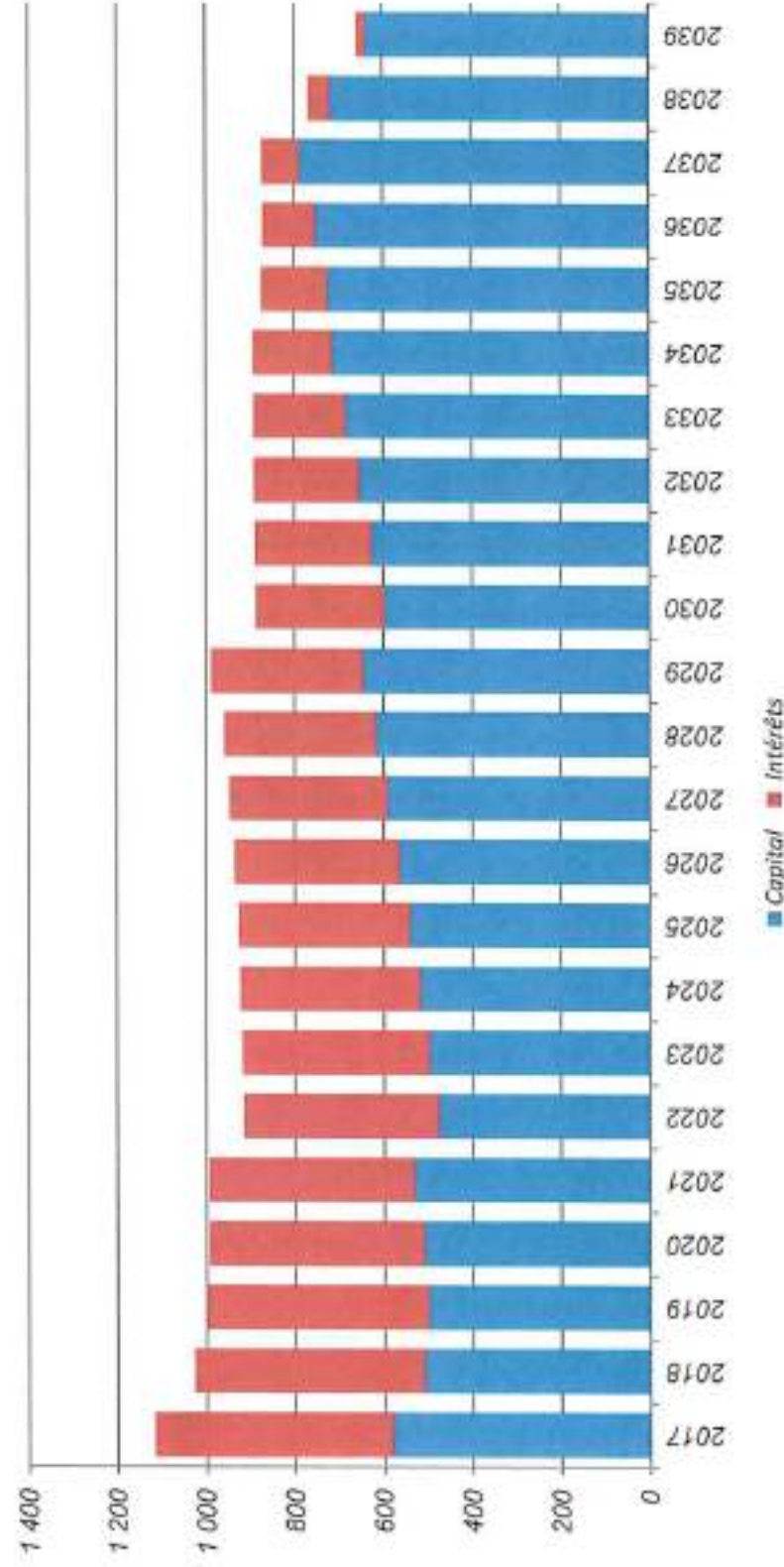
- **Les halles – marché couvert –Eglise St Germain –** Rénovation, valorisation et mise en lumière : 260 000 €
- **Réfection voirie et création d'un réseau de pistes cyclables** (dont avenue de Verdun en 2018) : 400 000 € (opération combinée avec Flers Agglo)
 - Relier le lycée Guéhenno et, le centre-ville et la voie verte à Fumeçon en voies cyclables
- **Programme d'accessibilité** : 300 000 €
- **Clos Morel – Viabilisation pour création de logements sociaux** : 400 000 €
 - Aménagement du quartier du Clos Morel dans le cadre de la construction de 30 logements
- La Ville de Flers envisage d'ouvrir les opérations pluriannuelles (école Sévigné Paul Bert, Gymnase Jean Monnet, Pôle associatif et vidéo-protection) en opération budgétaire : Autorisation de programme/Crédit de paiement afin de calibrer ses besoins de financement au plus juste.



Partie 5: L'encours de dette

DOB 2018 : L'annuité de la dette – profil d'extinction

Annuité de la dette (en milliers d'euros)



DOB 2017 : L'évolution de l'encours de la dette

L'encours de dette de la Ville s'élève au 1^{er} janvier 2018 à : 13 396 K€.

La dette est composée de 11 emprunts d'une durée de vie résiduelle de 19 ans et 10 mois.

Le désendettement de la ville se poursuit, sur la période 2010-2017, l'encours de la dette à diminué de 5,19 M€.

Sur la même période la dette par habitant est passée de 1 100 € à 850 €.

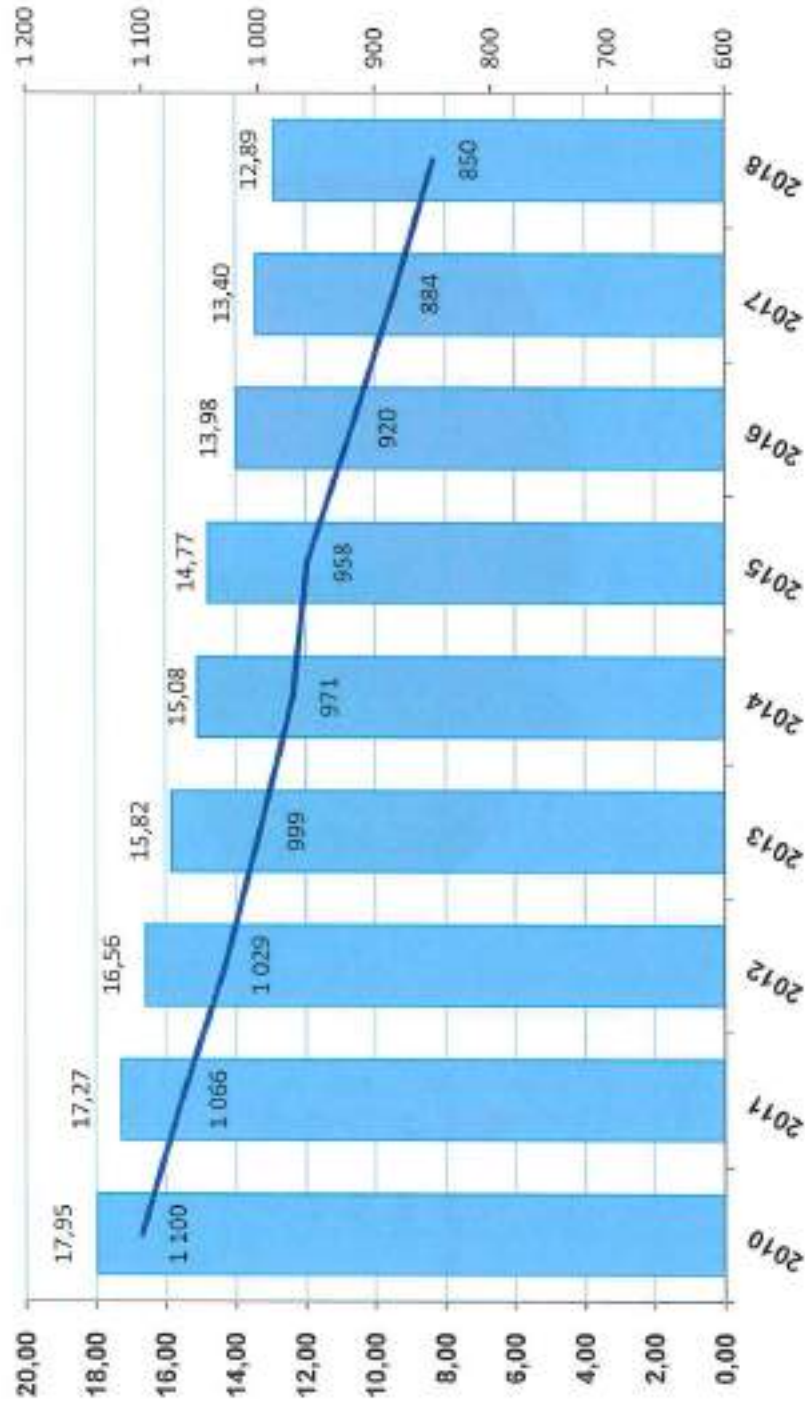
L'encours de la dette est composé à :

- 56 % d'emprunts à pente ou à barrière
- 40 % d'emprunts à un taux fixe
- 3 % d'emprunts indexés sur le livret A
- 1 % d'emprunts variables.

une option de renégociation (éligible au fonds de soutien) a été contractée pour l'un des emprunts de la 1^{ère} catégorie (délibération n° 311 du 21 mars 2016). Cet emprunt représente 24 % de la dette et 43 % de l'encours des emprunts à pente ou à barrière.

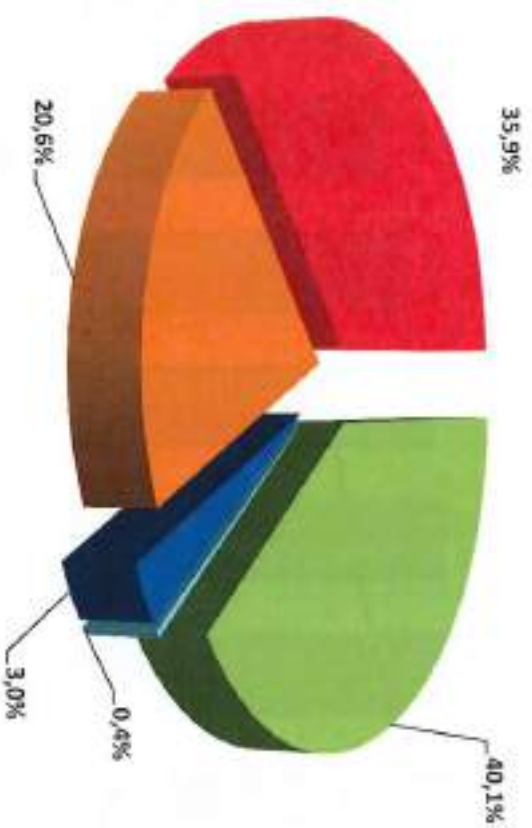
DOB 2018 : L'évolution de l'encours de la dette

Evolution de l'encours de dette au 31/12 depuis 2010 (en millions d'euros)
et de l'encours de dette par habitant (échelle de droite en euros)



DOB 2018 : Dette par type de taux

Dette par type de risque



- Fixe
- Variable
- Livret A
- Barrière
- Barrière avec multiplicateur
- Pente

**DOB 2018 :
conclusion**



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

JLB

RAPPORT RELATIF A LA PRESENTATION DE LA STRUCTURE ET A L'EVOLUTION DES DEPENSES ET DES EFFECTIFS

INFORMATIONS

Références : articles L2312-1 et D2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales

1) Structure des effectifs :

Tableau 1.1 : Répartition des **effectifs physiques permanents** au 31 décembre selon le statut et la catégorie hiérarchique

Ville de Fiers	au 31/12/2016				au 31/12/2017				Evolution 2017/2016			
Catégories	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T
Titulaires	10	21	202	233	11	21	191	223	1	0	-11	-10
Contractuels	5	2	1	8	5	3	3	11	0	1	2	3
Total agents	15	23	203	241	16	24	194	234	1	1	-9	-7

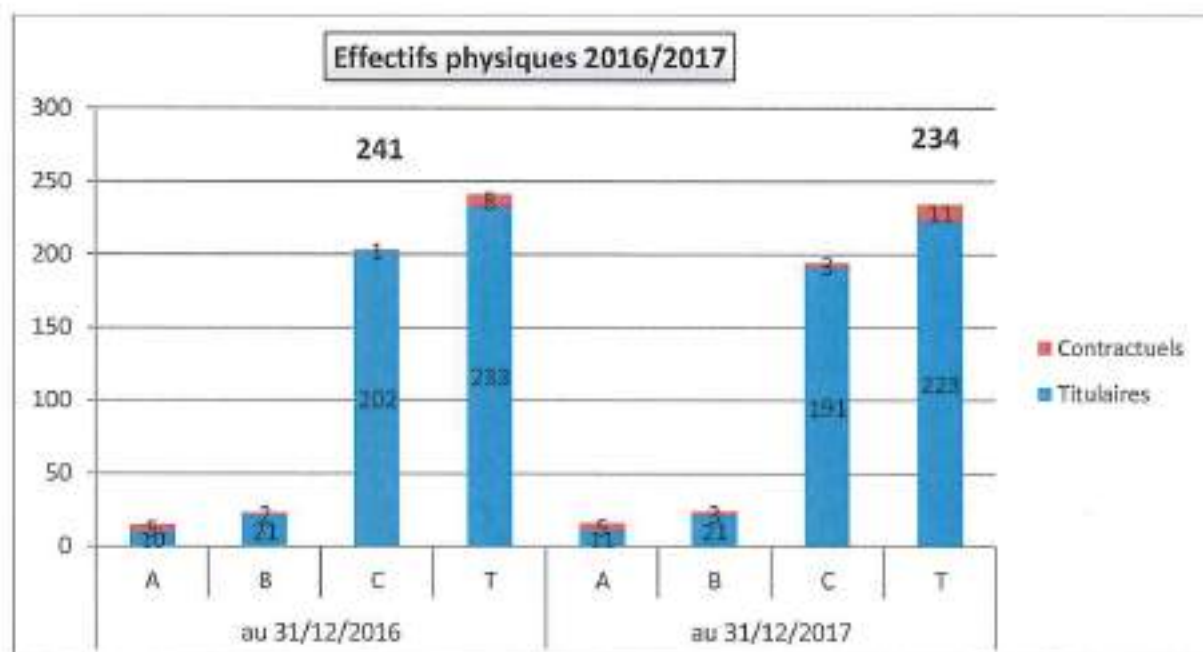
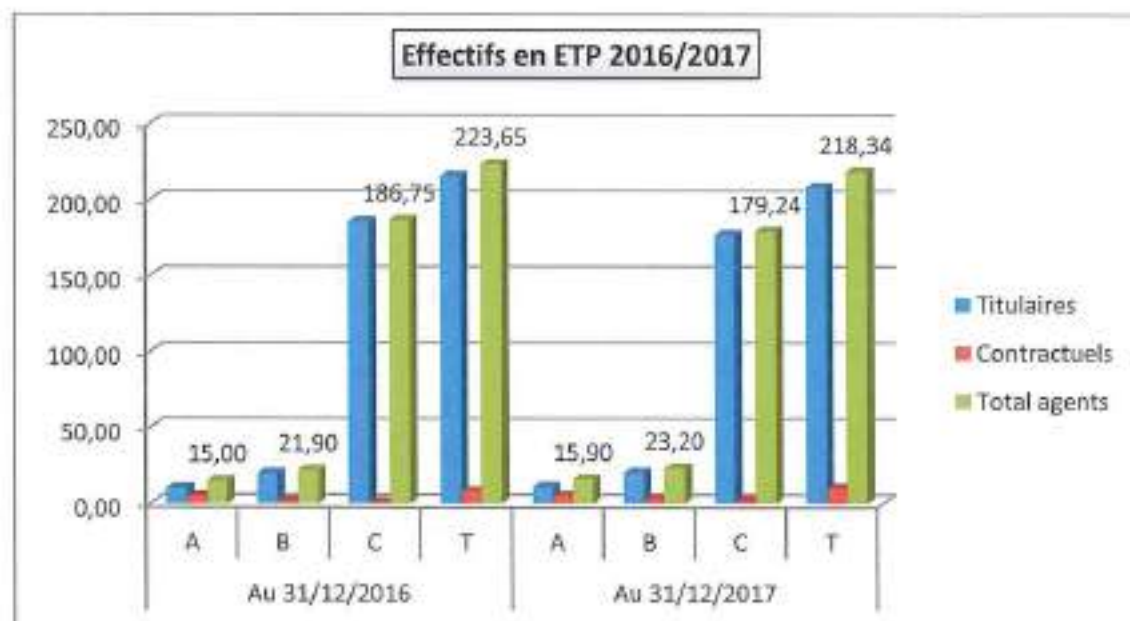


Tableau 1.2 : Répartition des effectifs en **équivalents temps plein (ETP) permanents** au 31 décembre selon le statut et la catégorie hiérarchique

Ville de Flers	Au 31/12/2016				Au 31/12/2017				Evolution 2017/2016			
Catégories	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T
Titulaires	10,00	19,90	185,75	215,65	10,90	20,20	177,14	208,24	0,90	0,30	-8,61	-7,41
Contractuels	5,00	2,00	1,00	8,00	5,00	3,00	2,10	10,10	0,00	1,00	1,10	2,10
Total agents	15,00	21,90	186,75	223,65	15,90	23,20	179,24	218,34	0,90	1,30	-7,51	-5,31

Tableau 1.3 : Répartition des **effectifs permanents (ETP)** au 31 décembre selon le temps de travail et la catégorie hiérarchique

Ville de Flers	Au 31/12/2016				Au 31/12/2017				Evolution 2017/2016			
Catégories	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T
Temps plein	15,00	17,00	152,00	184	15,00	19,00	145,10	179,10	0,00	2,00	-6,90	-4,90
Temps partiel	0,00	4,90	4,90	9,8	0,90	4,20	5,30	10,4	0,90	-0,70	0,40	0,60
Temps non complet	0,00	0,00	29,85	29,85	0,00	0,00	28,84	28,84	0,00	0,00	-1,01	-1,01
Nombre total des agents	15,00	21,90	186,75	223,7	15,90	23,20	179,24	218,34	0,90	1,3	-7,51	-5,31
Total toutes catégories	223,65				218,34							



Les effectifs de la Ville au 31 décembre 2017 sont en baisse.

Cette réduction correspond à la volonté de geler un certain nombre de postes, suite à des départs en retraite ou des mobilités externes.

Ces mouvements permettent en effet à la collectivité de réorienter, le cas échéant et selon ses choix et priorités, son intervention, en maîtrisant l'évolution de sa masse salariale au sein de chacune des directions concernées, ou plus globalement sur le champ de politiques publiques nouvelles. Ils peuvent se traduire par des remplacements de poste pour poste, des transformations pour s'adapter à l'évolution des besoins, ou des suppressions.

En l'espèce, plusieurs départs au sein des services techniques (et notamment au service de la voirie) et dans les écoles ont été gelés, et partiellement remplacés par des personnels contractuels pour permettre d'assurer le fonctionnement quotidien des services tout en se donnant la possibilité de réfléchir à des mesures de réorganisation ou de redéploiement de personnels.

Quelques autres postes, dont le besoin ne correspond plus à des nécessités de service, sont en voie de réaffectation pour réduire le coût de la création du service de police municipale décidée par le Conseil Municipal en 2017. Les incidences de la mise en place de ce service seront significatives sur l'exercice 2018.

Enfin, les procédures de recrutement conduisent ponctuellement à des décalages entre le départ d'agents et l'arrivée de leur successeur. Ils peuvent générer quelques variations à la marge d'une année à l'autre.

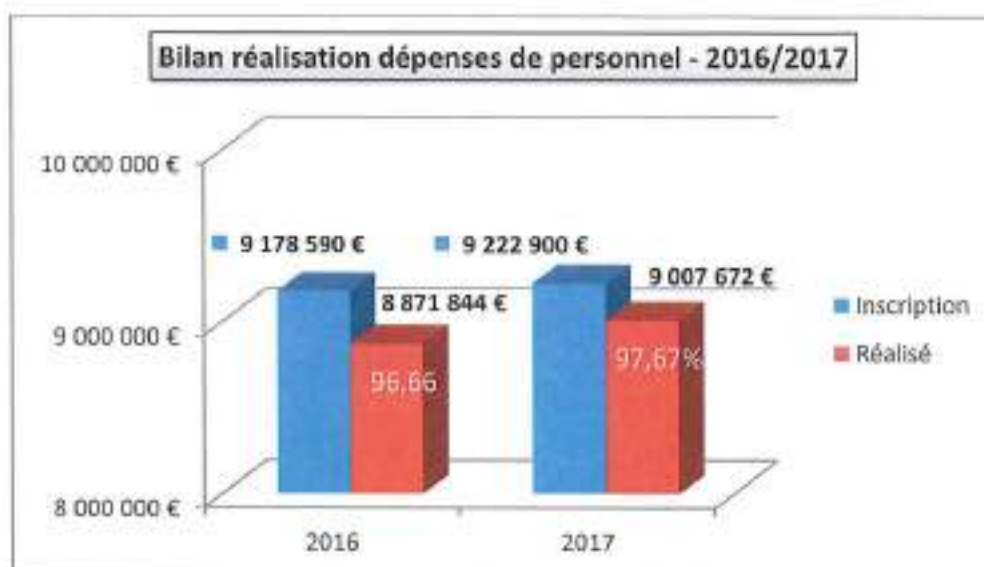
2) Dépenses de personnel

2.1) Bilan réalisation exercice 2017

2016			
Inscription	Réalisé	%	Ecart
9 178 590 €	8 871 844 €	96,66%	306 746 €
2017			
Inscription	Réalisé	%	Ecart
9 222 900 €	9 007 672 €	97,67%	215 228 €

Observations : Résultats hors prise en compte des mouvements financiers liés aux charges de mutualisation entre la Ville et Fiers Agglo.





Evolution 2017/2016	2016	2017	Progression	en %
Réalisé	8 871 844 €	9 007 672 €	135 828 €	1,53%

Les éléments de contexte à noter pour 2017 :

- la majoration de la valeur du point d'indice de la fonction publique de 0,6% au 1er juillet 2016 (impact en année pleine sur 2017) et de 0,6% au 1er février 2017 ;
- la mise en œuvre des dispositions du Protocole relatif aux Parcours, aux Carrières et aux Rémunérations (PPCR).

Pour mémoire, ce plan de rénovation et de revalorisation des carrières est programmé selon un échéancier allant de 2016 à 2020 avec refonte de grilles indiciaires (et mise en place corrélative d'un abattement sur tout ou partie des indemnités, via l'instauration d'un mécanisme de transfert d'une partie des primes en points d'indice) et réorganisation des carrières à compter du 1er janvier 2017 (notamment en catégories C et A).

- les majorations de cotisations patronales de retraite des personnels titulaires (régime CNRACL), de retraite principale et complémentaire (IRCANTEC) et de maladie du régime général de sécurité sociale (pour les titulaires à temps non complet et les contractuels), et des retraites complémentaires IRCANTEC.

2.2) L'examen du taux de réalisation 2017 :

Le travail de prévision budgétaire constitue toujours un exercice difficile, puisqu'il faut parfois gérer l'incertitude. De nombreux paramètres sont en effet inconnus lors de l'établissement du budget.

1- En ce qui concerne la rémunération indiciaire des titulaires (- 165 376 €), le taux de non réalisation trouve à s'expliquer par de multiples facteurs, dont principalement :

a) des mouvements de personnels à forte incidence :

- départs non prévisibles d'agents en 2017 (-30 000€) ; notons, par exemple, le départ de 3 agents dans le seul service voirie, créant ainsi une certaine perturbation des équipes.
- départs prévisibles (notamment 7 départs en retraite) soit non remplacés, soit dont le remplacement a été différé dans l'année (-47 700 €).

b) la projection d'un nouveau service Police (-27 000€)

La décision adoptée par le Conseil Municipal portant création d'un service de police municipale a permis de lancer les recrutements des 7 agents devant constituer l'équipe (+1 agent municipal déjà en poste). Pour autant, les prévisions devaient couvrir, de manière large, les multiples possibilités de profits. De plus, 4 agents de police ne sont entrés en fonction qu'en janvier 2018 créant ainsi un non-réalisé pour cette fonction.

c) des situations individuelles changeantes

- agents en situation de maladie ordinaire de plus de 3 mois ayant pour conséquence une baisse de rémunération (-1/2 traitement) plus ou moins long sur une année (-36 000€)
- jeux d'inscriptions de l'année antérieure reportés de manière automatisée sur certaines situations individuelles (-7 500€).

2- En ce qui concerne les contractuels (non-réalisé 6 400€), ce poste de dépense repose sur deux réalités bien différentes,

a) Les contractuels recrutés sur des postes permanents.

Ces contractuels permanents sont positionnés, à l'année, sur des postes budgétairement prévisibles à priori. Seuls, les recrutements, en cours d'année, de contractuels pris à défaut d'avoir pu recruter des titulaires ne peuvent être anticipés sur ce poste de dépenses.

b) Les contractuels non permanents

Le manque de visibilité réside principalement dans l'impossible anticipation budgétaire précise des postes de remplacements. En effet, ces contractuels sont recrutés pour pallier les absences des agents permanents (maladie, retraite, maladie) et en cas d'accroissement d'activité saisonnier ou conjoncture, afin d'assurer la continuité du service public.

Ces éléments sont variables d'une année à l'autre. Ainsi pour 2017, des besoins supplémentaires sont apparus, on citera par exemple

- le service de l'état civil/recueil pour remplacements de maladie (+11 500€),
- les écoles primaires (+11 500€),

- le service voirie du fait de départs non prévus et de restructuration des équipes en cours d'analyse qui n'a pas permis de remplacer définitivement les départs en retraites (+26 000€)

D'autres services ont connu moins d'absence ou ont pu gérer, en interne, une partie de leur besoins de remplacements comme, par exemple, les espaces verts (-11 000€) ou les services généraux (-11 000€)

3- Les contrats de droit privés (réalisé +550 €)

Depuis 2013, la collectivité accueille trois types de contrats de droit privé. Contractés sur des périodes très différentes, les emplois d'avenir, les apprentis et les services civiques entraînent des gestions bien différentes. Si les emplois d'avenir conclus pour 3 ans sont relativement prévisibles et stables, les contrats d'apprentissage ne le sont pas du tout. En effet, leurs rémunérations sont corrélatives au diplôme préparé à l'âge du jeune, ce qui change d'une année scolaire à l'autre, voire évolue au cours d'une même année.

4- les incidences sur les indemnités et les charges sociales

Les mouvements budgétaires des rémunérations ont un impact direct, immédiat et fort sur les indemnités versées aux agents et sur les charges patronales. Ainsi, les variations constatées créent des excédents sur ces lignes, sauf pour la nature 54112 (NBI et supplément familial de traitement) où des suppléments ont été constatés en raison d'un changement de situation familiale ou de nouvelles attributions en cours d'année dans le cadre professionnel.

Notons enfin, et de manière générale, que le contexte d'incertitude a été amplifié en 2017 par l'inconnu qu'a constitué l'organisation des services dans le cadre de l'extension de Fliers Agglo avec intégration de nouvelles équipes (gestion, besoins et articulation des équipes) et des incidences sur la mutualisation fortement intégrée dans les services de l'organigramme commun entre les deux collectivités

2.3) Eléments détaillés de rémunération 2017 :

Traitements indiciaires	Rémunération principale des personnels titulaires (64111)	Personnels contractuels
	4 587 113 €	397 607 €

Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)	Nombre d'agents concernés	Nombre de points d'indice	Montants
	137	15245	64162 €

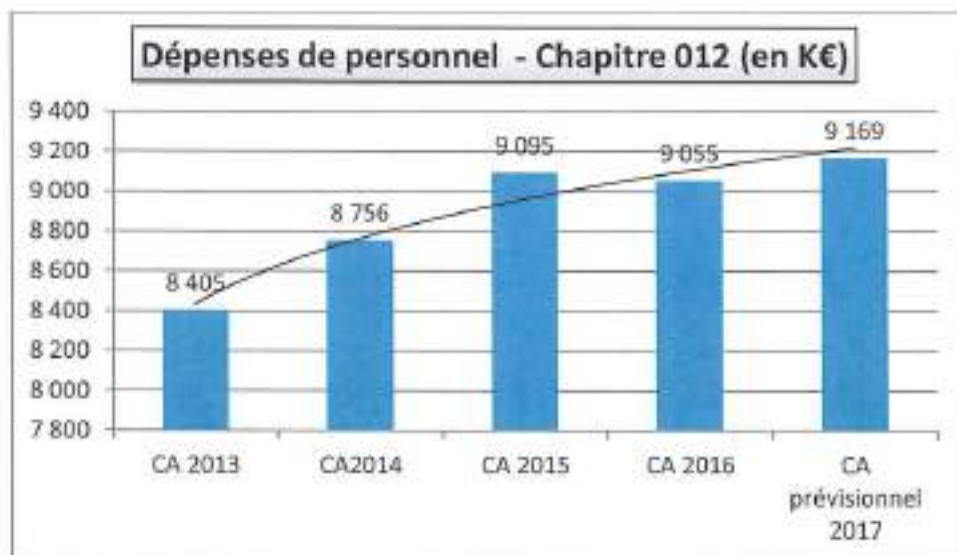
Régime indemnitaire	Personnels titulaires	Personnels contractuels
	622 372 €	83 525 €

Heures supplémentaires rémunérées	Heures complémentaires	Heures supplémentaires
	Nombre	Montants
Nombre	2433	2820
Montant	25 299 €	49 001 €



Avantages en nature	Personnel Titulaires	Personnels contractuels
Repas	19 768 €	4 113 €
Logement	12 761 €	

2.4) Evolution globale des dépenses de personnel :



3) Durée effective du travail

Pour mémoire, les cycles de travail des personnels sont déclinés autour de 3 cycles-types fixés par le protocole commun relatif au temps de travail adopté par les assemblées délibérantes de la Ville de Flers, de Flers Agglo et du Conseil d'Administration du CCAS de Flers, à savoir :

Régime de travail	36 heures hebdomadaires	37 heures 30 hebdomadaires	43 heures écoles
Durée hebdomadaire de travail de la collectivité (en heures)	36	37,5	43
Jours ouvrés annuels	252	252	Calendrier scolaire
Nombre de jours de congés annuels accordés par la collectivité	29	33	
Décompte annuel (Nombre de jours travaillés dans la collectivité)	223	219	Calendrier scolaire
Conversion hebdomadaire (en heures)	1605,60	1642,5	1629,25
Durée légale du travail en heures (hors journée de solidarité) (1)	1600,00	1600	1600
Différence	5,60	42,50	29,25
Soit en nombre de jours	0,77	5,90	3
arrondi(s) à nombre de jours de RTT accordés	1 jour	6 jours	3 jours

(1) les 7 heures dues au titre de la journée dite de solidarité sont effectuées hors décompte des 1600 heures (travail de 7 heures supplémentaires ou 1 jour de RTT décompté)

4) Evolution prévisionnelle 2018

4.1) Structure des effectifs :

Les évolutions prévisibles ou connues à ce jour s'établissent comme suit :

a) Les départs en retraite ou les mobilités

- Un certain nombre de départs sont connus à ce jour

Direction	Service	Départs confirmés	Départs sous réserves de confirmation
Services au Public	Cimetière	1 (retraite)	
	Ecoles maternelles	1 (retraite)	1 (retraite)
	Ecoles primaires		1 (retraite)
Espaces Publics et patrimoine	Scolaire -périscolaire	1 (retraite)	
	Direction	1 (retraite)	
	Voie	1 (retraite)	
	Sports et salles		2 (retraite)
Finances	Comptabilité	1 (retraite)	

- Des départs qui permettent à la collectivité de réorienter, le cas échéant et selon ses choix et priorités, son intervention, en maîtrisant l'évolution de sa masse salariale :
 - au sein de chacune des directions concernées
 - ou plus globalement sur le champ de politiques publiques nouvelles

et qui peuvent se traduire par des remplacements de poste pour poste, des transformations pour s'adapter à l'évolution des besoins, ou des suppressions

b) Les réorganisations de service

Dans le cadre de l'organigramme mutualisé des services, la structuration des services techniques municipaux doit être revue pour prendre en compte les enjeux du nouveau territoire

Ainsi, à la lumière de quelques départs en retraite, l'organisation de la direction des services techniques (espaces publics et patrimoine) d'une part, et celle du service de la voirie d'autre part, sont appelés à évoluer pour répondre aux nouveaux besoins, rendre le service le plus efficient possible, et tout dans le respect de la maîtrise de la masse salariale

L'année 2018 doit permettre d'organiser les réorganisations nécessaires à la définition des équipes et des moyens humains nécessaires au bon fonctionnement du service.

c) La police municipale

Les procédures de recrutement menées courant 2017 en vue d'un démarrage du service au 1^{er} janvier 2018 ont été menées à leur terme dans les délais prévus.

Le chef de service est en poste depuis le mois d'octobre 2017, et les 4 policiers municipaux ont pris leurs fonctions en janvier 2018. Cette création de service aura nécessairement un impact sur la structure des dépenses, même si quelques postes vacants en 2017 ont été volontairement non remplacés (3 ETP) pour amortir le coût de la création du service ex-nihilo

Les autres points à signaler :

- L'audit mené courant 2017 concernant la direction informatique et les moyens nécessaires à la configuration d'une équipe en capacité de faire face aux missions et exigences de l'activité interroge sur le renforcement de la direction des systèmes d'informations

- L'équipe en charge de l'exploitation du domaine de **Pont-Ramond** est constituée de 2 agents, dont un salarié recruté en contrat emploi d'avenir et dont l'engagement expire courant 2019. Des décisions devront être arrêtées pour garantir le bon fonctionnement du service.

4.2) Dépenses

a) L'impact de mesures extérieures à la collectivité pour 2018 :

- Les mesures de revalorisations salariales nationales
 - Majoration de la valeur du point d'indice de la fonction publique de 0,6% au 1^{er} février 2017 (impact en année pleine sur 2018)
- La mise en œuvre des dispositions du Protocole relatif aux Parcours, aux Carrières et aux Remunérations (PPCR) est neutralisée pour 2018.

Pour mémoire, le plan de rénovation et de revalorisation des carrières est programmé selon un échéancier allant de 2016 à 2020 avec refonte de grades, indices et la réorganisation des carrières à compter du 1^{er} janvier 2017.

Deux décrets en date du 21 décembre 2017 repoussent la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions (créations de corps et de cadres d'emplois, de grades et d'échelons, et modification des règles de classement) d'une année. Il en va de même pour les mesures de revalorisations initiales prévues au 1^{er} janvier 2018, ainsi que pour la deuxième phase du dispositif de transfert primes/points prévues pour certains cadres d'emplois de catégorie A.

- Les cotisations patronales

La tendance pour 2018 est marquée par un contexte de modulation tantôt à la baisse, tantôt à la hausse de quelques contributions patronales :

- part patronale maladie-maternité du régime spécial de sécurité sociale (titulaires > 28 heures hebdomadaires) : de 11,50 à 9,88 %
- part patronale maladie-maternité du régime général de sécurité sociale (titulaires à temps non complet et contractuels) : de 12,89% à 13%
- part patronale Pôle emploi de 6,64 à 5 %

L'objectif de ces mesures vise à neutraliser les effets de l'instauration de l'indemnité compensatrice de CSG pour les fonctionnaires, qui est à la charge des employeurs publics.

b) L'impact des recrutements 2016 en année pleine sur 2017 :

Outre la police municipale évoquée ci-dessus (coût en année pleine : 235 000 €), on peut noter la situation d'une chargée de mission, mise à disposition du GIP Cuisine du Bocage, à compter du 1^{er} septembre 2017, mais ce poste est entièrement remboursé par la structure d'accueil.

- c) Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSECF), entre en application progressivement au sein des services au 1^{er} janvier 2018, en application du principe de parité avec les agents de la fonction publique de l'Etat. Il ne s'agit pour le moment que de transposer les attributions indemnitaires actuelles, mais la réflexion sur une évolution se pose.

5) Les hypothèses d'évolution en 2018

Si les conditions de réalisation de l'exercice 2017 ont conduit à une évolution maîtrisée des dépenses de personnel (+ 1,53 %) les éléments développés précédemment ne permettent pas d'envisager une tendance de même nature pour l'exercice 2018.

On rappellera ici que les objectifs de progression des dépenses publiques fixés par la loi de finances 2018 délimitent le seuil d'évolution à 1,2% pour 2018. Cette même loi prévoit par ailleurs, sur la base des estimations de l'INSEE, une inflation à hauteur de 1,7 %.

La Ville de Fiers n'est pas encore concernée par la contractualisation prévue par l'Etat avec les plus importantes collectivités, en vue de la maîtrise des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales.

Ces indicateurs sont néanmoins à garder en mémoire dans l'élaboration des budgets.

Dans le même temps, les collectivités assument un service public de proximité en réponse aux demandes et aux attentes de leurs administrés. Une gestion purement comptable des dépenses de fonctionnement peut se heurter à la réalité des besoins du service public à offrir aux usagers et contribuables, à sa continuité, à la bonne mise en œuvre des politiques publiques (souvent contractualisées avec l'Etat), au respect des normes qui s'imposent aux acteurs territoriaux, voire aux transferts de charges ou au pas compensés.

L'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses 2018 détaillée ci-dessus, qui acte parfois des décisions municipales déjà arrêtées, témoigne de ces besoins. La création du service de police municipale illustre parfaitement ce propos.

La prévision des crédits de remplacement et leur maîtrise restent un exercice toujours complexe. Les nécessités de service incontournables que constituent, par exemple, réglementaire minimal (écoles), ou le maintien des conditions d'hygiène des locaux s'imposent à la collectivité.

La collectivité doit également faire face à ses obligations de reclassement dans les situations individuelles où les difficultés de santé et de maintien dans le poste se posent. Cette préoccupation est délicate à gérer dans la mesure où elle se heurte parfois à la maîtrise de l'évolution des effectifs.

Enfin, les nécessités de structuration des services consécutives à l'extension du périmètre de Fiers Agglo au 1^{er} janvier 2017 peuvent avoir des conséquences significatives compte-tenu de la très forte mutualisation des services dans le cadre de l'organigramme commun entre Fiers Agglo et la Ville de Fiers.

En considération de ces divers éléments de réflexion et en l'état actuel des événements connus à ce jour, un objectif d'évolution des charges de personnel à hauteur de 1 % des crédits inscrits en 2017 est envisagé.

On rappellera en effet ici que l'inscription budgétaire 2017 du chapitre 012 prend déjà en compte partiellement le coût inhérent à la création du service de police municipale qui constitue l'un des points les plus importants des évolutions de charges de personnel pour cette année 2018.

Une hypothèse de travail basée sur la reprise des crédits ouverts en 2017, très légèrement majorée, constitue dès lors une conjecture envisageable.

Le calcul de prévision préparatoire au vote du budget primitif 2018 permettra de confirmer, le cas échéant, ce postulat en fonction de la maturation des projets évoqués précédemment.

Si advenant que l'évolution de la masse salariale soit supérieure à l'objectif visé, des arbitrages visant à la réduction ou suppression de certaines mesures devront alors intervenir (renoncement au remplacement de départs en retraite ou à des recrutements, missions ou services à temps, etc.).



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

RAPPORT SUR LES PRINCIPALES EVOLUTIONS RELATIVES AUX RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA VILLE DE FLERS ET FLERS AGGLO

L'année 2017 n'a pas enregistré d'évolutions importantes en matière de relations financières entre la Ville de Flers et Flers Agglo.

Pour autant, il convient d'attirer l'attention sur 2 volets de ces relations financières.

Le premier a trait à l'adoption de ses nouveaux statuts par Flers Agglo, sur lesquels le Conseil Municipal a émis un avis favorable et qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 7 mars 2017. Cet ajustement se traduira, dès lors que la CLECT aura terminé ces travaux et que les communes se seront prononcées, par un ajustement de son attribution de compensation.

Ces ajustements porteront sur la répartition d'un certain nombre de manifestations culturelles entre la Ville et Flers Agglo.

Le second a trait à l'ajustement d'un certain nombre de conventions de mutualisation entre la Ville et l'Agglomération. Ces ajustements concernent d'une part l'impact sur les conventions existantes de l'extension de Flers Agglo de 25 à 42 communes avec l'intégration de 50 agents dont certains sur des fonctions d'appui (finances et ressources humaines) dont les agents étaient uniquement des agents de la Ville. Et d'autre part sur l'évolution d'autres conventions du fait de l'évolution des besoins et donc des missions des agents mis à disposition de Flers Agglo ou l'inverse.

C'est ainsi que le Conseil a été amené à se prononcer, au fur et à mesure de l'année, sur l'évolution de ces conventions.

Hormis sur ce dernier point, l'année 2018 ne devrait pas connaître d'évolution substantielle.

Cependant, il n'apparaît pas inopportun de permettre au Conseil de disposer d'une image dépassant le seul cadre des relations entre la Ville de Flers et Flers Agglo s'agissant du schéma de mutualisation global entre Flers Agglo et ses communes membres du fait de son extension.

Les éléments ci-dessous sont extraits des orientations définies par le Conseil Communautaire lors de son débat d'orientation budgétaire 2017.

L'annexe 4 au présent débat d'orientation permet de mesurer l'état d'avancement à fin 2017 des orientations proposées au début 2017.

Ainsi à fin 2017 seules 2 conventions restent à finaliser. La 1^{ère} concerne l'actualisation de la convention B6.1 relative au Bureau d'Etude pour lequel la réflexion n'est pas aboutie et la 2^{ème} concernant une gestion de proximité que les services des ressources humaines des deux collectivités n'ont pas encore finalisée. Par ailleurs un travail fin de rationalisation a permis d'éviter un certain nombre de conventions envisagées initialement mais de portée limitée tant pour les communes que pour l'intercommunalité.

FLERS AGGLO

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE - SCHEMA DE MUTUALISATION 2017

Au-delà de l'état des lieux d'une mutualisation déjà très poussée, l'une des orientations majeures était la possibilité de faire évoluer le schéma compte tenu de l'évolution du périmètre de Flers Agglo au 1^{er} janvier 2017.

Par arrêté n° 1111-16-00070 du 13 octobre 2016, Madame le Préfet a étendu le périmètre de Flers Agglo à 17 communes supplémentaires dont une ville.

Ceci rend nécessaire l'actualisation du précédent schéma.

A - RAPPEL DE L'ESSENTIEL DU SCHEMA DE MUTUALISATION :

1 - Etat des lieux :

La Ville de Flers et la CAPF ont, depuis l'origine, entamé un processus de mutualisation des services dans les domaines des finances, des ressources humaines et de la communication sur une base conventionnelle.

Fortes de cette expérience, et compte tenu de la possibilité de mise à disposition de services ouverte par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les deux collectivités ont poursuivi dans cette voie et amélioré cette mutualisation réciproque de services. Le 27 janvier 2014, la loi de modernisation de l'action publique et de l'affirmation des métropoles, a structuré et harmonisé les régimes de mutualisation, tout en permettant une souplesse dans le choix des supports afin de s'adapter aux besoins des communes. Sa traduction à l'article L5211-39-1 pose l'exigence de mettre en place un rapport de mutualisation afin d'opérer un état des lieux des mutualisations déjà réalisées.

Les deux collectivités ont, à compter de la rentrée 2010, renforcé et approfondi cette démarche en mettant en place un organigramme commun entre la CAPF et la ville de Flers. Cet organigramme commun s'est matérialisé par une délibération concordante des deux collectivités en date du 25 janvier 2011.

Il se décline en 5 pôles et 12 directions :

- *Le pôle de développement du territoire qui comprend la direction de l'aménagement et la direction de l'attractivité du territoire.*
- *Le pôle des services à la population, composé par la direction de la cohésion sociale, la direction des services au public et la direction de la solidarité,*
- *Le pôle culture avec sa direction de la culture,*
- *Le pôle services techniques qui comprend une direction des espaces publics et du patrimoine, ainsi qu'une direction de l'eau et de l'assainissement,*
- *Le pôle des services d'appui, composé par la direction de l'administration générale et des marchés publics, la direction des ressources humaines, la direction des finances et la direction des systèmes d'informations*

La mutualisation de ces pôles en un organigramme commun a été élaboré dans un souci de cohérence du territoire et de l'action publique, et témoigne de la logique de synergie entre la ville de Flers, ville centre, et la CAPF. Mais également dans la volonté de constituer des équipes suffisamment étoffées pour fortifier le niveau de compétences et d'expertise ainsi qu'assurer une continuité de service. La mise en place de services uniques reste respectueuse de la répartition des compétences entre la Communauté et la Ville de Flers tout en renforçant une approche concertée de l'action publique menée par les 2 collectivités.

La mise en œuvre de l'organigramme et de ses 5 pôles s'est traduite par la mise en place d'une convention cadre de mutualisation de services, elle-même déclinée par un ensemble de conventions particulières.

La convention cadre s'appuie sur le socle juridique du code général des collectivités territoriales dans ses articles L5211-4-1 et L5211-4-2 qui permettent la mutualisation par mise à disposition de services, outil utilisé jusqu'à présent par la Ville de Fiers et la CAPP. Elle permet ainsi de fixer les principes généraux du fonctionnement et de former un cadre de référence pour les conventions particulières. Les conventions particulières propres à chaque service mutualisé ont permis la mise en place, depuis 2005 des mutualisations ascendantes et descendantes suivantes :

- Les services de la Ville mis à disposition de la CAPP sont les suivants :
 - Direction des finances et du budget.
 - Direction des ressources humaines
 - Direction des espaces publics et du patrimoine :
 - o Service de la communication
 - o Service des sports et de maintenance du site des Glacets
 - o Service du patrimoine, intervention et maintenance des bâtiments de la CAPP.
 - o Service de la voirie (entretien des zones d'activité notamment)
 - o Services des espaces verts.
 - o Service garage
 - Direction des systèmes d'information.
 - Secrétariat des élus
- Les services de la CAPP et de la Ville mis à disposition réciproquement sont les suivants :
 - Direction des espaces publics et du patrimoine :
 - o Service d'entretien des locaux
 - Direction de l'administration générale et des marchés publics
- Les services de la CAPP mis à disposition de la Ville de Fiers et des autres Communes adhérentes sont les suivants :
 - Direction de l'aménagement :
 - o Bureau d'études et de maîtrise d'œuvre
 - o Système d'information Géographique (SIG).
 - o Service Habitat.
 - o Service Urbanisme
 - Direction de la cohésion sociale (organisation d'1h30 de TAP qualitatifs)
- Les missions exercées conjointement par les services de la CAPP et de la Ville de Fiers :
 - Astreintes de nuit et de week-end
 - Sécurité intrusion dans les bâtiments et les espaces publics.
- Les services de la CAPP mis à disposition de la Ville de Fiers exclusivement :
 - Direction Générale.
 - Direction Culture.
 - Direction Attractivité du Territoire.
 - Service « Arts de la scène », gestion technique et administrative des équipements culturels.

Par ailleurs, il convient d'intégrer dans cette démarche de mutualisation, la convention avec l'Agence Départementale 61 qui permet au bureau d'étude de la CAPP d'étendre sa capacité d'intervention au service de la communauté et de ses communes membres. Il convient de préciser que la communauté prend à sa charge la cotisation annuelle d'adhésion à l'agence départementale.

Afin d'aller plus loin dans un objectif de lisibilité et de simplification, les deux collectivités ont choisi d'harmoniser d'une part le régime indemnitaire des agents, d'autre part leur règlement intérieur. Cet ensemble de mutualisation a eu pour effet de faciliter l'accès aux différents services pour les usagers et de garantir une cohérence dans les réponses apportées et de simplifier les démarches.

II - Orientations :

Compte tenu de l'évolution possible du périmètre de la Communauté d'Agglomération il n'est pas proposé d'évolution substantielle des mutualisations actuelles.

Cependant il semble opportun d'actualiser les conventions relatives à la Direction de l'aménagement (urbanisme, habitat, bureau d'études et S.C.).

De même qu'il conviendrait d'étudier les avantages et les inconvénients, pour nos collectivités, des possibilités ouvertes par la notion de « services communs ».

Bien évidemment dès que ce périmètre sera consolidé une évolution du processus de mutualisation pourra intervenir après consultation de nos communes.

III - Fiche d'impact :

- S'agissant de la gestion des ressources humaines

Par délibérations la Ville de Fiers et la Communauté d'Agglomération ont adopté un régime indemnitaire unifié et un règlement intérieur de travail mutualisé.

Le projet n'a donc pas d'impact sur les agents des 2 collectivités autres que celui existant actuellement.

- S'agissant de la gestion des ressources financières.

Les orientations proposées ne modifiant pas les mutualisations existantes il n'y a pas d'impliquations financières nouvelles.

Pour mémoire vous trouverez ci-dessous un historique de la montée en puissance du processus de mutualisation :

B - EVOLUTION DU SCHEMA DE MUTUALISATION A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2017 :

L'extension du périmètre de Fiers Agglo oblige a des évolutions du schéma de mutualisation actuel

1 - LA PRISE EN COMPTE DES FAITS

Il va s'agir tout d'abord, de l'exploitation de certains équipements qui deviennent des équipements communautaires :

- Gestion du swim golf à La Ferté Macé.
- Ouverture, fermeture et maintenance de l'aire d'accueil des gens du voyage à la Ferté Macé.
- Gestion de l'accueil d'urgence.
- Entretien des stations ou des postes de refoulement pour l'assainissement collectif
- Etc ..

Or les personnels en charge de la gestion de ces équipements ne sont pas devenus communautaires parce que la charge de travail qu'ils représentent dans leur temps de travail ne justifiait pas leur transfert à FA. Il a donc été décidé de les maintenir dans leur commune.

Pour autant, il apparaît de bonne gestion de contractualiser avec les communes concernées afin d'assurer le service public aux usagers.

Il va s'agir, ensuite, de s'assurer d'une continuité de service sur les équipements distants pour des fonctions d'appui :

- Remplacements de personnel.
- Entretien et réparations sur les bâtiments
- Etc

(à aussi, il apparaît de bonne gestion tant en termes de réactivité qu'en termes de maîtrise des effectifs de maintenir une coopération avec les communes

De même certaines des conventions de mutualisation existantes doivent être actualisées du fait

- De l'intégration d'agents sur les fonctions d'appui (finances et personnel notamment).
- de l'évolution des missions ou leur mise en œuvre.

Par ailleurs, l'étude des avantages et des inconvénients, pour nos collectivités des possibilités ouvertes par la notion de « services communs », reste d'actualité

Enfin la convention de mutualisation n° 6 relative au Bureau d'Etudes (BE) et au Système d'Information Géographique, datant de 2007, doit être revue. Cette convention pourrait être la « norme » dont se doit Fiers Agglo et ses communes sur les modalités d'intervention du BE. Et une autre convention pourrait être relative aux modalités de mutualisation du Système d'Informations Géolocalisées

2 -- LES PROPOSITIONS D'ACTUALISATION DU SCHEMA DE MUTUALISATION :

a) Les orientations :

Afin de mettre en œuvre les orientations ci-dessus il vous est proposé de structurer le schéma de mutualisation en 4 pôles :

- 1 – Un pôle gouvernance « FA-Ville de Fiers Ville de La Ferté Macé »
- 2 – Un pôle « Organigramme commun Fiers Agglo-Ville de Fiers »
- 3 – Un pôle « Mutualisation de services Fiers Agglo Ville de La Ferté Macé »
- 4 – Un pôle « Mutualisation de Prestations de services » avec les autres communes

Le premier pôle comprend en réalité 2 conventions :

La 1^{ère} met en place un corpus de règles communes à l'ensemble des mutualisations de services entre FA et les 2 villes

La 2^{ème} met en place une gouvernance administrative commune entre FA et les 2 villes. Cette gouvernance sera composée de 3 agents : 1 DGS et 2 DGA

Le 2nd pôle est constitué de l'organigramme commun entre FA et la Ville de Fiers dont la singularité repose sur la très forte intégration du règles communes : Règlement Intérieur de Travail Mutualisé, régimes indemnitaire unifié, réunions des CT et CHSCT conjoints.

Le 3^{ème} pôle rassemble l'ensemble des conventions FA ville de La Ferté Macé qui ne peut être intégré du fait des singularités ci-dessus rappelées et des distances

Le 4^{ème} pôle rassemble l'ensemble des conventions de mutualisations de prestations de service entre FA et l'ensemble des autres communes

Un tableau synoptique, reprenant l'ensemble des éléments connus à ce jour, est joint au présent schéma de mutualisation.

Bien évidemment ce schéma pourra être actualisé en fonction des besoins qui s'avèreraient nécessaires.

3 -- FICHE D'IMPACT :

- S'agissant de la gestion des ressources humaines

Les orientations proposées ne modifient pas sensiblement les situations des agents sauf dans quelques cas.

Il y aura donc lieu de compléter la convention par une fiche d'impact

- S'agissant de la gestion des ressources financières

Les orientations proposées ont pour objectif de ne pas changer les équilibres budgétaires tant de FA que des communes concernées

L'impact sera donc limité voire inexistant

[illegible]

[illegible]

Annexe à la délibération du C.M. 26
n° 2012.594 en date du 19/02/2018
Le Maire.

Le Maire.



YVES GOLASDOUE

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-595	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

**MODALITES DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le	Séance ouverte à	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-595	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 4		20	31.01.18	4	
	GESTION FINANCIERE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 18	N° délibération 2018-595

OBJET	MODALITE DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
-------	---

AR/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 10 du 14 avril 2014, vous avez élu les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

L'Ordonnance n° 2015-899 et le Décret n° 2016-360 relatifs aux marchés publics ne prévoient pas les modalités de remplacement des membres de la CAO, contrairement à l'ancien Code des Marchés Publics. Il appartient dès lors à chaque acheteur de définir ces règles. Il vous est donc proposé de décider que les règles fixées par l'ancien Code des Marchés Publics sont applicables en cas d'empêchement définitif d'un membre titulaire. Afin de garantir la continuité du service, il vous est également proposé de dire que ce remplacement est automatiquement effectif le jour de l'empêchement définitif du titulaire concerné et que le conseil en prend acte lors de sa réunion suivante.

En outre, le Règlement Intérieur pour la passation des Marchés selon une procédure adaptée, adopté par délibération du 20 juin 2016, prévoit que la Commission des Marchés passés selon une Procédure Adaptée (COMAPA) est constituée des membres de la CAO. En cas de remplacement d'un membre de la CAO, le nouveau membre devient donc automatiquement membre de la COMAPA.

Par ailleurs, dans une démarche de développement durable et de promotion du numérique, la Collectivité pourrait envoyer les convocations aux CAO et COMAPA de façon dématérialisée, sous réserve de l'accord de chacun des membres. Il vous est donc proposé de prendre acte de cette démarche.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - DECIDER

- qu'il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-595	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

- que ce remplacement est automatiquement effectif le jour où le membre remplacé est définitivement empêché. Le Conseil prend acte de la nouvelle composition de la CAO à sa réunion suivante.
- qu'il est procédé au renouvellement intégral de la CAO lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

2 - PRENDRE ACTE de l'envoi par voie dématérialisée des convocations aux CAO et COMAPA, sous réserve de l'accord de chaque membre de ces commissions.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GONSDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20180219-2018-595-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

TD/VV

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.02.18	2018-596	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES MODIFICATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2018-578 à 2018-582	21	26
Quorum : 17	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Régistre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-596	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4		20	31.01.18	5	
GESTION FINANCIERE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				19	2018-596

OBJET	COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - MODIFICATION
-------	---

AR/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 10 du 14 avril 2014, vous avez élu les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) suivants :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Liste 1 : M. HAMEL	Serge HAMEL Liliane POL Annick ROBIN-MOITRY Christiane PERRET	Jacques DUPERRON Irène COJEAN Michèle POLVE Jean-Pierre HUREL
Liste 2 : M. LEVERRIER	Jean-Marc LEVERRIER	Istvan GASZ

Par délibération précédente de ce jour, vous avez défini les modalités de remplacement des membres de la CAO définitivement empêchés.

M. LEVERRIER, titulaire de la liste n° 2 (annexée au présent rapport), ayant démissionné de ses fonctions de conseiller municipal le 28 décembre 2017, il convient de prendre acte de la nouvelle composition de la CAO.

Le remplacement de M. LEVERRIER est assuré par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. A ce titre, M. GASZ est titularisé.

Le remplacement du suppléant titularisé est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier. Madame HAVAS devient donc suppléante.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Séance du 19 Février 2018

CM 26

Question 2018-596

COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
MODIFICATION

ANNEXE

LISTE n° 2 présentée lors de l'élection de la Commission d'Appel d'Offres le 14 avril 2014

TITULAIRES ET SUPPLEANTS		
1	Jean-Marc	LEVERRIER
2	Istvan	GASZ
3	Catherine	HAVAS
4	Philippe	SENAUX
5	Sylvie	DUFOUR

TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-597	1,2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

MODALITE DE RENOUELEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE DELEGATION DES SERVICES PUBLICS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSEN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-597	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4		20	31.01.18	6	
GESTION FINANCIERE					
CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				20	2018-597

OBJET	MODALITE DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE DELEGATION DES SERVICES PUBLICS
--------------	---

AR/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 40 du 11 juin 2014, vous avez élu les membres de la Commission de Délégation de Services Publics (CDSP) conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le CGCT ne prévoyant pas les modalités de remplacement des membres de la CDSP, il appartient à chaque acheteur de définir ces règles. Il vous est proposé d'adopter les mêmes règles pour le remplacement des membres de la CDSP que pour le remplacement des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) que vous avez adoptées par délibération précédente de ce jour.

Afin de garantir la continuité du service, il vous est également proposé de dire que ce remplacement est automatiquement effectif le jour de l'empêchement définitif du titulaire concerné et que le conseil en prend acte lors de sa réunion suivante.

Par ailleurs, dans une démarche de développement durable et de promotion du numérique, la Collectivité pourrait envoyer les convocations aux CDSP de façon dématérialisée, sous réserve de l'accord de chacun des membres. Il vous est donc proposé de prendre acte de cette démarche.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - DECIDER

- qu'il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-597	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

- que ce remplacement est automatiquement effectif le jour où le membre remplacé est définitivement empêché. Le Conseil prend acte de la nouvelle composition de la CDSP à sa réunion suivante.
- qu'il est procédé au renouvellement intégral de la CDSP lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

2 - PRENDRE ACTE de l'envoi par voie dématérialisée des convocations aux CDSP, sous réserve de l'accord de chaque membre de ces commissions.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

081-216101891-20180219-2018-597-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018

TD/VV

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-598	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 26 DU 19.02.18

22 questions, numérotées de 2018-578 à 2018-599

DELIBERATION

NOMENCLATURE DES MARCHES PUBLICS ADOPTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUE, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointe : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD, Marie-Noël LEBOULEUX

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	2018-583 à 2018-588
	Serge HAMEL	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Inès CHATÉ	Irène COJEAN	
	Sonia LAFAY	Gaëlle PIOLINE	
	Antonio CORREIA	Noël DJEZAIRI	
	Christiane PERRET	Dominique ARMAND	

Excusés : Richard RIHOUEY (2018-578 à 2018-582), Mathieu HELLOUIN et Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance)

Absents : Charles-Henri GRIGY (2018-578 à 2018-582), Laurent JUMELINE (2018-578 à 2018-593), Annick ROBIN-MOITRY et Hubert ROBILLARD (ensemble de la séance)

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2018-578 à 2018-582	21	26
	2018-583 à 2018-588	22	28
	2018-589 à 2018-593	23	28
	2018-594 à 2018-599	24	29

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Closure effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
13.02.18	18 h 45	Jacques DUPERRON	22 h 00	20.02.18	21 FEV. 2018

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-598	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 4		20	31.01.18	7	
	GESTION FINANCIERE					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre 21	N° délibération 2018-598

OBJET	NOMENCLATURE DES MARCHES PULICS - ADOPTION
-------	--

AR/VV

Chers Collègues,

L'article 21 du Décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics fixe les règles de computation des seuils permettant de déterminer la procédure à suivre lors du lancement d'une procédure de marché public.

En ce qui concerne les marchés de travaux, le cumul des montants se fait par opération en tenant compte du montant total des travaux ainsi que des fournitures et des services mis à la disposition du titulaire par l'acheteur lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux.

Pour les fournitures courantes et services, il est procédé à une estimation de la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle.

Afin de mettre en œuvre ces règles, il convient, d'une part, de mettre en place une nomenclature des marchés publics permettant de cumuler le montant des fournitures et services considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres.

Il vous est proposé d'adopter la nomenclature annexée au présent rapport. Cette nomenclature pourra faire l'objet d'adaptations en fonction de l'évolution des besoins de la collectivité par délibération du Conseil.

D'autre part, il convient de procéder à la création d'unités fonctionnelles concernant une pluralité de fournitures et services considérés comme homogènes parce qu'ils concourent à la réalisation d'un même objet. La création des unités fonctionnelles est une décision relative à la préparation des marchés publics. Elle fait donc partie de la délégation n° 4 accordée par le Conseil à Monsieur le Maire par délibération n° 4 du 14 avril 2014, lorsque son montant estimé est inférieur aux seuils des procédures formalisées. Si son montant est supérieur aux seuils des procédures formalisées, la création de l'unité fonctionnelle doit faire l'objet d'une délibération.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-598	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ADOPTER** la nomenclature des marchés publics annexée à la présente délibération.
- 2 - DIRE** que la modification de la nomenclature fera l'objet d'une délibération.
- 3 - CONSTATER** que Monsieur le Maire est habilité à créer, par décision, des unités fonctionnelles dont le montant estimé est inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101891-20180219-2018-598-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2018

Publication : 21/02/2018



Annexe à la délibération 2018-598
du CM 26 du 19 février 2018
Le Maire,

Yves GOASDOUE

MARCHES PUBLICS

Nomenclature de fournitures et de prestations de services homogènes

(Prise pour l'application de l'article 21 du Décret n° 2016-360 du
25 mars 2016 relatif aux marchés publics)

LES EXEMPLES DONNES AU SEIN DE CHAQUE NUMERO DE NOMENCLATURE SONT FOURNIS A TITRE
INDICATIF ET NON EXHAUSTIF.

NUMERO	INTITULE
FOURNITURES	
FOURNITURES ALIMENTAIRES	
Denrées alimentaires	
10.10	Boissons (alcoolisées ou non)
10.11	Pains et pâtisseries.
10.12	Epicerie
10.13	Nourriture pour animaux.
FOURNITURES DE BUREAU	
Papier et produits de l'édition	
11.10	Tout type de papiers et cartons (Toutes matières et tous formats).
11.11	Journaux, revues et périodiques d'information générale : <ul style="list-style-type: none"> - Journaux : quotidiens d'information générale, à diffusion internationale, nationale, régionale ou locale. - Revues et périodiques : hebdomadaires et magazines d'information générale, périodiques sportifs, d'information économique, domestique, culturelle, pour la jeunesse. - Abonnements électroniques de presse et à des publications en ligne (encyclopédies, dictionnaires).
11.12	Journaux, revues et périodiques spécialisés : <ul style="list-style-type: none"> - Journaux, revues et périodiques spécialisés scientifiques, économiques, juridiques, philosophiques, techniques.
11.13	Imprimés pour la communication: <ul style="list-style-type: none"> - Notices techniques, répertoires, nomenclatures, annuaires, bottins administratifs. - Plaquettes, affiches, programme, journal d'exposition, dépliants... - Journal de la collectivité
11.14	Autres imprimés : <ul style="list-style-type: none"> - Tickets, billets, formulaires administratifs.
11.15	Supports d'impression : <ul style="list-style-type: none"> - Matrices, plaques, cylindres, etc., pour l'impression, clichés et formes imprimantes, caractères d'imprimerie, pierres lithographiques.
11.16	Livres.

11.17	Livres non scolaires et documents
11.18	Documents sonores, audio-visuels et numériques
Petites fournitures de bureau	
12.10	Petites fournitures de bureau : <ul style="list-style-type: none"> - Enveloppes et pochettes postales. - Etiquettes en tous genres, adhésives ou non, imprimées ou non. - Produits d'édition divers : calendriers, blocs éphémérides, décalcomanies. - Papeterie scolaire et commerciale : cahiers, carnets, classeurs, reliures, chemises, registres, livres comptables, carnets à souches, manifsolds, agendas albums pour timbres et photographies. - Autres articles de papeterie. - Encres de bureau et de dessin. - Rubans adhésifs sur support plastique. - Articles scolaires et de bureau en matières plastiques. - Articles divers en matière plastiques : statuettes et articles d'ornement en matière plastiques, garnitures pour meubles. - Stylos et crayons à bille. - Stylos à plume. - Assortiments d'articles pour écriture et parties. - Crayons. - Instruments de bureau divers - Fournitures métalliques de bureau. - Petits articles métalliques de bureau. - Articles d'ornement métalliques. - Articles de maroquinerie pour bureau.
Mobilier	
13.10	Plans et tables : <ul style="list-style-type: none"> - De bureau, de réunion, de restauration, de cuisine.
13.11	Mobilier et sièges de bureau : <ul style="list-style-type: none"> - Domestiques, de bureau, de collectivités, d'atelier. - Caissons de bureau ou de cuisine, armoires, vestiaires, bibliothèques, rayonnages, buffets, bahuts, placards, vitrines d'affichage.
13.12	Mobilier adaptation du poste de travail en raison d'une maladie professionnelle : <ul style="list-style-type: none"> - Caissons de bureau ou de cuisine, armoires, vestiaires, bibliothèques, rayonnages, buffets, bahuts, placards, vitrines d'affichage.
13.13	Mobilier scolaire
MONNAIES ET BIJOUX	
Monnaies et bijoux et coupes	
14.10	Monnaies, bijoux et trophées: <ul style="list-style-type: none"> - Monnaies et médailles. Bijoux, articles de joaillerie et orfèvrerie
14.11	Coupes et trophées.

MENAGE, ENTRETIEN, PRODUITS ET APPAREILS DOMESTIQUES

	Produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie
15.10	<p>Produits d'entretien à usage domestique, articles de droguerie, de la table et matériels pour la restauration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Papiers sanitaires et domestiques : papier hygiénique, mouchoirs, serviettes à démaquiller, articles d'essuyage ménager, serviettes et nappes en papier. - Articles cellulosiques d'hygiène : garnitures périodiques et autres articles en ouate de cellulose, vêtements et protèges-vêtements en papier à jeter. - Vaisselle en papier ou en carton : plats, gobelets en carton, couverts à usage alimentaire. - Blocs filtrants : blocs et plaques filtrantes en pâte à papier. - Produits gras : white spirit, essence de thérébenthine, alcool à brûler. - Glycérine. - Agents tensio-actifs. - Savons. - Produits de nettoyage. - Désodorisants ménagers. - Cires artificielles. - Produits à briller. - Produits à récurer. - Produits décapants : acétone, acides, javel, trichlore, eau oxygénée, ammoniac. - Colles et gélatines. - Huiles essentielles - Articles ménagers en matière plastique. - Verres à boire. - Verrerie domestique : plats en verre ou en vitrocéramique pour la cuisson ; plaques de cuisson en vitrocéramie ; objets divers pour le service de table et articles décoratifs en cristal ou en verre ordinaire. - Vaisselle (de ménage ou pour collectivité) : services à table, à thé, à café, et accessoires divers pour la cuisine (cocottes, plats, cruches, pots) ou divers : cendriers, vases. - Bouchons. - Dessous de plat. - Coupe pain - Cintres. - Articles pour la cuisine et la table - Ornements en céramique : bibelots, statuettes et autres objets d'ornementation en céramique, vase, cache-pots, objets funéraires ou religieux, bonbonnières. - Ciseaux. - Allumettes. - Petite recharges de gaz. - Bougies, chandelles, cierges. - Fleurs artificielles. - Briquets et articles de fumeurs. - Brosserie de nettoyage.
15.11	<p>Appareils électro-ménagers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réfrigérateurs et congélateurs domestiques. - Lave-vaisselle domestiques. - Lave-linge domestiques. - Hottes aspirantes et ventilateurs domestiques. - Aspirateurs et robots de cuisine. - Fers à repasser et sèche-cheveux. - Petits appareils électrothermiques ménagers. - Chauffe-eau électriques. - Radiateurs électriques. - Fours à micro-ondes. - Cuisinières, fours, et tables de cuisson domestiques électriques. - Résistances chauffantes. - Parties d'appareils électroménagers divers.

	<ul style="list-style-type: none"> - Cuisinières, fours et tables de cuisson à gaz. - Appareils de chauffage non électrique. - Générateurs et distributeurs d'air chaud. - Chauffe-eau à gaz. - Parties d'appareils de cuisson ou de chauffage non électrique
15.12	Appareils pour l'entretien, le ménage et le lavage : <ul style="list-style-type: none"> - Matériel d'aspiration - Auto laveuse - Compresseur - Nettoyeur
FOURNITURES SCOLAIRES ET PERI-SCOLAIRES	
LIVRES	
16.10	Livres scolaires <ul style="list-style-type: none"> - Livres scolaires, manuels et cahiers d'exercices et de travaux pratiques qui les complètent (enseignements primaire, secondaire et universitaire, en toutes matières). - Littérature (romans, nouvelles, poésie, théâtre, critiques, bibliographies) - Essais et ouvrages documentaires (livres scientifiques, techniques et médicaux, sciences humaines et sociales, économie, droit, gestion, religion, atlas). - Livres pour la jeunesse. - Encyclopédie et dictionnaires : encyclopédies généralistes ou thématiques, dictionnaires de la langue française, unilingues, bilingues ou multilingues. - Bandes dessinées. - Partitions musicales.
Petites fournitures scolaires	
17.10	Petites fournitures scolaires : <ul style="list-style-type: none"> - Gomme - Equerres - Matériel de traçage - Cahier - Crayon et stylos - Peinture - Toutes fournitures utiles à une activité pédagogique
Matériels de jeux d'enfants pour jardins publics ou similaires	
18.10	Matériels de jeux d'enfants pour jardins publics ou similaires : <ul style="list-style-type: none"> - Balançoires, toboggans etc.... - Pièces détachées.
Instruments de musique, jeux et jouets	
19.10	Jeux et jouets (hors matériels de jeux extérieurs) : <ul style="list-style-type: none"> - Poupées. - Peluches. - Accessoires pour poupées. - Trains électriques et modèles réduits. - Jouets à roues. - Puzzles. - Autres jouets.

	<ul style="list-style-type: none"> - Jeux de cartes. - Jeux vidéo. - Jeux de salle ou de table et jeux à pièces. - Postiches ou perruques. - Articles pour fêtes et divertissements. - Landaus et poussettes. - Articles de bijouterie fantaisie.
19.11	Matériel éducatif et de motricité ludique.
19.12	Instruments de musique
FOURNITURES INFORMATIQUES	
Machines de bureau et équipements informatiques	
20.10	Machines de bureau : <ul style="list-style-type: none"> - Machines de traitement de texte. - Machines à écrire. - Machines à calculer et machines comptables. - Parties et accessoires de machines à écrire. - Matériel offset de bureau. - Dictaphones. - Agendas électroniques. - Machines de bureau diverses. - Parties, accessoires de machines de bureau diverses.
20.11	Micro-ordinateurs et stations de travail : <ul style="list-style-type: none"> - Micro-ordinateurs - Portables. - Stations de travail de toute nature (cette catégorie homogène regroupe aussi bien l'unité centrale que les configurations intégrées des produits visés, y compris les modems).
20.12	Gros ordinateurs (Mainframe), serveurs, calculateurs spécialisés : <ul style="list-style-type: none"> - Exemples de calculateurs spécialisés : calculateurs numériques, calculateurs scientifiques, calculateurs pour contrôle de processus industriel, calculateurs pour le tir conçus pour des besoins militaires (cette catégorie homogène regroupe aussi bien l'unité centrale que les configurations intégrées des produits visés).
20.13	Extensions de puissance : <ul style="list-style-type: none"> - Processus supplémentaires. - Extensions de mémoire centrale. - Extensions de capacité disque.
20.14	Périphériques : <ul style="list-style-type: none"> - Unités d'entrée ou de sortie telle que imprimantes, claviers, consoles, bornes interactives, écrans, microphones, enceintes, scanners, matériel de reconnaissance optique de caractères, lecteur optique, lecteurs de code à barres, crayon optique, souris, Webcam, lecteurs de DVD, caméras, tables graphiques, clef USB.
20.15	Équipements de réseaux informatiques : <ul style="list-style-type: none"> - Câblage et éléments passifs de réseau (câbles, supports et équipements d'extrémité, armoires de brassage). - Équipements actifs de réseau étendu (appareils destinés à émettre et/ou recevoir sur un réseau étendu quel que soit le média utilisé, câbles optiques ou hertziens destinés à un réseau informatique). - Équipements de sécurité logique pour réseau informatique (systèmes de chiffrement, réseaux virtuels privés, signature électronique).

20.16	Consommables et autres fournitures : <ul style="list-style-type: none"> - Supports informatiques : disquettes, cd-rom, DVD. - Consommables pour imprimantes (sauf papier). - Autres consommables techniques tels que tapis de souris, filtres pour écran. - Pièces détachées. - Unités de disques, lecteurs de cd-rom, graveurs de cd-rom. - Eléments de connectique.
20.17	Matériel d'impression : <ul style="list-style-type: none"> - Fax. - Imprimante. - Photocopieur.
Equipements de radio, télévision et communication	
21.10	Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et/ou de l'image : <ul style="list-style-type: none"> - Récepteurs de radio. - Autoradios. - Récepteurs de télévision. - Platines disques. - Magnétophones. - Magnétoscopes et caméscopes. - Microphones. - Matériels électroacoustiques divers. - Amplificateurs électriques. - Récepteurs de radiotéléphones. - Antennes. - Supports de données.
21.11	Equipements de téléphonie : <ul style="list-style-type: none"> - Emetteurs et émetteurs-récepteurs de radiotélégraphie et de radiotéléphonie fixes ou mobiles. - Emetteurs-récepteurs de télécommunication à bord des satellites. - Emetteurs-récepteurs de CB, talkie-walkies, micros sans fil, combinés sans fil. - Matériel de commutation de ligne ou par paquet, standards téléphoniques. - Matériel de transmission : récepteurs, amplificateurs. - Salles de téléconférence et cabines téléphoniques. - Parties de matériel téléphonique.
21.12	Terminaux de téléphonie : <ul style="list-style-type: none"> - Radio-téléphones portatifs (cellulaires), y compris destinés aux véhicules. - Postes téléphoniques d'usagers et autres terminaux, récepteurs (télécopieurs, télécopieurs). - Terminaux vidéotex (minitel).
21.13	Equipements de réseaux de télécommunication : <ul style="list-style-type: none"> - Routeurs. - Commutateurs. - Concentrateurs. - Modems. - Autres équipements de réseau téléphonique, y compris le câble nécessaire à l'installation du réseau.
21.14	Matériels photographiques et cinématographiques : <ul style="list-style-type: none"> - Objectifs photographiques. - Appareils de prises de vue spéciales photographiques. - Appareils photographiques. - Equipements photographiques de complément. - Lecteurs de microfiches. - Parties et accessoires de matériel photographique. - Projecteurs de diapositives. - Caméras cinématographiques. - Projecteurs de films. - Objectifs cinématographiques. - Equipement cinématographique de complément. - Ecrans de projection.
21.15	Appareils de transmission audiovisuelle hors téléphones

FOURNITURES POUR LE DOMAINE SPORTIF

Matériels de sport

- | | |
|-------|--|
| 22.10 | Matériels de sport : <ul style="list-style-type: none">- Matériels pour sports collectifs.- Matériels pour sports nautiques.- Matériels pour l'athlétisme.- Articles divers pour le sport. |
|-------|--|

HABILLEMENT

Produits pour l'habillement et la protection des personnes.

- | | |
|-------|---|
| 23.10 | Vêtements et équipement de protection individuel : <ul style="list-style-type: none">- Combinaisons, vêtement de protection, pantalons et salopettes de travail, blouses et tabliers de travail.- Protection auditive, oculaire et respiratoire.- Tout vêtement de protection individuelle.- Gants |
| 23.11 | Linge de maison, articles d'ameublement et de literie. |
| 23.12 | Vêtements (hors vêtements de protection et uniformes): <ul style="list-style-type: none">- Pull-overs et articles similaires.- Vêtements de dessus, en tissu ou en maille (manteaux, pardessus, paletots, pélerines, ponchos, duffel-coats, trench-coats, parkas, cabans, anorak, gabardines, canadiennes, vêtements de pluie, costumes, vestes, pantalons, shorts, ensembles, tailleurs, vestons, robes, jupes, fracs, smokings).- Vêtements de sport ou de loisir, en maille ou en tissu.- Vêtements de dessous (tee-shirts, maillots de corps...).- Ceintures, écharpes, cravates, mouchoirs, bretelles, foulards, épaulettes, articles de chapellerie, etc., en textile, maille, cuir. |
| 23.13 | Uniformes. |
| 23.14 | Chaussures et bottes (quelle que soit la matière) : <ul style="list-style-type: none">- Chaussures, articles chaussants et accessoires de chaussures, y compris chaussures isolantes ou de sécurité. |
| 23.15 | Produits textiles divers. |

FOURNITURES POUR LA SECURITE

- | | |
|-------|--|
| 24.10 | Matériel de sécurité : <ul style="list-style-type: none">- Trousse de premier secours- Extincteurs- Défibrillateurs |
|-------|--|

24.11	Système de protection : <ul style="list-style-type: none"> - Alarme anti-intrusion. - Systèmes de protection.
FOURNITURES POUR LA VOIRIE	
Produits pour la construction, le revêtement routier et la signalisation	
25.10	Produits composites pour revêtements routiers : <ul style="list-style-type: none"> - Enrobés pour revêtements routiers. - Bitumes et asphaltes naturels. - Bitumes fluxés. - Emulsions de bitumes. - Granulats
25.11	Equipements et dispositifs de signalisations et de sécurité pour la circulation et le stationnement : <ul style="list-style-type: none"> - Equipements et matériels de signalisation, y compris lumineuse, pour la circulation routière. - Dispositifs de retenues (glissières). - Barrières - Bornes escamotables - Peinture routière. - Horodateurs - Equipement de déneigement
25.12	Véhicules pour l'entretien de la voirie : <ul style="list-style-type: none"> - Déneigeuse - Balayeuse - Epareuse - Tout véhicule utile à l'entretien de la voirie
25.13	Accessoires de voirie <ul style="list-style-type: none"> - Accessoires en fonte, cadres et tampons - Articles et produits en béton (regards, réhausse regards) - Equipements d'assainissement PVC ou PEHD - Fourreaux et grillage avertisseur (
25.14	Divers <ul style="list-style-type: none"> - Sel pour le déneigement
Produits d'extraction	
26.10	Produits d'extraction énergétiques : <ul style="list-style-type: none"> - Charbon non aggloméré. - Agglomérés de houille. - Lignite. - Tourbe. - Pétrole brut. - Gaz naturel. - Sables et schistes bitumineux. - Minerais d'uranium.

26.11	Produits d'extraction non énergétiques : <ul style="list-style-type: none"> - Minerais de toutes natures. - Pierres, graviers et galets. - Sels destinés à l'industrie, au traitement des eaux, au déneigement, saumures pour l'industrie, eaux mères pour salines.
FOURNITURES POUR LES ESPACES VERTS	
Produits de l'agriculture, de la pêche et des industries agricoles (autres qu'à l'état de denrées alimentaires)	
27.10	Fertilisant et produit d'amendement : <ul style="list-style-type: none"> - Amendement calcaire (chaux, etc....). - Amendement organique. - Amendement sableux. - Amendement divers. - Engrais de toutes nature et sous toute forme : liquide ou solide, pour tout usage (production, arbre etc....)
27.11	Pesticides : <ul style="list-style-type: none"> - Herbicides et débroussaillants. - Fongicides. - Insecticides. - Molluscicides. - Nématocides. - Répulsifs. - Substances de croissance. - Divers.
27.12	Gazons : <ul style="list-style-type: none"> - Gazon en plaquage. - Graines de gazon d'ornement. - Graine de gazon fourrager. - Graines de mélange prairial.
27.13	Plantes annuelles : <ul style="list-style-type: none"> - Graines. - Jeunes plants. - Produits finis.
27.14	Plantes bisannuelles : <ul style="list-style-type: none"> - Graines. - Jeunes plants. - Produits finis.
27.15	Végétaux de pépinière : <ul style="list-style-type: none"> - Végétaux ligneux. - Plantes vivaces.
27.16	Plantes d'intérieur : <ul style="list-style-type: none"> - Jeunes plants. - Produits finis.

27.17	Substrats : <ul style="list-style-type: none"> - Terreaux de rempotage. - Tourbe. - Terre de bruyère. - Vermiculite. - Terreaux de semis.
27.18	Animaux (autres qu'à l'état de denrée alimentaire humaine) : <ul style="list-style-type: none"> - Poissons. - Oiseaux. - Divers.
27.19	Bois traité pour aménagement extérieur : <ul style="list-style-type: none"> - Rondins. - Planchers. - Panneaux. - Divers.
27.20	Fournitures horticoles : <ul style="list-style-type: none"> - Pot de terre cuite. - Pots et conteneurs plastiques. - Toiles. - Ceinture. - Tuteur. - Ligature. - Etiquette. - Mulch. - Produits minéraux. - Divers.
27.21	Fourniture de fleuristerie.
27.22	Pièces pour réseau d'irrigation.
27.23	Produits industriels à usage des espaces verts.
27.24	Produits sylvicoles : <ul style="list-style-type: none"> - Bois - Ornaments végétaux (mousses, racines, feuillages décoratifs, arbres de Noël, écorce...). - Arbre sur pied.
27.25	Fourniture de matériel de propreté canine: <ul style="list-style-type: none"> - Cani-site - Sac détachable pour cani-site - Produits de désinfection des locaux de la fourrière
27.26	Fourniture de fourrages et litières pour animaux.

Produits du bois

28.10	Produits du travail du bois : <ul style="list-style-type: none"> - Laine, farine, plaquettes et particules de bois. - Sciures et déchets de bois. - Emballages en bois (palettes, caisses, cageots, tonneaux, cuves, tourets et tambours, en bois). - Articles décoratifs, articles d'ameublement, cadres, ruches, clôtures. - Articles en lièges tels que flotteurs, blocs, plaques, feuilles et dalles en liège aggloméré. - Articles en toutes matières à vanner ou à tresser (sauf meubles ou sièges en rotin et tresses métalliques).
-------	---

Outillage et machines

29.10	Petit Outillage non motorisé : <ul style="list-style-type: none"> - Outils à main agricoles. - Lames de scies, outils à mains divers. - Outillage pour machines. - Outils, manches en bois. - Brouettes, diables, charrettes à bras, chariots de manutention sans moteur, buffets roulants, véhicules à traction animale. - Echelles, escabeaux métalliques. - Outillage à main pour les espaces vert.
29.11	Machines agricoles : <ul style="list-style-type: none"> - Motoculteurs. - Tracteurs agricoles légers. - Tracteurs agricoles moyens. - Tracteurs agricoles lourds. - Tracteurs agricoles d'occasion. - Matériel de labour. - Autres matériels de préparation de sol. - Matériel de semis et de plantation. - Distributeur d'engrais. - Autres matériels de culture. - Tondeuses à gazon. - Faucheuses. - Autres appareils de fenaison. - Ramasseuses-presses. - Matériel de récolte des grains, fruits et légumes. - Matériel pour la protection des cultures. - Remorques agricoles. - Matériel de nettoyage, tri et ciblage des œufs et des fruits. - Matériel d'exploitation laitière. - Autres matériels d'élevage. - Matériels agricoles pour le traitement du grain. - Autres matériels agricoles. - Pièces et parties du matériel agricole. - Matériel pour les espaces verts (grobroyeur, souffleur feuilles...)

FOURNITURES POUR LE PATRIMOINE

30.10	Matériaux de construction (bâtiments, voirie): <ul style="list-style-type: none"> - Menuiseries de bâtiment - Articles divers en matières plastiques pour le bâtiment. - Matériaux à base de verre - Autres matériaux céramiques réfractaires : matériaux réfractaires de construction (briques, dalles) ou de revêtement en céramique réfractaire (à base de magnésie, dolomie, chromite, alumine). - Mortiers réfractaires : ciments, enduits, bétons, pisés, réfractaires ou prêts à l'emploi. - Carreaux en céramique : carreaux de revêtement, dalles, tomettes en céramique ou en terre cuite, émaillées ou non, sur support ou non, carreaux de type mosaïque. - Briques en terre cuite : briques de construction en terre cuite pleines, perforées ou creuses. - Tuiles en terre cuite : tuiles et accessoires pour couverture en terre cuite, conduits de fumée, boisseaux, claustrats et autres poteries de bâtiments en terre cuite. - Produits divers en terre cuite : tuyaux, drains et écoulements pluviaux en terre cuite. - Clinkers de ciment. - Ciments broyés : ciments portland et ciments alumineux calciques, ciments rapides et liants hydrauliques à maçonner. - Chaux vive, éteinte et chaux hydraulique. - Plâtres durs et fins pour moulage.
-------	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Matériaux de construction en béton : tuiles, carreaux, dalles, blocs, pavés... - Eléments préfabriqués en béton pour la construction : poutrelles et dalles préfabriquées pour planchers en béton ; éléments et de façade, volées d'escaliers et conduits préfabriqués, en béton, éléments pour voirie (bordure, caniveaux) et traverses en béton, équipements pour épuration (fosses septiques et accessoires) en béton, poteaux et candélabres en béton, plaques et poteaux de clôture en béton. - Tuyaux en béton : tuyaux divers en béton, cylindriques, ovoïdes, etc., armés, précontraints ou non. - Eléments en plâtre pour la construction : carreaux, et plaques, cloisons sèches à parements plâtre. - Béton prêt à l'emploi. - Mortiers et bétons secs : mortiers et bétons non réfractaires, sous forme pulvérulente, enduits de ragréage ou de parement présenté sous les mêmes formes. - Ouvrages en bois ciment : matériaux isolants en fibres végétales agglomérées avec un liant hydraulique. - Ouvrage en cellulose ciment : ou similaires. - Autres ouvrages en plâtre : ouvrages ornementaux à base de plâtre (statues, fresques) ou stuc et moulages. - Autres ouvrages en béton : bacs à fleurs, éléments décoratifs. - Ouvrages en marbre ou en travertin : plaques en marbre ou travertin pour le revêtement de sol et murs, ouvrages de marbreries funéraires, dallages en marbre reconstitué, ouvrages ornementaux en marbre ou en albâtre. - Ouvrages en autre pierre : pavés, bordures de trottoirs, dallages en pierre, éléments de pierre pour monuments funéraires, plaques d'ardoise, dallages et éléments de bardage et de couverture en ardoise, objets d'ameublement, de décoration et sculptés en pierre, cheminées ou manteaux en pierre. - Pièces isolantes. - Matériaux d'isolation : laine de verre, de roche etc... - Produits verrier (y compris petites fournitures associées, ex : mastic) - Fibres de verre isolation : fibres de verre en mats, en panneaux, en coquille, en nappe, en masse - Moulages en verre pour le bâtiment : pavés, dalles, tuiles, en verre pour la construction, verre multicellulaire et vitraux. - Constructions métalliques préfabriquées. - Tabliers de pont et passerelles métalliques. - Pylônes métalliques. - Ossatures métalliques. - Tubes et profilés en plastique. - Tubes et tuyaux rigides en matières plastiques. - Tubes et tuyaux souples en matières plastiques. - Menuiseries et fermetures métalliques. - Produits asphaltés : matériaux asphaltés pour couverture et étanchéité, bardeaux. - Produits bitumeux : mastics bitumeux, cut-backs et produits similaires. - Poutres, planches, voliges, lattes, bois profilés, lames pour parquets, lambris, moulures, baguettes, plinthes. - Charpentes et menuiseries de bâtiment en bois (portes, fenêtres, volets, coffrages en bois bardeaux, escaliers, placards). - Contreplaqués, panneaux et placages à base de bois densifié. - Plaques, feuilles et films en matières plastiques. - Plaques, feuilles et films en plastique armés, renforcés ou stratifiés. - Plaques, feuilles et films en plastique alvéolaire.
30.11	Constructions démontables : <ul style="list-style-type: none"> - Constructions préfabriquées en béton, bois ou tous autres matériaux: baraques de chantier, abris de jardin, garages, hangars, baraques de chantier, abris de jardin, serres, cabines de plage, classes mobiles, chalets en bois, pergola. - Chapiteau
Produits de la cokéfaction et du raffinage	
31.10	Produits pétroliers raffinés liquides : <ul style="list-style-type: none"> - Essences pour moteurs : ordinaire, supercarburant, avec ou sans plomb et autres additifs, mélanges pour moteurs deux temps, essences d'aviation et mélanges incorporant de l'éthanol. - Carburateurs de type essence (non compris le kérosène). - Gazoles pour moteurs Diesel, fioul domestique.

	<ul style="list-style-type: none"> - Autres fractions moyennes : naphta et fractions moyennes pour pétrochimie. - Fiouls lourds de toutes teneurs en soufre pour tous usages, fractions lourdes et condensats à retraiter. - Huiles de pétrole : huiles pour moteurs, huiles de coupe, de rinçage, de démoulage, pour transformations ou transmissions hydrauliques, huiles usagées et huiles de recyclage (non compris les huiles à base de synthèse et les liquides de frein).
31.11	Produits pétroliers raffinés gazeux : <ul style="list-style-type: none"> - Butane et propane conditionnés en bouteilles, propane livré en vrac, GPL carburant, mélanges butane propane pour aérosols. - Autres produits pétroliers gazeux : éthylène, propylène, butylène, butadiène liquéfiés et autres hydrocarbures et mélanges gazeux.
Produits chimiques	
32.10	Produits chimiques à usage industriel : <ul style="list-style-type: none"> - Huiles et graisses modifiées chimiquement. - Lubrifiant spéciaux. - Additifs pour lubrifiants et pour carburants. - Liquides pour transmission hydrauliques et freinages. - Substances peptiques. - Eléments chimiques dopés. - Charbons actifs. - Produits pour les industries textiles, du cuir et du papier. - Produits pour la métallurgie, la mécanique et la chimie. - Produits chimiques industriels divers (pour la fonderie, mortiers et béton : sorbitol, échangeurs d'ions, dérouillant, préparations œnologiques, dégrappants, correcteurs).
Produits en caoutchouc.	
33.10	Produits en caoutchouc : <ul style="list-style-type: none"> - Pneumatiques neufs pour voitures de tourisme, pour cycles et motocycles, pour camions et autocars, pour tracteur et pour l'aéronautique. - Chambres à air et bandages. - Profilés pour rechapage. - Pneumatiques usagés. - Pneumatiques rechapés. - Caoutchouc régénéré. - Demi-produits en caoutchouc. - Tubes et tuyaux en caoutchouc. - Courroies en caoutchouc. - Articles divers en caoutchouc. - Déchets en caoutchouc. - Produits divers en caoutchouc : joints et rondelles en caoutchouc moulés et découpés, bouchons, gommés, articles gonflables et protection des bateaux en caoutchouc.
Quincaillerie, outillage (y compris de construction)	
34.10	Peintures, vernis, revêtements de sols et muraux : <ul style="list-style-type: none"> - Peintures et vernis en milieu non aqueux. - Peinture pour équipements sportifs. - Couleurs préparées et compositions vitrifiables. - Préparations et adjuvants divers. - Couleurs fines. - Encres d'imprimerie. - Revêtements de sol et tapis en caoutchouc. - Revêtements en matières plastiques. - Linoléum. - Papiers peints : revêtements muraux en papier, revêtements muraux textiles.

34.11	<p>Produits de la quincaillerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipients métalliques. - Articles métalliques de bouchage. - Câbles en métaux ferreux. - Ronces artificielles et barbelées. - Grillages et toiles métalliques. - Pointes et clous. - Fils tressés pour le soudage. - Articles de visserie et ressorts. - Articles de boulonnerie visserie - Rivets et rondelles - Ressorts. - Chaines et chaînettes. - Joints métalloplastiques. - Allumeurs. - Brosse industrielle. - Abrasifs appliqués sur support : meules à moudre, broyer, aiguiser, affûter, tronçonner, rectifier ou ébarber, meulettes, disques et pierres à aiguiser en toutes matières y compris le diamant. - Ouvrages en fil de fer (cage, corbeilles, crochets à ardoise, chariots-paniers). - Bobines, tabatières, étuis à cigarettes, boîtes à outils, en métal. - Plaques adresses, plaques d'immatriculation, lettres et enseignes métalliques. - Piquets, arceaux, tendeurs, colliers de serrage, sourisère en métal. - Verres pour lignes électriques. - Cloches, clochettes, sonnettes, timbres, grelots, gongs et sonneries. - Ouvrages en plomb (conteneurs et matériels de lestage ou de protection contre les rayonnements). - Anodes pour revêtements en métaux non ferreux (galyanoplastie, nickelage, cuivrage). - Petits articles métalliques domestiques. - Robinetterie - Serrures pour le bâtiment. - Autres serrures. - Ampoules en tubes en verres pour éclairage. - Boîtes, caisses, casiers en matières plastiques.
34.12	<p>Equipements pour la construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements annexes de la construction (boîtes aux lettres, bancs, éléments de clôture). - Ouvrages moulés en fonte pour voirie. - Bornes d'incendie. - Réservoirs en matières plastiques. - Bornes fontaines. - Miroirs et vitrages isolants. - Isolateurs en verre. - Autres produits en verre technique : verrerie pour mosaïques et panneaux décoratifs. - Ouvrages de faitage gouttières en zinc ou en cuivre. - Ferrures. - Verrerie d'éclairage en verre. - Verreries d'éclairage en matière plastique. - Equipements blindés.
34.13	<p>Matériels de plomberie, sanitaire et chauffage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articles sanitaires en matières plastiques. - Appareils sanitaires en céramique : éviers, lavabos, cuvettes et réservoirs de WC, baignoires, articles divers pour la salle de bain et la cuisine. - Tuyaux flexibles en métal pour douches ou raccordement. - Radiateurs...

Matériels et équipements électriques et d'éclairage (hors quincaillerie)

35.10	Matériel électrique : <ul style="list-style-type: none"> - Générateurs de vapeur. - Auxiliaires des générateurs de vapeur. - Moteurs et génératrices à courant continu. - Moteurs universels. - Moteurs - Groupes électrogènes - Transformateurs - Parties de moteurs et génératrices électriques. - Armoires de commande électrique pour basse tension et l'équipement - Isolateurs
35.11	Equipements électriques et d'éclairage : <ul style="list-style-type: none"> - Câbles coaxiaux. - Fils et câbles électriques pour basse tension. - Fils et câbles électriques pour haute tension. - Fils et câbles informatiques et téléphoniques. - Conducteurs et câbles optiques. - Piles électriques neuves. - Accumulateurs - Phares et projecteurs scellés. - Lampes. Appareils électriques d'éclairage autonomes - Lampadaires - Appareils d'éclairage non électrique. - Enseignes lumineuses, panneaux lumineux. - Lustres, plafonniers et appliques. - Guirlandes électriques. - Appareils d'éclairage électrique extérieur. - Appareillage électrique

Produits de la métallurgie et métaux non ferreux

36.10	Produits de la métallurgie : <ul style="list-style-type: none"> - Fil machine. - Barres laminées. - Ferrailles, vieilles fontes et déchets ferreux. - Tubes en acier. - Accessoires de tuyauterie en acier. - Profilés en acier, laminé ou forgé en acier - Profilé formé à froid
36.11	Métaux non ferreux : <ul style="list-style-type: none"> - Argent. - Or. - Platine et autres métaux précieux. - Plaqués ou doublés d'or. - Plaqués ou doublés d'argent et de platine. - Déchets et débris d'or. - Déchets et débris d'autres métaux précieux. - Aluminium brut. - Barres et profilés en aluminium. - Fils en aluminium. - Tôles et bandes en aluminium. - Feuilles et bandes minces en aluminium. - Tubes et tuyaux en aluminium. - Plomb. - Zinc. - Etain. - Barres, profilés et fils en plomb. - Tables, feuilles et poudres en plomb. - Tubes, tuyaux et accessoires en plomb. - Barres, profilés, fils, feuilles et laminés en zinc.

	<ul style="list-style-type: none"> - Tubes, tuyaux et accessoires en zinc. - Barres, profilés et fils d'étain. - Tôles, feuilles, bandes et poudres d'étain. - Tubes, tuyaux et accessoires de tuyauterie en étain. - Cendres et résidus contenant principalement du zinc, du plomb, de l'étain. - Déchets et débris de plomb, zinc ou étain. - Cuivre non affiné, non allié. - Barres et profilés en cuivre. - Fils de cuivre. - Laminés en cuivre. - Feuilles en cuivre. - Tubes et tuyaux en cuivre. - Cendres et résidus contenant principalement du cuivre. - Déchets et débris de cuivre. - Autres métaux non ferreux. - Pièces de fonderie.
Instruments de précision	
37.10	Instruments de mesure des masses, des longueurs et des grandeurs physiques ou chimiques : <ul style="list-style-type: none"> - Instruments de mesure et de contrôle pour pesage, de précision ou de grande capacité. - Tables à dessins et instruments associés. - Instruments de mesure de longueur. - Instruments de mesure des masses. - Thermomètres (sauf médicaux), baromètres, densimètres, aëromètres, pyromètres, hygromètres. - Appareils pour mesurer ou contrôler le niveau, la précision ou le débit des fluides tels que manomètres et débitmètres, y compris les compteurs de chaleur. - Instruments pour analyses et essais physiques ou chimiques tels qu'analyseurs pour la chimie, biochimie, analyseurs de gaz ou de fumées, chromatographes, spectromètres et spectrophotomètres, réfractomètres, appareils pour analyse par électrophorèse, appareils pour essais de viscosité, porosité, dilatation, tension, appareils pour mesures photométriques, calorimétriques, acoustiques.
37.11	Appareils pour le contrôle automatique : <ul style="list-style-type: none"> - Instruments et capteurs de mesure de toutes natures avec fonction de régulation, tels que thermostats et manostats.
37.12	Compteurs : <ul style="list-style-type: none"> - Compteurs d'eau, de gaz, d'électricité, de fluides divers, compteurs d'étalonnage. - Compte-tours, taximètres, podomètres, compteurs de vitesse, tachymètres, stroboscopes, compteurs de tops.
Chauffages et climatisations, réservoirs, citernes	
38.10	Chauffage et climatisation, réservoirs, citernes : <ul style="list-style-type: none"> - Réservoirs et citernes métalliques. - Bouteilles et réservoirs métalliques sous pression. - Radiateurs pour le chauffage central. - Chaudières pour le chauffage central. - Parties de chaudières pour le chauffage central.
Electricité, gaz, eau	
39.10	Electricité : <ul style="list-style-type: none"> - Electricité distribuée. - Combustibles nucléaires irradiés.
39.11	Combustibles gazeux distribués

39.12	Eau : <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable. - Eaux non potables.
Machines et équipements	
40.10	Equipements mécaniques : <ul style="list-style-type: none"> - Moteurs hydrauliques ou pneumatiques à mouvement rectiligne. - Pompe volumétrique pour huile et carburant. - Autres pompes volumétriques alternatives. - Pompes volumétriques rotatives. - Pompe pour circulation de fluide. - Compresseurs frigorifiques. - Compresseurs d'air remorquables. - Compresseurs volumétriques alternatifs. - Compresseurs volumétriques rotatifs. - Autres compresseurs. - Parties de moteurs hydrauliques ou pneumatiques. - Parties de pompes à liquides. - Parties de pompes à air et compresseurs. - Détendeurs, clapets et soupapes. - Roulements. - Chaînes mécaniques. - Arbres de transmission. - Paliers et coussinets. - Boîtes de vitesses et engrenages. - Volants et poulies. - Embrayages et organes d'accouplement. - Billes, galets, rouleaux et aiguilles. - Mallions de chaînes mécaniques. - Parties d'organes de transmission diverses.
40.11	Machines d'usage général : <ul style="list-style-type: none"> - Brûleurs. - Fours industriels à combustible. - Fours industriels électriques. - Pièces détachées de fours. - Echangeurs de chaleur. - Dispositifs de conditionnement de l'air. - Equipements frigorifiques industriels. - Matériels de filtrage et de dépoussiérage des gaz. - Appareils de ventilation non domestique. - Parties et éléments de matériel aéronautique et frigorifique. - Appareils de distillation et de rectification. - Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides. - Filtres à air et filtres à huile pour moteurs thermiques. - Equipements d'emballage, de conditionnement, de routage d'expédition. - Chaîne d'emballage. - Appareils de pesage. - Dispositifs automatiques de pesage. - Appareils de projection et extincteurs. - Centrifugeuses. - Matériel de calandrage. - Machines automatiques de vente de produits. - Matériel fonctionnant sur la base d'une différence de température. - Parties de générateurs de gaz. - Parties d'appareils de centrifugation, filtration, épuration liquides et gaz. - Parties d'appareils divers d'usage général, conditionnement, pesage, projection. - Parties de machines non électriques non compris ailleurs. - Machines à laver la vaisselle de type industriel. - Pièces de machines à laver la vaisselle de type industriel.
40.12	Matériel de levage et de manutention : <ul style="list-style-type: none"> - Palans. - Treuils et cabestans. - Crics et vérins.

	<ul style="list-style-type: none"> - Ponts roulants, portiques et grues. - Chariots de manutentions automoteurs. - Matériels de manutention continue. - Autre matériel de levage et de manutention. - Parties de matériel de levage et de manutention. - Equipements pour grues. - Elévateurs, transports et convoyeurs pour mines. - Equipements de levage et de manutention aéronautiques.
40.13	Ascenseurs et monte-charges
40.14	Machines-outils : <ul style="list-style-type: none"> - Machines-outils opérant par procédés spéciaux. - Centres d'usinage, machines-outils à fonctions multiples. - Tours travaillant par enlèvement de métal. - Perceuses, aléseuses, fraiseuses pour l'usinage du métal. - Machines à fileter ou tarauder travaillant par enlèvement de métal. - Machines-outils de finition des surfaces métalliques. - Machines-outils à commande numérique travaillant par formage. - Machines-outils à commande manuelle travaillant par formage. - Presses et machines à forger. - Machines d'étirage et de travail du fil. - Machines-outils pour matériaux minéraux. - Machines-outils à bois. - Machines-outils portatives à moteur incorporé non électrique. - Machines-outils portatives à moteur électrique incorporé. - Matériel pour le soudage et le brasage. - Porte-outils. - Porte-pièce. - Plateaux diviseurs. - Parties de Machines-outils à métaux. - Parties de Machines-outils à bois et autres matériaux. - Parties de Machines-outils portatives non électriques. - Parties de Machines-outils portatives électriques. - Parties de matériels de soudage.
40.15	Autres machines d'usage spécifique : <ul style="list-style-type: none"> - Matériels et ensembles pour la métallurgie. - Parties de machines ou la métallurgie. - Machines de havage, forage et abattage. - Bouteurs et bouteurs-biais. - Niveleuses. - Décapeuses. - Compacteuses et rouleaux compresseurs. - Chargeuses et chargeuses-pelleteuses frontales. - Chargeuses et chargeuses-pelleteuses rotatives. - Pelles mécaniques, excavateurs. - Lames pour bouteurs et bouteurs-biais. - Autres matériels de travaux publics. - Tracteurs de chantiers. - Machines à laver le linge de type industriel. - Essoreuses à linge. - Moules et modèles. - Autres machines spécialisées. - Autres parties de machines spécialisées. - Tables d'enveloppe. - Soudeuse de films. - Cerceuses. - Stackers.

TRANSPORT

Matériels de transport

41.10	Véhicules automobiles (accessoires et pièces détachées compris) : <ul style="list-style-type: none"> - Moteurs pour véhicules automobiles. - Voitures particulières (y compris d'occasion, y compris location sans chauffeur). - Carrosseries automobiles. - Equipements pour automobiles : pour moteurs, autres équipements mécaniques et de carrosserie. - Graisse lubrifiants : vaseline et graisses lubrifiantes, paraffines et cires de pétrole.
41.11	Camions et véhicules utilitaires (accessoires et pièces détachées compris) : <ul style="list-style-type: none"> - Autobus et autocars (y compris d'occasion). - Véhicules utilitaires pour le transport des marchandises (y compris d'occasion), tracteurs routiers complets de véhicules. - Tombereaux automoteurs. - Camions-grues et nacelles. - Graisse lubrifiants : vaseline et graisses lubrifiantes, paraffines et cires de pétrole.
41.12	Conteneurs, caravanes, remorques (accessoires et pièces détachées compris) : <ul style="list-style-type: none"> - Conteneurs. - Caravanes. - Remorques et semi-remorques. - Parties de remorques et semi-remorques.

Transports des personnes

42.10	Transports ferroviaires des personnes (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés).
42.11	Transports routiers et urbains des personnes non handicapées (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés) : <ul style="list-style-type: none"> - Transport ferroviaire urbain et suburbain de passagers : RER, métro. - Tramway, trolleybus, bus et cars. - Transports urbains et suburbains de passagers spéciaux: ramassage scolaire, transport de personnel, navette d'aéroport en zone urbaine ou suburbaine. - Transport routier interurbain de passagers. - Transport routier interurbain de passagers, spécial : ramassage scolaire, transport de personnel, navette d'aéroport et interurbains. - Services de taxi. - Transports de personnes par véhicules à traction humaine ou animale. - Autres transports terrestres de passagers.
42.12	Location de tous véhicules avec chauffeurs, pilote ou équipage, pour transport de personnes.

Transport de marchandises

43.10	Transports routiers et urbains de marchandises.
43.11	Déménagements et gardes de meubles.

SERVICES

Services auxiliaires des transports

44.10	Manutention et entreposage.
44.11	Péages et droits de stationnement.

Services de télécommunication

45.10	Services de téléphonie filaire (abonnements et communications).
45.11	Services de téléphonie mobile (abonnements et communications).
45.12	Services de réseaux de transmission de données (abonnements et communications) : <ul style="list-style-type: none"> - Services de réseaux déviés. - Services de messagerie électronique : services de réseaux et services connexes (matériels et programmes) nécessaires pour pouvoir envoyer ou recevoir des messages par voie électronique, services d'accès au réseau internet. - Services de téléconférence. - Services de vidéo.
45.13	Maintenance des matériels de téléphonie et des équipements de télécommunication.
45.14	Maintenance des équipements des réseaux de télécommunication.
45.15	Installation et montage des matériels de téléphonie : <ul style="list-style-type: none"> - Câblage.
45.16	Services de conseils en télécommunication : <ul style="list-style-type: none"> - Services de conseils en architecture, en configuration de systèmes, et en développement de téléphonie. - Services de conseil en exploitation pour la téléphonie : Audit des contrats, élaboration des cahiers des charges, assistance à la consultation d'opérateurs en téléphonie.

Services des postes (hors monopole postal)

46.10	Acheminement de lettres et colis à vitesse normale.
46.11	Courriers express, activités de coursiers, courriers recommandés, services de boîte postale, de poste restante ou de réexpédition.
46.12	Personnalisation de documents par édition informatique, mise sous enveloppe ou film, et pose d'étiquettes : <ul style="list-style-type: none"> - Impression d'informations sur des listings ou imprimés, mailing.
46.13	Services de distribution

Assurances

47.10	Assurances du patrimoine, contrats dommages aux biens.
47.11	Assurances des personnes (maladies, accidents, décès).
47.12	Assurances automobiles (responsabilité civile, dommages aux véhicules, garanties du conducteur).
47.13	Assurances construction (dommage-ouvrage, tous risques chantiers, responsabilité du constructeur).
47.14	Assurances transports terrestres (responsabilité, personnes, corps, facultés). N.B : Corps signifie moyen de transport, faculté désigne la marchandise transportée.
47.15	Autres assurances de responsabilité.
47.16	Autres assurances.
47.17	Activités de conseil en assurance (élaboration de cahiers de charges, évaluation du patrimoine, gestion des contrats et des dossiers de sinistres).

Services financiers et comptables

48.10	Intermédiation financière et activité de conseil : <ul style="list-style-type: none"> - Expertise financière. - Ingénierie financière. - Planification financière. - Services de courtage en crédit et prêts.
48.11	Assistance et conseil en comptabilité, fiscalité, expertise comptable.
48.12	Services bancaires : <ul style="list-style-type: none"> - Frais bancaires généraux. - Frais cartes bancaires. - Garantie bancaire pour l'export.

Services informatiques

49.10	Schéma directeur et audit en organisation.
49.11	Assistance à maîtrise d'ouvrage.
49.12	Assistance à maîtrise d'œuvre.
49.13	Achat et développement de progiciels.
49.14	Achat et développement de logiciels.
49.15	Abonnement à des logiciels d'aide à la décision ou à la gestion.
49.16	Maintenance logicielle : <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique aux utilisateurs, corrective ou préventive. - Réécriture, amélioration ou correction de programmes existants. - Suivi des applications, mise à jour de la documentation. Remarque: Ce service n'a de sens que s'il est compté à part de la fourniture de logiciels ou de la gestion d'installations informatiques.
49.17	Traitements informatiques : <ul style="list-style-type: none"> - Traitement à façon de données, tabulations, calculs, etc, sans étude de logiciel spécifique. - Location de temps machine, sur le système informatique d'un tiers, en temps partagé

	<ul style="list-style-type: none"> - avec d'autres utilisateurs. - Mise à disposition de matériels ou de réseaux informatiques ("énergie informatique" ou "secours informatique" par exemple). - Travaux spécialisés dans la saisie de données. - Perforation de cartes ou bandes. - Conversion de fichiers. - Saisie optique. - Préparation de données à saisir. - Hébergement de sites internet.
49.18	Infogérance d'un système d'information : Services d'externalisation d'un système d'information (infogérance globale, spécialisée, partielle ou de fonction, infogérance d'exploitation, infogérance de systèmes distribués).
49.19	Services de banques de données : <ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de données préexistantes (horaires, données scientifiques, données juridiques), organisées pour la consultation ou l'exploitation à travers un serveur informatique. - Services techniques nécessaires pour accéder aux banques de données et les consulter. - Constitution de fonds documentaires non informatisés, sur microfiches par exemple. - Commercialisation de droits à utiliser ou à céder des informations mises en formes.
49.20	Maintenance des gros ordinateurs, serveurs et calculateurs spécialisés.
49.21	Maintenance des micro – ordinateurs, mini – ordinateurs, stations de travail, périphériques informatiques.
49.22	Maintenance des équipements de réseaux informatiques.
49.23	Service d'abonnement à des plateformes ou sites internet d'aide à la gestion (dématérialisation des marchés publics, dématérialisation pour les RH...)
Services d'hôtellerie et de restauration	
50.10	Services de traiteurs (hors restauration collective) : <ul style="list-style-type: none"> - Réceptions.
Services de sécurité	
51.10	Surveillance d'immeubles, gardes, protection par vigiles ou télésurveillance.
51.11	Services de sécurité : <ul style="list-style-type: none"> - Traversée des passages piétons. ...
Services d'études, de conseil et d'assistance	
52.10	Organisation des services: démarche qualité, audit, conseil, contrôle de gestion.
52.11	Prestations de secrétariat et traduction.
52.12	Etudes, conseils et assistance en urbanisme, politique de la ville et aménagement: y compris services de maîtrise d'œuvre pour les projets urbains.
52.13	Enquêtes et sondages (hors communication).
52.14	Etudes à caractère général (hors communication).
52.15	Etudes et recherches scientifiques fondamentales et appliquées.
52.16	Etudes à caractère technologique.
52.17	Services d'assistance au recrutement
52.18	Services de médiation et d'analyse des pratiques

52.19	Services d'audit, études, contrôle et conseils relatifs à des ouvrages, bâtiments et infrastructures existants.
52.20	Services d'enquête administrative
Services liés à la réalisation d'opérations de construction (bâtiments, infrastructures, ouvrages industriels)	
53.10	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de construction
53.11	Maîtrise d'œuvre (hors services de maîtrise d'œuvre pour les projets urbains) et ordonnancement, pilotage et coordination.
53.12	Conduite d'opération.
53.13	Etudes, analyses et contrôles nécessaires à la réalisation d'un ouvrage (à l'exclusion des analyses et essais des matériaux, produits et matériels d'installation et d'équipement immobilier) : <ul style="list-style-type: none"> - Etudes nécessaires à la programmation d'un ouvrage (y compris diagnostic, études économiques, topographiques et de sol) et à la gestion de l'opération. - Contrôles techniques, essais et missions de sécurité liées à la construction.
Services de communication	
54.10	Agences et conseils en communication et publicité.
54.11	Campagnes de communication (information, publicité, relations publiques).
54.12	Achat et gestion d'espaces publicitaires.
54.13	Organisation de colloques et événements (foires, salons).
54.14	Réalisation de stands (salons, foires).
54.15	Publications (conception).
54.16	Etudes, sondages et enquêtes de communication.
54.17	Services photographiques et audiovisuels de communication: y compris services des laboratoires photographiques et cinématographique.
54.18	Travaux graphiques de communication : <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de transparents, maquettes de mise en page, esquisses. - Création de logos. - Création de chartes graphiques. - Bulletin municipal
54.19	Conception et réalisation de sites internet : <ul style="list-style-type: none"> - Tous sites internet, intranet ou extranet.
54.20	Traitement de l'information : <ul style="list-style-type: none"> - Analyse de la presse. - Revue de presse écrite. - Veille sur les contenus de sites internet. - Relations presse. - Fournitures de scripts sur la presse audiovisuelle.
54.21	Mise en place de plates-formes téléphoniques.
Services de nettoyage	
55.10	Nettoyage courant des locaux.
55.11	Nettoyage spécialisé (graffitis, locaux d'élevage).

55.12	Nettoyage spécifique des sols et des vitres.
55.13	Ramonage
55.14	Désinfection, dératisation, désinsectisation, destruction d'animaux nuisibles...
55.15	Nettoyage de véhicules.
55.16	Blanchisserie, teinturerie.
55.17	Location – entretien de linge.
55.18	Location – entretien d'appareils d'hygiène.
55.19	Nettoyage de hottes notamment dans les cantines

Services d'assainissement, de voirie et de traitement des déchets

56.10	Assainissement des réseaux d'eaux usées : <ul style="list-style-type: none"> - Gestion et entretien des égouts. - Evacuation et traitement des eaux usées. - Evacuation et traitement des boues d'épuration. - Vidange et nettoyage des puisards, fosses septiques, bassins de décantation et bacs de dégraissage. - Maintenance des stations d'épuration et de relevage. - Nettoyage et dégorgement des canalisations intérieures des immeubles.
56.11	Assainissement des réseaux d'eaux pluviales.
56.12	Enlèvement, tri et stockage des ordures ménagères.
56.13	Traitement des ordures ménagères.
56.14	Enlèvement, tri, stockage et traitement des déchets autres que nucléaires : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets industriels, humains, animaux, médicaux, biologiques ou chimiques.
56.15	Nettoyage des voies et lieux publics (hors bâtiment): voirie, plages, aires de stationnement.
56.16	Maintenance de l'éclairage public.
56.17	Maintenance des équipements et dispositifs de signalisation et de sécurité pour la circulation.

Services juridiques

57.10	Services de conseils juridiques: dans les différents domaines du droit, y compris en matière de propriété industrielle.
57.11	Services d'établissements d'actes authentiques et des auxiliaires de justice.
57.12	Services de représentation juridique.

Services sanitaires et sociaux

58.10	Services de prévention et de soins vétérinaires (1), y compris les services d'analyses officielles réalisées dans le cadre des contrôles sanitaires vétérinaires relatifs à la protection de la santé humaine et de la santé animale.
58.11	Contrôle, essais et analyses biologiques et physico-chimiques de produits alimentaires et agroalimentaires, à l'exclusion des analyses officielles réalisées dans le cadre des contrôles sanitaires vétérinaires relatifs à la protection de la santé humaine et de la santé animale.

Services récréatifs, culturels, sportifs et éducatifs	
59.10	Services de spectacles musicaux, de danse, de théâtre, de représentation artistique et de cirque, de spectacles de sons et lumières fournis par des producteurs ou des artistes amateurs ou professionnels (comprend également les bals et discothèques).
59.11	Services auxiliaires des activités de spectacle portant sur la réalisation et l'installation des décors, d'éclairages et de sonorisation, sur la conception et la réalisation de costumes, sur la scénographie, sur la traduction des spectacles et sur la vente de billets.
59.12	Services de spectacles pyrotechniques dès lors qu'il relève de la création d'un spectacle.
59.13	Services concernant les actions éducatives péri- et postsecondaires.
59.14	Services de gestion, de conservation et de restauration des collections de musées, y compris les services de gestion, de conservation et de restauration du patrimoine mobilier protégé au titre de la loi du 31 décembre 1993 ou conservés dans les monuments historiques.
59.15	Services de conception d'exposition temporaire.
59.16	Services de préservation de sites classés ou inscrits et conception de projets culturels y afférents.
59.17	Services de centres de vacances et de centres de loisirs sans hébergement, classes de découverte, séjours jeunes et linguistiques.
59.18	Services d'animations socio-éducatives et sportives.
Services d'éducation, services de qualification et d'insertion professionnelles, services de formation professionnelle.	
60.10	Formation professionnelle destinée aux agents des collectivités publiques (hors services de qualification et d'insertion professionnelles).
60.11	Préparation aux concours ou examens professionnels destinée aux agents des collectivités publiques.
60.12	Services des écoles de conduite destinés aux agents des collectivités publiques : - Auto-écoles, écoles de pilotage.
60.13	Action d'accompagnement : - bilan de compétence - bilan professionnel - validation des acquis de l'expérience - reconnaissance de l'expérience professionnelle
60.14	Formation professionnelle de bureautique et informatique (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.15	Formation professionnelle juridique, financière, budgétaire et économique (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.16	Formation professionnelle linguistique (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.17	Formation professionnelle en management et ressources humaines (destinée aux agents des collectivités publiques)

60.18	Formation professionnelle de techniques administratives (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.19	Formation professionnelle hygiène et sécurité (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.20	Formation professionnelle de nouvelles technologies et communication (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.21	Formation professionnelle sanitaires et sociales (destinée aux agents des collectivités publiques)
60.22	Formation professionnelle spécifique (destinée aux agents des collectivités publiques)

Services de contrôle, d'analyses et d'essais de produits, matériaux, fluides ou équipements

61.10	Contrôle technique automobile.
61.11	Contrôles et analyses de l'environnement : - Sol, eau, air et autres fluides.
61.12	Essais et analyses en vue de la délivrance d'une attestation de conformité (certification, normes, contrôles réglementaires périodiques de conformité et de sécurité) : - Tous essais et analyses visant à établir la conformité d'un produit, matériel ou matériau à un référentiel (pour obtenir notamment une marque ou un label) ou à un règlement.
61.13	Analyses et essais des biens sportifs et de divertissement : Tous essais et analyses en vue d'assurer la sécurité des usagers d'équipements sportifs, d'aires de jeux, de jouets et de jeux.
61.14	Contrôle et analyses biologiques et autres analyses de laboratoire pour la santé humaine ou animale, à l'exclusion des analyses officielles réalisées dans le cadre des contrôles sanitaires vétérinaires relatifs à la protection de la santé humaine et de la santé animale.
61.15	Contrôle des installations d'assainissement privées

Services de maintenance (non prévus ailleurs)

62.10	Maintenance des véhicules de transport de personnes : - Automobiles, autobus
62.11	Maintenance des camions et des véhicules utilitaires.
62.12	Maintenance d'engins spéciaux : - Grue, chasse-neige.
62.13	Maintenance de machines-outils : - Pour métaux, bois, soudage.
62.14	Maintenance des machines de bureau (hors informatique) : - Photocopieurs.
62.15	Maintenance des machines et matériels de chauffage.
62.16	Maintenance des matériels sanitaires et de plomberie.
62.17	Maintenance d'installation de levage et de transport électro-mécanique : - Ascenseurs, monte-charge, escaliers et trottoirs roulants, lève-handicapés motorisés.

	travailleurs.
62.18	Maintenance d'installations et d'équipements de protection contre l'incendie.
62.19	Maintenance d'installations et d'équipements de contrôle des accès, de portes automatiques.
62.20	Maintenance des instruments de mesures et de contrôle.
62.21	Maintenance des matériels agricoles.
62.22	Maintenance des couvertures bâtiment.
62.23	Maintenance d'équipements mécaniques
62.24	Maintenance de machines d'usage général
62.25	Maintenance des appareils ménagers
62.26	Maintenance des jeux d'enfants installés dans les parcs et jardins.
62.27	Maintenance, entretien et réparation d'instruments de musique.
Travaux de la chaîne graphique, d'impression et de reprographie.	
63.10	Conception graphique, maquette.
63.11	Pré-presse : - Travaux de composition et de photogravure, flashage.
63.12	Travaux d'impression offset.
63.13	Autres travaux d'impression et de reprographie
63.14	Travaux de façonnage de produits imprimés.
63.15	Autres travaux de la chaîne graphique : - Travaux de reliure, de restauration, de finition.
Services annexes à l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'horticulture, la chasse et l'industrie agroalimentaire.	
64.10	Maintenance des espaces verts, parcs, jardins, plantations ornementales
64.11	Services annexes à l'élevage : - Insémination. - Tonte. - Hébergement et entretien des animaux - Equarrissage.
64.12	Services annexes à la sylviculture et au travail du bois : - Services des pépinières forestières. - Entretien et gestion des forêts. - Evaluation et débardage du bois. - Services d'imprégnation du bois.
64.13	Services annexes à la chasse : - Entretien des réserves de chasse. - Repeuplement en gibier.

Services de prestations liées à l'environnement et au milieu forestier

65.10	Bucheronage : <ul style="list-style-type: none"> - Abattage d'arbres, - Elagage, - Essouchement...
65.11	Lutte biologique

Services de location

66.10	Tous services de location non prévus ailleurs.
66.11	Location de décors lumineux.
66.12	Location de matériels de travaux publics avec chauffeur

Services immobiliers

67.10	Services d'administration d'immeubles : <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des prestations nécessaires au fonctionnement d'un immeuble (y compris prestations d'état des lieux, d'affacturage, de relevé de compteurs, de diagnostic d'amiante, plomb, etc.)
-------	---

Services industriels

68.10	Services de confection et d'ennoblissement textiles : <ul style="list-style-type: none"> - Confection textiles (y compris pour l'ameublement). - Teinture et apprêt de fils et de fibres - Blanchissement de tissus et d'étoffes - Impression de textiles.
-------	---

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.02.18	2018-599	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	POLE 4		20	31.01.18	1	
	GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL					
	CONSEIL	Séance	26	19.02.18	N° d'ordre	N° délibération
				22	2018-599	

OBJET	ORGANIGRAMME COMMUN – CONVENTIONS DE MUTUALISATION DE SERVICES – CONVENTION PARTICULIERE B15.1-2018 – DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DES MARCHES PUBLICS
-------	---

TD/VV

Chers Collègues,

Dans le cadre de la mise en place d'un organigramme commun en 2011 entre la Ville de Flers et Flers Agglo, alors Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, il a été décidé, dans un souci de bonne gestion, de mutualiser la Direction de l'Administration Générale et des Marchés Publics.

Le matériel d'affranchissement était mutualisé entre la Ville et Flers Agglo. La convention de mutualisation prévoyait ainsi à l'article 7.A.1 que le coût de location de la machine à affranchir était réparti à 50 % entre les deux collectivités.

La Ville et Flers Agglo disposait chacune d'une tête d'affranchissement qui permettait l'individualisation des factures d'affranchissement par la poste.

Cependant, afin de réduire le coût de fonctionnement de la machine à affranchir pour les deux collectivités, il s'avère économiquement plus judicieux de se doter d'une unique tête postale.

La Ville de Flers devra donc refacturer à Flers Agglo les frais d'affranchissement de cette dernière, facturés à la Ville.

Il nous faut donc intégrer à la nouvelle convention, qui se substituera à la précédente, cet élément de fait à l'article 7.A.1.

ST + TD Annexe Convention Particulière de mutualisation 2016 N°15 Direction de l'Administration Générale et des Marchés Publics
13/02/2018

VILLE DE FLERS	FLERS AGGLO
CONVENTION CADRE DE MUTUALISATION DE SERVICES	
CONVENTION PARTICULIERE N° B15.1-2018	
OBJET	Mise à disposition réciproque de la Direction de l'Administration Générale et des Marchés Publics entre Flers Agglo et la Ville de Flers

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Flers, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n° 2018-599 en date du 19 février 2018, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : « La Ville »,

ET

Flers Agglo, représentée par le Président, agissant en vertu de la délibération n° 2018-433 du conseil communautaire en date du 15 février 2018, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : « Flers Agglo »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

La Ville de Flers et Flers Agglo ont, depuis 1994, date de la création de la Communauté de Villes du Pays de Flers, mutualisé les services des finances, des ressources humaines et de la communication sur une base conventionnelle,

Fortes de cette expérience et compte tenu de la possibilité de mise à disposition de services ouverte par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les deux collectivités souhaitent poursuivre dans cette voie et améliorer et étendre cette mutualisation réciproque de service.

C'est pourquoi elles ont convenu, à partir de 2007, de mettre en place une convention cadre de mutualisation qui arrête les principes généraux de fonctionnement et des conventions particulières propres à chaque service ou mission mis en commun ou à disposition.

Dans le même temps, le législateur a, par la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010, puis par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, et enfin par la loi 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de République du 07 août 2015, modifié le cadre législatif des conventions de mutualisation, notamment en modifiant les articles L 5211-4-1 et 2 du CGCT qui constituent la base juridique sur laquelle s'appuie l'ensemble des conventions, cadre et particulières.

Par ailleurs le décret 2011-515 du 10 mai 2011 précise les conditions de mise en œuvre du cadre législatif précité.

Par délibérations concordantes, Flers Agglo et la Ville de Flers ont adopté un organigramme commun prévoyant une Direction de l'Administration Générale et des Marchés Publics, assurant pour le compte de Flers Agglo et de la Ville de Flers certaines missions. La présente convention est donc la mise en œuvre d'une des dispositions prévues par ses deux délibérations.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION

En application de l'article 1 de la convention cadre, la présente convention particulière a pour objet la mutualisation de la Direction de l'Administration Générale et des Marchés Publics entre la Ville et Flers Agglo.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, à durée indéterminée, de mise à disposition de service prendra effet au 1^{er} janvier 2018, date à laquelle elle se substituera à la précédente convention.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MUTUALISATION

La Direction, regroupant les services du secrétariat général et des marchés publics, composée d'agents de la Ville et d'agents de Flers Agglo assurera, dans le cadre de l'organigramme commun, pour la Ville et Flers Agglo, les missions ci-après précisées.

A) MISSIONS relatives à l'Administration Générale

1) MISSIONS relatives au Secrétariat Général

Le service :

a) Prépare et organise les conseils municipaux et communautaires :

- collationne ou rédige les rapports, délibérations et leurs pièces annexes,
- constitue les dossiers soumis aux instances municipales et communautaires (Municipalité, Commissions et Assemblées Délibérantes),
- envoie les convocations aux instances municipales et communautaires,
- assure la publication des délibérations et les transmet au contrôle de légalité,
- gère le recueil des actes administratifs des collectivités,
- est garant de la sécurité juridique des actes, veille à la légalité des procédures et assure la prévention des contentieux.

b) Prépare les actes pris en application des délégations des assemblées délibérantes des deux collectivités à Monsieur le Maire ou Monsieur le Président (décisions) :

- collationne ou rédige les rapports, décisions et leurs pièces annexes,
- assure la publication des décisions et les transmet au contrôle de légalité,
- est garant de la sécurité juridique des actes, veille à la légalité des procédures et assure la prévention des contentieux.

c) Prend en charge les assurances des collectivités :

- administre les sinistres et assure le suivi des contentieux en lien avec cette activité hors contrat risques statutaires,
- prépare les dossiers d'appel à la concurrence nécessaires à la couverture des risques des collectivités,
- veille à la bonne exécution des contrats,
- gère le partenariat avec le conseil en assurance de la collectivité.

d) Suit et gère les contentieux des collectivités en lien avec les conseils extérieurs et les services concernés.

e) Gère les conventions de mise à disposition et les baux consentis par la Ville de Flers sur son patrimoine bâti et non bâti :

- rédige les baux et conventions,
- assure les relations avec les services municipaux concernés,
- suit les renouvellements et les reconductions aux dates d'échéance.

f) Gère les circuits courrier (arrivée et départ) :

- organise les circuits courrier (arrivée et départ),
- est garant de la diffusion du courrier aux différents destinataires, Elus et services,
- met en place et s'assure de l'utilisation du logiciel de gestion du courrier,
- assure l'affranchissement du courrier départ en lien avec les services.

g) Assiste quotidiennement le Directeur des espaces publics et du patrimoine en assurant la coordination administrative de l'activité des cadres de cette direction :

- assure le suivi des réponses aux demandes reçus par la Direction des espaces publics et du patrimoine autres que celles émanant d'administrés.

h) Assure le secrétariat du conseil syndical du CIRIAM :

- collationne les rapports, délibérations et leurs pièces annexes,
- constitue les dossiers soumis aux instances syndicales,
- envoie les convocations aux instances municipales et communautaires,
- assure la publication des délibérations et les transmet au contrôle de légalité,
- gère le recueil des actes administratifs.

- i) Assure le secrétariat du service des marchés publics.
- j) Assure le secrétariat de la Direction Générale des Services.
- k) Assure le secrétariat des Directeurs de services et de leurs adjoints présents sur le site de l'Hôtel de Ville.
- l) Intervient sur la partie protocolaire des manifestations, fêtes et cérémonies :
 - prépare les invitations pour les cérémonies patriotiques,
 - commandes alimentaires pour les buffets et vins d'honneur.
- m) Gère les abonnements des deux collectivités.
- n) Rédige et met en forme les ordres de mission.
- o) Assure l'envoi des dossiers de demandes de subvention aux associations et en assure la réception.

2) MISSIONS relatives aux gardes-appariteurs

Le service :

- a) Assure les navettes internes et port de documents (vers les services municipaux et communautaires extérieurs ou autres services publics).
- b) Assure le gardiennage et la surveillance du site de l'Hôtel de Ville et ses dépendances (Château – Mairie – Parc – Moulin du Château - Jardin d'enfants - Parc de stationnement rue Richard-Lenoir) :
 - ouverture et fermeture des installations en fonction des heures d'utilisation des différents lieux,
 - contrôle des accès, des alarmes et rondes,
 - mise en application du règlement intérieur du parc,
 - réalisation de petits travaux de maintenance : vérification du bon fonctionnement des horloges, interventions sur les ouvrages de régulation d'eau de l'étang, poubelles, entretien des sanitaires publics du site,
 - signalement des dysfonctionnements aux services municipaux compétents pour toute intervention,
 - appel aux services de sécurité ou de secours en cas de nécessité,
 - perception des droits de pêche.
- c) Est en relations avec les usagers :
 - renseignement et orientation du public,
 - permanences téléphoniques et alerte, le cas échéant, des services d'astreinte.
- d) Applique les consignes de sécurité :
 - veiller à la sécurité des personnes, des biens et des locaux.

e) Réalise des tâches liées au fonctionnement des services municipaux et communautaires :

- affichage des documents (suivi du conseil municipal, arrêtés divers...),
- réceptions et vins d'honneur : service, approvisionnement, mise en place et remise en état comprise,
- cérémonies patriotiques : pavoisement de l'Hôtel de Ville, installation de matériel (sonorisation, pupitre...),
- distribution de fournitures à l'hôtel de Ville de Fiers,
- préparation matérielle des salles de réunion en fonction du planning (installation et rangement du mobilier),
- signaler, auprès des services compétents, toute anomalie concernant la voirie, l'éclairage public...

3) MISSIONS relatives à la reprographie

Le service :

a) assure la réalisation de tous les travaux de duplication et de mise en forme des dossiers sur la demande des services municipaux et communautaires :

- utilise les outils de reprographie et notamment les photocopieuses, le scanner, la relieuse à froid, le thermo-relieur, la plastifieuse, la plieuse de plan, le massicot,
- veille au parfait état de fonctionnement des matériels utilisés.

b) Assiste le service informatique pour le suivi et l'exploitation du parc de machines de reprographie :

- suit les consommations,
- gère les stocks de toner et de consommables,
- émet les commandes de fournitures nécessaires à l'entretien des machines utilisées,
- assure les interventions de 1er niveau (burrage machines, etc....),
- fait intervenir les fournisseurs si besoin en cas de pannes ou de dysfonctionnements,
- assure le lien avec les techniciens de maintenance des prestataires.

c) Prend en charge toutes les opérations de mise sous pli automatisée pour le compte de tous les services.

d) Apporte son concours journalier auprès du service du Secrétariat Général pour l'activité de gestion du courrier arrivée et départ.

e) Exécute le marché de fournitures de bureau et de papeterie.

f) Gère le planning d'utilisation des véhicules municipaux.

4) MISSIONS relatives aux Marchés Publics

Le service :

a) Programme les achats :

- crée et suit l'évolution de la nomenclature des achats et des services,
- réalise une cartographie des achats sur l'année à venir.

b) Détermine en amont la procédure applicable aux marchés.

c) Prend en charge le suivi administratif des marchés, de leur élaboration jusqu'à leur clôture :

- participe aux réunions de préparation des consultations,
- met à disposition des services opérationnels les outils nécessaires à la définition des besoins,
- élabore des documents types nécessaires à la réalisation des missions du service,
- rédige, à partir du cahier des charges établi par les services, de tous les documents administratifs propres à chaque consultation,
- prépare des délibérations et des décisions,
- compose des dossiers de consultation des entreprises,
- rédige et publie des avis d'appel publics à la concurrence,
- assure le suivi administratif de l'exécution des marchés publics,
- prépare les réunions de la commission d'appel d'offres et de la commission des MAPA,
- vérifie la régularité des analyses des offres,
- participe aux réunions de la commission d'appel d'offre et des commissions MAPA et en rédige les procès-verbaux,
- assure la notification des marchés.

d) Prend en charge le suivi financier des marchés de la notification à la libération de la retenue de garantie le cas échéant en lien avec la Direction des finances.

e) Gère et suit les contentieux liés à la matière en lien avec les conseils extérieurs de la collectivité.

f) Assure une veille juridique en matière de droit des marchés publics et s'assure de la sécurité juridique des procédures suivies.

g) Suit administrativement et juridiquement des délégations de service public :

- prépare et assiste à la Commission de délégation de service public,
- prépare et assiste à la Commission consultative des services publics locaux,
- veille à la sécurité juridique des procédures de passation de délégation de service public et en assure la passation,
- assure le suivi administratif des délégations de service public,
- assure un contrôle administratif et juridique des rapports d'activité des délégataires.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DE LA DIRECTION

La composition de l'équipe de la Direction, mise à disposition est la suivante :

- **A1 - Pour les missions relatives à l'administration générale :**
 - A1a - Pour les missions relatives au secrétariat général :
 - o A1a1 - Deux cadres A à 50 %, agent de la Ville en charge de l'ensemble de la direction et deux agents de catégorie C de la Ville,
 - o A1a2 - Deux agents de catégorie C de Fiers Agglo.
 - A1b - Pour les missions relatives aux gardes-appareilleurs.
 - o Trois gardes appareilleurs de la Ville.
 - A1c - Pour les missions relatives à la reprographie.
 - o Un agent de catégorie C de la Ville.
- **A2 - Pour les missions relatives aux marchés publics :**
 - o A2a - Deux cadres A à 50 % et un cadre B, agents de la Ville,
 - o A2b - Un agent de catégorie B de Fiers Agglo.

ARTICLE 5 : MOYENS MATERIELS

La Ville hébergera et équipera entièrement l'équipe de la Direction, sauf à récupérer le mobilier, matériel ou véhicule disponible chez l'une ou l'autre partie lors de la mise en place de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA MUTUALISATION

Les deux collectivités s'obligent à se concerter afin de permettre à l'équipe de planifier ses travaux.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA MUTUALISATION

A) MISSIONS relatives à l'Administration Générale

1) MISSIONS relatives au Secrétariat Général

Au vu des missions confiées à la Direction Générale, celle-ci doit assurer la Direction des deux collectivités qui constitue chacune une unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 50 %.

Fiers Agglo et la Ville prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement du service tel que défini ci-dessous.

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe de la Direction

- A - Coût des personnels, en service, affectés à l'équipe majoré des remplacements et des renforts tel que prévu à l'article 4 A1a.
- B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5.
- C - Nombre d'unités de fonctionnement 2 donc application d'un ratio égal à : **50 %**.
- D - **Coût du matériel d'affranchissement** : Coût de location de la machine à affranchir à hauteur de 50 %.
- E - Coût de l'affranchissement : Coût d'affranchissement selon consommation réelle.
- F - **Calcul global des sommes par Fiers Agglo :**

$$F = (A1a1 + A1a2) \times (1 + B) \times C - A1a2 + D + E$$

2) MISSIONS relatives aux gardes-appariteurs

Au vu des missions confiées au service, le temps passé en interventions opérationnelles constitue un critère objectif. En conséquence, ce temps d'intervention constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011.

Fiers Agglo et la Ville prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement du service tel que défini ci-dessous.

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe du service

- A - Coût des personnels, en service, affectés au service majoré des remplacements et des renforts tel que prévu à l'article 4 A1b.
- B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5.
- C - $\frac{\text{Heures affectées aux interventions Fiers Agglo}}{\text{Heures Théoriques Corrigées (1607 heures X nombre d'ETP) du service}} = \text{RATIO}$

Les heures théoriques du service seront corrigées en prenant pour base de départ le nombre d'heures théoriques sur une année réduit forfaitairement de 10 % pour prendre en compte le temps passé à la coordination des tâches. De ce total d'heures travaillées, sera également retranché le temps passé en formation ainsi que les absences.

Calcul global des sommes dues par Fiers Agglo à la Ville :

- D - Le montant des sommes dues est égal à :

$$D = [A \times (1 + B)] \times C$$

3) MISSIONS relatives à la reprographie

Au vu des missions confiées à cet agent, il est estimé forfaitairement le temps passé à 50 % de son temps de travail. Ce temps de travail constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 50 % pour chacune des missions précisées au A 3) de l'article 3 ci-dessus.

Flers Agglo et la Ville prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement du service tel que défini ci-dessous :

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'agent reprographe

- A - Coût du personnel affectés à la reprographie majoré des remplacements et des renforts tel que prévu à l'article 4 A1c.
- B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5.

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire

- C – Prorata du temps affecté aux missions : 50 %

Calcul global des sommes dues :

- D – Le montant des sommes dues est égal à :

$$D = [A \times (1 + B)] \times C$$

B) MISSIONS relatives aux Marchés Publics

Au vu des missions confiées à l'équipe, celle-ci estime forfaitairement le temps passés à 50 % de leur temps de travail. Ce temps de travail constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 50 % pour chacune des missions précisées au B de l'article 3 ci-dessus.

Par ailleurs, les cadres A de la Ville de Flers ont une charge de travail pour le service marchés publics représentant 50 % de son temps de travail et a affecté 50 % de ce temps à Flers Agglo, soit 25 % de son temps de travail.

Flers Agglo et la Ville prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement du service tel que défini ci-dessous.

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe de la Direction

- A - Coût des personnels, en service, affectés à l'équipe tel que prévu à l'article 4 A2 majoré des remplacements et des renforts avec :
 - A2a – Coût des agents de la Ville
 - A2b – Coût des agents de Flers Agglo
- B - Afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5 le résultat est majoré forfaitairement de 10 %.

C – Ratio d'affectation soit 50 %.

D - Calcul global des sommes dues par Flers Agglo :

$$D = (A2a + A2b) \times (1 + B) \times C - A2b$$

Pour 2011, les modalités de calcul ci-dessus intégreront les délais de mise en place de la dite Direction à compter du 1^{er} octobre 2011.

ARTICLE 8 : COMPTE RENDU ANNUEL

Le bénéficiaire de la mise à disposition établira chaque année et ce avant le 31 mai de l'année n+1 une note de synthèse concernant la mise en œuvre de la présente convention. Cette note de synthèse servira notamment à établir :

- le rapport annuel soumis aux assemblées délibérantes de la communauté d'agglomération et de ses communes membres, prévu à l'article L 5211-39,
- l'état d'avancement du schéma de mutualisation prévu à l'article L 5211-39-1 du CGCT.

Enfin les parties pourront formuler des propositions d'évolution du service mutualisé. Cependant dans le cas où les demandes formulées viendraient à modifier sensiblement l'organisation ou la charge du service mutualisé, les parties conviendront de se rapprocher afin d'adapter, autant que de besoin la présente convention.

ARTICLE 9 : PREVISION DE CHARGES PREALABLE AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Flers Agglo communiquera à la Ville, bénéficiaire de la mise à disposition, le montant prévisionnel des sommes dues préalablement au vote de son budget primitif.

Fait à Flers, le - 6 MARS 2010

Pour la Ville de Flers,

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué



Gaëlle PIOLINE

Pour Flers Agglo,



Le Président,



Yves GOASDOUE